

Le Monde

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13777 - 6 F

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

Directeur: André Fontaine

DIMANCHE 14-LUNDI 15 MAI 1989

Les effets de la perestroïka sur les relations internationales

M. Bush veut mettre à l'épreuve la bonne volonté de Moscou

M. Gorbatchev va sceller à Pékin les retrouvailles sino-soviétiques

« Peut mieux faire »

Après mûre — et longue — réflexion, le président Bush a enfin dressé les grandes lignes de ce que va être sa politique à l'égard de l'URSS. Il était temps, car le silence de Washington face aux initiatives tout azimutées de M. Gorbatchev commençait à donner une fâcheuse impression d'indécision.

Le langage qu'a tenu vendredi 12 mai au Texas le nouveau président américain fait plus appel à la raison qu'à l'émotion, à l'optimisme prudent qu'à l'audace. Même si M. Bush n'est pas prêt de ravir la vedette à M. Gorbatchev, ses propos constituent l'ébauche d'une attitude cohérente face à cette perestroïka dont on a tant de mal à deviner l'aboutissement.

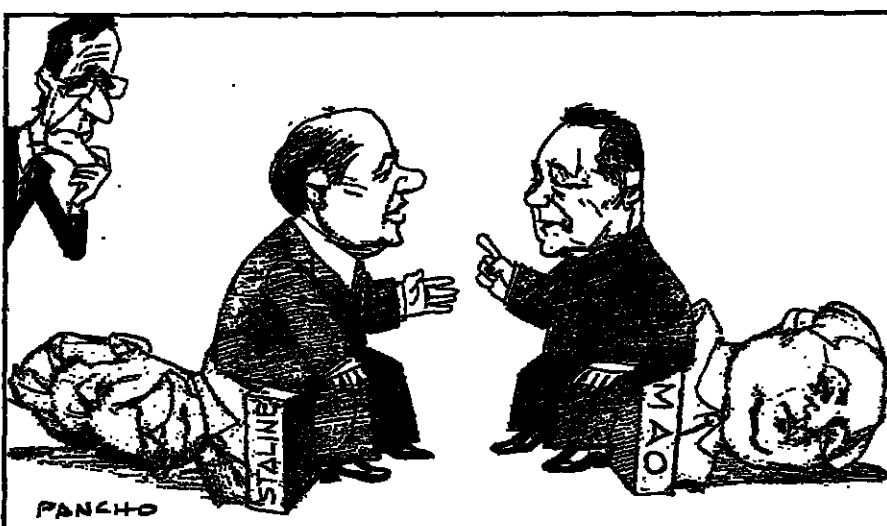
Première constatation du chef de la Maison Blanche: l'URSS est bien en train de changer, ces changements sont positifs, mais elle doit mieux faire pour qu'on puisse considérer comme irréversible ce nouveau cours. Les bonnes paroles ne suffisent pas.

En attendant qu'on puisse évaluer définitivement la guerre froide, les États-Unis répondent positivement à la nouvelle initiative soviétique sans sacrifier néanmoins leurs intérêts en matière de sécurité. M. Bush a évoqué plusieurs questions à propos desquelles il attend des progrès: renonciation solennelle à la doctrine Brejnev qui supposait un droit d'intervention du « grand frère » chez ses satellites, nouvelles réductions unilatérales de certaines armements, véritable coopération dans la solution des conflits régionaux, adoption et respect d'une législation libérale en matière de circulation des personnes et de problèmes politiques. En échange, et si possible, il est prêt, pour commencer, à demander au Congrès la suppression de tous les obstacles à la coopération, qui limite considérablement les échanges commerciaux avec l'URSS, l'amendement Jackson-Vanik.

M. Bush a été beaucoup moins précis en ce qui concerne la réduction des armements, se contentant de reprendre la vieille idée — elle date de 1955 — d'Eisenhower concernant une inspection aérienne réciproque des territoires américains et soviétiques. Révolutionnaire à l'époque, la mesure est surtout symbolique depuis l'apparition des satellites et la pratique des inspections au sol. Son acceptation par l'URSS n'en constituerait pas moins une manifestation de confiance.

Le président américain n'a rien dit, en revanche, des dernières propositions de M. Gorbatchev concernant la réduction des armes nucléaires à courte portée et des armements conventionnels. C'est dommage, car si les premières visent essentiellement à accentuer les divisions entre alliés, les secondes visent dans le sens d'une réduction effective des déséquilibres et méritent considération. Elles sont à l'étude, dit-on à Washington, où l'on estime qu'il est urgent de laisser du temps au temps. Mais le temps pourra-t-il toujours suspendre son vol ?

M. Bush a prononcé le 12 mai son premier discours programme sur les relations soviéto-américaines. Il veut mettre à l'épreuve la bonne volonté de M. Gorbatchev en l'invitant notamment à permettre une inspection aérienne réciproque des territoires des deux alliances. Le président américain prône « l'intégration de l'Union soviétique à la communauté internationale ».



« Déchirez le rideau de fer »

WASHINGTON de notre correspondant

Ravir la vedette à M. Gorbatchev n'est pas chose facile. C'est pourtant ce que M. Bush s'est efforcé de faire, au lendemain d'une nouvelle initiative soviétique de désarmement. Ce président un peu effacé, à qui l'on reproche de parler plat et de voir court, s'est lancé dans un discours animé d'un souffle historique, et il a exposé sa « vision d'ensemble », sa philosophie des rapports Est-Ouest.

Sans se départir de sa prudence, il s'est voulu encourageant à l'égard du numéro un soviétique, qu'il a, pour l'essentiel, invité à ne pas s'arrêter en si bon chemin. Et, comme pour prouver que Washington pouvait faire autre chose que répondre tant bien que mal aux propositions de Moscou, M. Bush a lui-même avancé quelques idées — essentiellement l'ouverture totale des espaces aériens des deux pays à des avions d'observation.

Avant tout, il s'agissait de montrer que le long « réexamen » des relations américano-soviétiques entrepris par la nouvelle administration était terminé et que Washington, désormais, avait choisi son cap. Une date symbolique avait été choisie, celle du quarantième anniversaire de la levée

du blocus de Berlin — c'est-à-dire l'anniversaire de la mise en échec par l'Occident d'une Union soviétique au faite de son « expansionnisme ».

M. Bush, revêtu d'une robe noire de professeur d'université — il parlait devant un parterre d'étudiants du Texas, — a donc commencé par un bulletin de victoire. La lutte qui s'est engagée après la seconde guerre mondiale entre deux conceptions du monde, celle « de la tyrannie et du conflit » et celle « de la démocratie et de la liberté », a tourné à l'avantage des démocraties. La stratégie de « l'endiguement » (containment), inaugurée par Truman, a été efficace. Après ces quarante années de persévérance, il est temps de passer à autre chose, « à une nouvelle politique qui tienne compte de toute l'étendue des changements qui ont lieu dans le monde, et à l'intérieur même de l'Union soviétique ».

Il s'agit d'un objectif beaucoup plus « audacieux » que de simplement « contenir l'expansionnisme soviétique ». Nous cherchons, explique M. Bush, l'intégration de l'Union soviétique à la communauté des nations. Mais pour cela, l'URSS doit poursuivre ses efforts.

JAN KRAUZE.

(Lire la suite page 4.)

Désormais égaux

MOSCOU de notre correspondant

En quatre jours de visite officielle en Chine populaire, M. Gorbatchev aura accompli la semaine prochaine, de réconciliation l'URSS et le monde. Quatre ans après son arrivée au pouvoir et trente ans après la condamnation de la rupture soviéto-chinoise, le pays le plus peuplé de la terre restait, en effet, le dernier des grands acteurs de la scène internationale avec lequel l'Union soviétique n'était pas reprise de relations normales.

Nettement moins chaleureux qu'il ne l'était sous le second mandat de M. Reagan, le dialogue avec les États-Unis ne s'en est pas moins institutionnalisé. En Europe occidentale, l'image de l'URSS est soit bonne soit excellente alors qu'elle y était partout exécrable depuis les années 70. Dans le tiers-monde et le monde arabe en particulier, le retrait d'Afghanistan a mis fin à une décennie de froid. Le rétablissement des relations diplomatiques avec Israël est à l'ordre du jour, et, jusque dans ces démocraties populaires où l'URSS a toutes les raisons d'être haïe, le vent du changement la fait voir d'un autre œil.

Restait la Chine, l'autre géant du socialisme, l'autre puissance communiste à séjurer au Conseil de sécurité des Nations unies, le

frère ennemi, donc, avec lequel la normalisation était par définition la plus ardue. Elle aura pris du temps puisque c'était dès l'été 1986 que M. Gorbatchev s'y était attelé en acceptant les revendications chinoises sur le tracé de la frontière commune constituée par l'Amour et que ce n'est que lundi 15 mai, au moment même où le secrétaire général arrivera à Pékin, que les troupes soviétiques commenceront à se retirer de Mongolie, satisfaisant par là l'une des principales demandes de la Chine.

Entre-temps Moscou avait accepté de retirer d'Asie ses missiles de moyenne portée et deux cent mille de ses hommes, signé l'accord de Genève sur l'Afghanistan et engagé des discussions directes avec Pékin sur l'avenir du Cambodge, que les troupes vietnamiennes auront en principe quitté d'ici à la fin du mois de septembre prochain. Il a fallu multiplier les gages, mais, outre que ce n'était pas seulement — et loin de là — les exigences de Pékin qui imposaient la plupart de ces gestes, M. Gorbatchev est aujourd'hui accablé à bras armés par un régime qui a passé les trois quarts de ses quarante années d'existence à chercher l'appui de la planète entière contre l'URSS.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 5.)

Forte hausse du dollar

Le billet vert retrouve son niveau de 1986

PAGE 17

L'URSS et l'OLP

Moscou vote contre l'admission à l'OMS

PAGE 5

L'Europe de la fiscalité

La Commission de Bruxelles va modifier ses propositions sur la TVA

PAGE 15

Conférence des Eglises

Une réunion œcuménique à Bâle

PAGE 9

Cannes 1989

« Trop belle pour toi ! », de Bertrand Blier
« L'Enfant de la lune », d'Agustín Villaronga

PAGE 11

« Grand Jury RTL-le Monde »

M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports, invité dimanche à partir de 18 h 15.

CHRONOLOGIE

Avril 1989 dans le monde

PAGE 10

Le sommaire complet se trouve en page 18

Le Monde

NUMERO HORS-SERIE
FESTIVAL DE CANNES 1989

CINÉMA & LIBERTÉS

25 F - EN VENTE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Les dessins de Michel-Ange au Louvre

L'apothéose des corps

Le maître de la Sixtine est au Louvre. L'admiration est de rigueur. Mais le grand art va-t-il de pair avec le refus de l'expression ?

Athlètes, soldats et dieux, tous sont nus. Phéon, Hercule et le Christ déploient la splendeur de leurs anatomies sans voiles. Ils se ressemblent, ils se confondent, ils ne sont qu'un seul corps, masculin et musclé, qui bondit, tombe, s'écroule et se crispe. Les dessins de Michel-Ange, quel que soit leur sujet, quels que soient leur époque et leur style, exaltent sans cesse l'architecture humaine, la construction d'os, de chairs, de nerfs et de vaisseaux que la peau enveloppe comme un tissu étroit qui moule et ne dissimule pas. Il faut que les muscles saillent et gonflent, que les tendons fassent des lignes droites le long des chevilles et des poignets, que les veines se croisent, que les couds disparaissent dans la masse noueuse des épaules. Les visages, les

expressions, les émotions importantes moins que le galbe d'une cuisse que la course amincit, moins que la structure carrée d'un thorax.

Quand Michel-Ange dessine une tête, il sait assurément comment la rendre noble ou terrible, il sait les procédés qui donnent de la fureur au regard et de l'éloquence à la bouche. Il emploie ces moyens avec l'élégance d'un excellent praticien, mais les employer ne l'intéresse guère. Il use alors d'une typologie conventionnelle, sans songer à la renouveler par l'observation. Des soixante-dix-huit dessins de l'exposition, deux seulement relèvent du « fait d'après nature ». Et encore l'un d'eux, profil de vieil homme, a-t-il servi à l'évocation d'une sibylle, par transposition et métamorphose. Vasari l'avait suggéré: Michel-Ange n'a pas le moindre goût pour le portrait.

Le peintre de la Sixtine, le sculpteur des Esclaves n'a pas

plus d'amour pour l'anecdote, ni plus de respect pour le trivial. Il lui faut du sublime et du symbole, les légendes sacrées et profanes, l'Olympe et le Jugement Dernier, qui lui donnent les meilleurs prétextes qui soient pour se délecter de nudités. L'ombre du lion de Némée, la silhouette d'un veilleur endormi, une grappe de chevaux enroulés comme des serpents suffisent à indiquer l'épisode, le texte, le programme iconographique. La plume, la pierre noire et la sanguine ne doivent pas servir à illustrer une idée mais à exalter une forme. Un Titos aux Enfers devient, au recto de la feuille, un Christ ressuscitant obtenu par transparence. La souffrance et la gloire sont traduites par le même geste du bras et la même courbe des hanches, mais moins véritablement exprimées qu'évoquées allusivement par référence à un code connu de tous.

PHILIPPE DAGEN.
(Lire la suite page 12.)

M 0146 - 05150 - 6.00 F



379014600000 05150

A L'ÉTRANGER: Algérie, 4,50 DA; Maroc, 6 dir.; Tunisie, 700 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 20 sch.; Belgique, 40 fr.; Canada, 1,95 \$; Espagne/Pérou, 7,20 F; Côte d'Ivoire, 218 F CFA; Danemark, 11 kr.; Espagne, 175 pes.; Grèce, 80 p.; Italie, 180 li.; Japon, 80 y.; Libye, 2 000 L.; Libye, 0,400 DL.; Luxembourg, 40 F.; Norvège, 15 kr.; Pays-Bas, 2,50 fl.; Portugal, 140 esc.; Suède, 25 F CFA; Suisse, 14 ch.; Tchécoslovaquie, 1,50 K.; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

Dates

Il y a quarante ans

La naissance de la RFA

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 850 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouta.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Sauter.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Reconnu par le ministère de la Culture
et de la Communication en tant qu'organisme
de presse d'information générale.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composé 35-15 - Tapez LEMONDE
ou 35-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	FRANCE	MONDIPUB	MONDIPUB	MONDIPUB
1 an	365 F	399 F	594 F	708 F
6 mois	178 F	192 F	272 F	324 F
3 mois	103 F	109 F	144 F	164 F
1 an	130 F	138 F	188 F	229 F

ÉTRANGER :
Par voie aérienne
tarif sur demande.
Pour vous abonner
RENOUVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO
PORTAGE :
Pour tous renseignements :
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changement d'adresse :
veuillez nous adresser deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois 6 mois 9 mois 1 an

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer
pour les noms propres en capitales
d'imprimerie.

Il y avait foule ce jour-là dans les locaux modestes et aménagés à la hâte de l'École normale d'instituteurs de Bonn, en Rhénanie : devant les soixante-cinq membres du Conseil parlementaire, les onze ministres-présidents des Länder, les présidents des onze Diètes (Parlements) de ces régions, en présence des représentants des gouvernements militaires américain, britannique et français, ainsi que du Conseil économique allemand et de l'administration allemande bizonale — qui avaient jusqu'alors travaillé dans les zones anglaise et américaine réunies — le président de l'Assemblée constituante, Konrad Adenauer, proclame l'adoption de la loi fondamentale (Grundgesetz). Sous ce terme, choisi à bon escient, se présente, ou se cache, le 23 mai 1949, la Constitution de l'État qui, après quatre années de gouvernement direct par les Alliés, va s'établir dans les zones occidentales d'occupation.

La création d'une structure étatique commune dans les trois zones occidentales avait été décidée en juin 1948 par la conférence de Londres, qui réunissait avec les trois puissances occupantes les représentants de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg, qui assuraient et assureraient toujours une présence militaire en zone britannique. Elle était la conséquence directe de la rupture intervenue depuis la fin de la guerre entre l'Union soviétique et les alliés occidentaux. A l'origine l'Allemagne, après la capitulation sans conditions imposée aux responsables politiques et militaires et le suicide de Hitler, devait être gouvernée en commun par les quatre Alliés avec l'assistance d'administrations centrales allemandes.

La réforme
monétaire

En fait, chacun des vainqueurs fit dans sa zone à peu près ce qu'il voulait ; les administrations centrales ne virent jamais le jour parce que la France s'opposait à la reconstitution prématurée du moindre embryon d'une entité politique commune en Allemagne, et le conseil de contrôle allié, organe suprême de l'exercice du pouvoir sur le pays vaincu, cessa de fonctionner quand le commandant en chef soviétique, le maréchal Sokolovski, le quitta le 20 mars 1948 pour protester contre la création de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), dénoncée comme une alliance antisoviétique, et aussi contre la réunion de la conférence à six qui, à Londres, venait de recommander l'institution en Allemagne occidentale d'un système de gouvernement fédéral.

Pour que les Occidentaux en fussent arrivés là, malgré l'opposition française, il avait fallu la froide détermination des Soviétiques d'installer dans leur zone un régime communiste calqué point par point sur celui des autres démocraties populaires, régime dictatorial, à prédominance d'un seul parti, doté de forces armées en violation de tous les accords interalliés. Il avait fallu l'échec de nombreuses conférences interalliées, il avait fallu surtout le « coup de Prague », la prise du pouvoir par le parti communiste au moyen d'un coup d'État appuyé par les forces soviétiques.

La conférence de Londres prit fin le 2 juin 1948 ; le 20 juin, les commandants en chef occidentaux mirent en vigueur une réforme monétaire élaborée par des experts alliés et allemands, premier pas vers le redémarrage de l'économie. Le champ d'application de cette mesure est étendu à Berlin-Ouest. En riposte, les Soviétiques décident, le 24 juin, d'interrompre les communications entre l'enclave berlinoise et l'Allemagne de l'Ouest. C'est le blocus, aventure stupéfiante puisque personne ne croyait alors que l'aviation américaine parviendrait avec l'appui britannique et français à ravitailler pendant un an deux millions de Berlinoises. Le blocus durera pendant toute la période d'élaboration de la loi fondamentale.

taille, il en constitue en quelque sorte la toile de fond.

Le 1^{er} juillet 1948, les trois commandants en chef, les généraux Clay (Etats-Unis), Robertson (Royaume-Uni) et König (France), remettent aux ministres-présidents convoqués à Francfort les trois documents qui résultent des décisions de la conférence de Londres. Devant eux, ils ont les onze Allemands qui représentent alors le plus haut niveau de responsabilité politique concédé aux vaincus. Entre 1946

La division de l'Allemagne était implicite dans la marche forcée qui, au cours des derniers jours de la guerre, en mars et avril 1945, avait mené des dizaines et des dizaines de milliers de soldats allemands épuisés à rejoindre les régions où ils seraient faits prisonniers par les Occidentaux plutôt que par les Soviétiques. Cette division était inscrite dans un avenir inévitable quand, au printemps de 1946, les Soviétiques avaient imposé de force dans leur zone la fusion des partis communiste



et 1947, les Alliés ont fait élire dans leurs zones, dans le cadre des Länder constitués par eux, des Parlements qui, à leur tour, ont désigné des gouvernements. Ceux-ci ont pris la relève des autorités directement mises en place par les occupants. Les Diètes ont doté les Länder de Constitutions conformes aux schémas communs des démocraties occidentales.

La division...

C'est aux chefs élus de ces onze Allemagnes que s'adressent les généraux. Eux, les commandants en chef, sont le pouvoir positif : ils détiennent au nom de leurs gouvernements cette souveraineté dont les signataires de la capitulation sans condition se sont dépouillés. Les ministres-présidents tirent juridiquement leur autorité de celle des vainqueurs, mais, émanant de Parlements librement élus, ils possèdent aussi une légitimité nationale et, de ce fait, un pouvoir autonome négatif, celui de dire « non ». Quatre d'entre eux appartenant aux partis de l'Union chrétienne-démocrate ou sociale, créée en 1945 par des militants catholiques et protestants décidés à dépasser leurs anciennes divisions, quatre sont des sociaux-démocrates, héritiers du grand parti des travailleurs né vers 1860 dans le sillage de Karl Marx et de Friedrich Engels, et un seul se réclame de la tradition libérale. Tous sont décidés à ne pas rompre avec les Alliés, perspective politiquement et économiquement insoutenable alors que la guerre froide bat son plein, et tous veulent également empêcher que ne se précise et se consacre la division de l'Allemagne en deux États se combattant l'un l'autre. C'est pourtant ce qu'ils ne pourront empêcher.

et social-démocrate. Mais comment admettre comme définitif un malheur quand subsiste la moindre parcelle d'espoir.

Ce que les trois généraux communiquent aux onze ministres-présidents précise et limite la tâche qu'il leur est demandé d'accomplir : un premier texte fixe les règles majeures que les Alliés entendent retrouver dans le texte constitutionnel. Le deuxième document contient l'ordre d'élaborer une nouvelle distribution territoriale, une révision des frontières des Länder hâtivement créée en 1945. Il restera lettre morte. Le troisième informe les ministres-présidents des grandes lignes d'un statut d'occupation qui définira les pouvoirs que les Alliés veulent conserver. Comme dira un des responsables sociaux-démocrates, c'est le statut d'occupation qui sera la véritable Constitution.

Dès le lendemain, les ministres-présidents se réunissent entre eux et décident d'accepter globalement la mission qui leur est impartie tout en posant des conditions sur lesquelles des négociations s'engageront. Celles-ci, avec des moments de haute tension dramatique, se poursuivront pendant toute la période de travail de l'Assemblée constituante. La situation est d'autant plus pénible pour les Allemands que, sans leur participation et notamment pour venir à bout de la persistante opposition française, les Alliés mettent en place, pendant que se poursuit l'élaboration constitutionnelle, un office militaire de sécurité chargé de contrôler la démilitarisation de l'Allemagne et un statut de la Ruhr qui place la production allemande de charbon et d'acier sous le contrôle des Six (les trois puissances et le Benelux).

Malgré tous les obstacles, les soixante-cinq membres du Conseil parlementaire, qui représentent les partis au pouvoir de leurs sièges dans les Diètes (27 CDU/CSU, 27 SPD, 5 libéraux, 2 catholiques du Zentrum, 2 conservateurs bas-saxons, 2 communistes), vont produire un texte qui, depuis quarante ans, a permis à la démocratie allemande de se consolider et de s'épanouir.

Il y eut certes des affrontements sérieux au sein du Conseil parlementaire. Les sociaux-démocrates et les libéraux voulaient un dispositif unitaire et centralisé, les chrétiens-démocrates étaient plus réticents fédéralistes. Aux divergences des conceptions fondamentales faisait écho la rivalité des hommes : président du Conseil parlementaire, Konrad Adenauer, malgré ses soixante-deux ans, se voyait déjà responsable suprême du nouvel État allemand destiné à s'ancrer à l'Ouest, mais Kurt Schmacher, maître du SPD, originaire de l'Est prussien, aspirait aux mêmes responsabilités (après dix ans de camp de concentration) et ne voulait pas se résigner à la séparation d'avec l'Allemagne protestante et socialiste contre l'Est et l'Oder. Et pourtant le compromis fut voté sous la pression des nécessités et du bon sens.

... et l'unité
dans la liberté

Compromis solide, il permet au Bund, à l'échelon central, d'exercer pleinement les compétences essentielles de la souveraineté, tout en laissant aux Länder les pouvoirs nécessaires à une vie politique digne de ce nom. Le catalogue des droits de l'homme et du citoyen, solidement garanti par une Cour constitutionnelle, assure l'équilibre entre les individus et les collectivités. La prééminence du pouvoir législatif est assurée, mais aussi le fonctionnement d'un exécutif fort. La création d'une deuxième Chambre composée de députés des gouvernements des Länder donne un corps réel au fédéralisme. Un président fédéral doté de pouvoirs propres doit incarner la conscience commune de la nation. Et, élément central, dans le préambule de ce texte de haute sagesse qui unifie les leçons de l'histoire démocratique de l'Allemagne, tirées de l'échec de 1848-1849 et de l'échec de Weimar, se trouve rappelé qu'il a été interdit à une partie importante de la nation de participer à l'œuvre constituante. La nation reste donc « appelée à parfaire son unité dans la liberté », tout en s'unissant à ses voisins dans la construction européenne.

Accepté par les Alliés, approuvé par les Diètes (à l'exception du Landtag bavarois, qui trouve que le fédéralisme ne s'est pas suffisamment imposé mais accepte néanmoins d'entrer dans la nouvelle République), le texte constitutionnel va entrer en application. Le 14 août, les Allemands de l'Ouest élisent le premier Bundestag, assurant aux chrétiens-démocrates une majorité relative. Le 12 septembre, le chef du Parti libéral, Theodor Heuss, est élu président fédéral ; le 15 septembre, Konrad Adenauer, le président de la CDU, est à son tour élu chancelier fédéral (avec une voix de majorité, la sienne). Son grand adversaire, Kurt Schmacher, le chef des sociaux-démocrates, voit ses espérances déçues. Le 21 septembre entre en vigueur le statut d'occupation qui réserve notamment aux Alliés tout ce qui concerne les relations extérieures (à l'exception des négociations visant à engager l'Allemagne). La République fédérale d'Allemagne existe. Quelques semaines plus tard, à Berlin-Est, le 7 octobre 1949, une Assemblée élue avec le système des listes bloquées adopte la Constitution de la République démocratique allemande. Le 11 octobre, le chef du Parti communiste (socialiste unifié), Wilhelm Pieck, est élu président de cette République. En 1972, les deux États allemands se reconnaissent réciproquement.

JOSEPH ROYAN.

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h15

ROGER
BAMBUCKanimé par
Olivier MAZEROLLE

en direct sur

RTL

avec André PASSERON
et Alain GIRAUDO (Le Monde)
Guy KEDIA
et Bernard ROSEAU (RTL)

Les écrivains serbes

Le 14 mai 1949, jour de la signature de la loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne, les écrivains serbes ont tenu à Berlin-Ouest une conférence de presse pour annoncer leur adhésion à la nouvelle République. Ils ont déclaré que leur pays était prêt à reconnaître la République fédérale d'Allemagne et à établir des relations diplomatiques avec elle. Ils ont également souligné leur opposition à la République démocratique allemande et à son régime communiste.

A TR

Le 14 mai 1949, jour de la signature de la loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne, les écrivains serbes ont tenu à Berlin-Ouest une conférence de presse pour annoncer leur adhésion à la nouvelle République.

Ils ont déclaré que leur pays était prêt à reconnaître la République fédérale d'Allemagne et à établir des relations diplomatiques avec elle.

Ils ont également souligné leur opposition à la République démocratique allemande et à son régime communiste.

Le 14 mai 1949, jour de la signature de la loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne, les écrivains serbes ont tenu à Berlin-Ouest une conférence de presse pour annoncer leur adhésion à la nouvelle République.

Ils ont déclaré que leur pays était prêt à reconnaître la République fédérale d'Allemagne et à établir des relations diplomatiques avec elle.

Ils ont également souligné leur opposition à la République démocratique allemande et à son régime communiste.

Le 14 mai 1949, jour de la signature de la loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne, les écrivains serbes ont tenu à Berlin-Ouest une conférence de presse pour annoncer leur adhésion à la nouvelle République.

Ils ont déclaré que leur pays était prêt à reconnaître la République fédérale d'Allemagne et à établir des relations diplomatiques avec elle.

Ils ont également souligné leur opposition à la République démocratique allemande et à son régime communiste.

Le 14 mai 1949, jour de la signature de la loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne, les écrivains serbes ont tenu à Berlin-Ouest une conférence de presse pour annoncer leur adhésion à la nouvelle République.

Ils ont déclaré que leur pays était prêt à reconnaître la République fédérale d'Allemagne et à établir des relations diplomatiques avec elle.

Ils ont également souligné leur opposition à la République démocratique allemande et à son régime communiste.

Le 14 mai 1949, jour de la signature de la loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne, les écrivains serbes ont tenu à Berlin-Ouest une conférence de presse pour annoncer leur adhésion à la nouvelle République.

Ils ont déclaré que leur pays était prêt à reconnaître la République fédérale d'Allemagne et à établir des relations diplomatiques avec elle.

Ils ont également souligné leur opposition à la République démocratique allemande et à son régime communiste.

Le 14 mai 1949, jour de la signature de la loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne, les écrivains serbes ont tenu à Berlin-Ouest une conférence de presse pour annoncer leur adhésion à la nouvelle République.

Ils ont déclaré que leur pays était prêt à reconnaître la République fédérale d'Allemagne et à établir des relations diplomatiques avec elle.

Ils ont également souligné leur opposition à la République démocratique allemande et à son régime communiste.

Le 14 mai 1949, jour de la signature de la loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne, les écrivains serbes ont tenu à Berlin-Ouest une conférence de presse pour annoncer leur adhésion à la nouvelle République.

Ils ont déclaré que leur pays était prêt à reconnaître la République fédérale d'Allemagne et à établir des relations diplomatiques avec elle.

Ils ont également souligné leur opposition à la République démocratique allemande et à son régime communiste.

Le 14 mai 1949, jour de la signature de la loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne, les écrivains serbes ont tenu à Berlin-Ouest une conférence de presse pour annoncer leur adhésion à la nouvelle République.

Ils ont déclaré que leur pays était prêt à reconnaître la République fédérale d'Allemagne et à établir des relations diplomatiques avec elle.

Ils ont également souligné leur opposition à la République démocratique allemande et à son régime communiste.

Le 14 mai 1949, jour de la signature de la loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne, les écrivains serbes ont tenu à Berlin-Ouest une conférence de presse pour annoncer leur adhésion à la nouvelle République.

Ils ont déclaré que leur pays était prêt à reconnaître la République fédérale d'Allemagne et à établir des relations diplomatiques avec elle.

ITALIE: les socialistes en congrès à Milan

« Le parti de Bettino »

ROME
de notre correspondant

La très mitterrandienne pyramide dressée dans la grande salle milanaise où s'est ouvert samedi 13 mai le 45^e congrès du Parti socialiste italien est là pour le signifier: Bettino Craxi, l'homme fort du PSI, est toujours un grand admirateur du « Tonio français », et il n'a pas tout à fait renoncé à son rêve d'une union de la gauche transalpine dominée par lui-même. Seulement...

D'abord, les « camarades » italiens qui n'ont plus de « communistes » que le nom, mais encore un bon 25 % des voix et ils sont en outre dirigés par une sorte de « social-traité », M. Achille Occhetto, qui non seulement pousse à la rénovation social-démocratique du parti, mais trouve encore le moyen d'être blébié (le 16 mai) le premier chef communiste italien à être reçu aux États-Unis. Et les deux de la politique savent à quel point cela compte en Italie. D'ailleurs, parmi les personnalités invitées samedi à la grande-messe de Milan, outre Andrei Sakharov, Shimon Peres, Willy Brandt, Jacques Delors et la veuve de Chico Mendes (défenseur des

Indiens d'Amazonie), il y a, entre autres Américains, Gary Hart, l'ancien et éphémère candidat à la candidature démocrate à la Maison Blanche.

Gauche, droite ? Difficile aujourd'hui de situer le PSI sur l'échiquier politique traditionnel. « J'ai un pied au gouvernement et un dans l'opposition (1). J'en ai un autre au centre et un autre à gauche. Je suis le grand leader qu'on drapide. » Ce n'est pas Bettino Craxi qui dit cela, bien entendu, mais l'une de ses nombreuses et récentes caricatures dans le magazine *Panorama*. C'est clair, en attendant de pouvoir réaliser à son profit cette mythe alternative de gauche aujourd'hui réclamée à cor et à cri par un PCI qui le refusait il n'y a pas si longtemps, le PSI est condamné à l'oubli et... à faire de la politique.

Que va dire M. Craxi à son congrès ? A bien observer la scène médiatico-politique de ces dernières semaines, c'est finalement la seule question qui semble importante. En trois ans de règne à la tête du PSI, le « roi Bettino », comme on l'appelle parfois, est parvenu non seulement à faire progresser son parti de 9,5 à 14,2 % des voix (législatives de 1987),

mais il a si bien réussi à s'imposer dans l'arène politique qu'il en demeure aujourd'hui et incontestablement le pivot.

« Assises de réflexion »

Aussi peu crédibles soient-ils en Italie, tous les sondages l'indiquent avec une belle continuité: M. Craxi, qui fut, de 1983 à 1987, le premier et unique premier ministre socialiste du pays, demeure l'homme politique le plus populaire de la péninsule. A cinquante-cinq ans, il contrôle son organisation comme Napoléon: l'un de ses sous-secretsaires régnait sur ses grands.

« Le PSI, disait Francesco de Martino, prédecesseur de M. Craxi à la tête du parti, ne peut être qu'anarchique ou monarchique. » Les socialistes ont choisi. Pas de contestation publique, pas de luttes ouvertes entre factions, aucun risque pour le trône du souverain, même si la forte personnalité du chef et son tempérament quelque peu dictatorial ont donné naissance à un puissant conformisme. A l'intérieur du parti, tout le monde est à peu près d'accord pour admettre qu'un « leader qui rapporte des voix » — et un grand

nombre de sinécures dans l'administration et le secteur public — « ça ne se discute pas ». Le PSI sait qu'il doit tout ou presque à M. Craxi. Il est d'ailleurs plus souvent dans la presse « le parti de Bettino » que le Parti socialiste italien.

La quarante-cinquième congrès du PSI ne recèle guère de suspense. Ce sont officiellement « les assises de la réflexion ». Chacun en Italie sait ce que veut Craxi « l'homme d'ordre »: une réflexion constitutionnelle profonde avec notamment l'élection du président de la République au suffrage universel et l'introduction du référendum d'initiative populaire. En clair, le plus habile partenaire de la « partitocratie » italienne veut « donner la parole au peuple ». Il souhaite lui permettre de dire clairement et directement ce qu'il veut. Et peut-être surtout « qui » il veut. Serait-ce plus mal qu'aujourd'hui ?

PATRICE CLAUDE.

(1) Principal partenaire de la coalition gouvernementale dirigée par la Démocratie chrétienne, le PSI compte neuf ministres, dont les responsables du travail, de la défense et du Trésor.

YUGOSLAVIE

Les écrivains serbes réclament le multipartisme

BELGRADE
de notre correspondant

Au cours d'une conférence de presse, mercredi 10 mai à Belgrade, l'Association (officielle) des écrivains de Serbie a lancé un « appel » en faveur du pluralisme politique en Yougoslavie. Ce texte peut être interprété comme une première critique publique de M. Slobodan Milosevic, le bouillonnant dirigeant de la Serbie, qui avait bénéficié jusqu'à présent du soutien de nombreux intellectuels de sa République. Sur cette question cruciale de la politique intérieure de la Yougoslavie, M. Milosevic, comme les autres membres de la direction de la Ligue des communistes, a eu en effet une attitude ambiguë. Tous se prononcent pour le pluralisme, mais un pluralisme « autogestionnaire », sans partis politiques indépendants ni opposition légale, mais, en fait, les différences d'opinion devant s'exprimer au sein de l'Alliance socialiste, organisation de masse chapeauté par le parti.

Après avoir rappelé qu'un dix-neuvième siècle le royaume de Serbie était déjà doté d'un régime de

démocratie parlementaire, d'une justice indépendante, d'une presse non soumise à la censure et de partis politiques qui — des anarchistes aux sociaux-démocrates — déployaient librement leurs activités, les écrivains déclarent que depuis la prise du pouvoir par les communistes en 1945, le gouvernement « personnel », en bien des points, de Tito, et malgré l'autogestion, la Yougoslavie est restée un pays à parti unique.

« Après quarante années de parti unique, ajoutent-ils, la Yougoslavie s'est trouvée à la limite de la débâcle économique et face à des confrontations interethniques qui en font un malade difficilement guérissable du monde contemporain. » Les écrivains serbes font part de leurs réserves à l'égard des mouvements alternatifs qui se manifestent en Croatie et en Slovénie, dont les programmes, estiment-ils, sont dépourvus du principe fondamental de la démocratie, à savoir « un citoyen, une voix ».

L'Association des écrivains rappelle le soutien qu'elle a apporté ces dernières années à la minorité serbe et monténégrine du Kosovo et affirme que la nouvelle Constitution de la

République fédérée de Serbie peut conduire, après un demi-siècle d'humiliations, à un « redressement de la nation serbe », à condition que celui-ci soit conforme à ses traditions de lutte pour la démocratie socialiste dans toute la Yougoslavie, pays aujourd'hui caractérisé par un manque de liberté. Les intellectuels prônent « un système multipartite et la présence d'une opposition, éléments sans lesquels il ne peut y avoir de véritable démocratie ni de socialisme moderne ».

PAUL YANKOVITCH.

Levée de certaines mesures d'urgence au Kosovo. — Le ministre de l'intérieur du Kosovo, M. Jusuf Karakusi, a annoncé jeudi 11 mai certains allègements des « mesures spéciales » prises dans cette région le 27 mars à la suite des sanglantes émeutes qui avaient fait officiellement vingt-quatre morts. L'interdiction des rassemblements de plus de trois personnes dans les lieux publics est levée, et cette décision va entraîner la réouverture des théâtres, cinémas et enceintes sportives. Néanmoins, le couvre-feu est maintenu entre 22 h 30 et 5 heures du matin. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Haiti

Remaniement ministériel

Le général Prosper Avril, président du gouvernement militaire haïtien, a procédé, vendredi 12 mai, à un remaniement ministériel limité. Deux ministres quittent le gouvernement. Il s'agit de M. Antony Virginie Saint-Pierre et de M. Serge Elie Charles, qui occupaient respectivement les fonctions de ministre de l'Information et de la coordination, et de ministre des affaires étrangères et des cultes. M^{me} Rosemarie Nazon, haut fonctionnaire du ministère de l'Information, remplacera M. Saint-Pierre, et M. Yvon Perrier, qui était directeur général du ministère des cultes, devient, lui, ministre des affaires étrangères et des cultes. — (AFP.)

Pérou

Attentat contre un diplomate canadien

M. Daniel Benjamin, quarante-sept ans, membre de l'ambassade du Canada à Lima, a été grièvement blessé par balles, devant son domicile, vendredi 12 mai. Ses deux agresseurs, selon la police, appartenaient, selon la police, au Sentier lumineux. Le mouvement de guérilla maoïste s'apprête à marquer le 17 mai le neuvième anniversaire du déclenchement de la lutte armée. Les trois quarts de la capitale péruvienne se sont retrouvés sans électricité mercredi, à la suite d'une série d'attentats commis contre des lignes

à haute tension. Dans le secteur des Andes centrales, le Sentier a décrété une « grève armée » de trois jours qui a paralysé toute la région en raison de la peur de la population.

Devant la recrudescence de la violence, le président Garcia, qui avait nommé lundi un nouveau premier ministre, M. Luis Alberto Sanchez, avec pour principale mission d'interrompre la lutte contre la subversion (le Monde du 10 mai), a annoncé vendredi qu'il avait décidé d'organiser la population en unités armées de défense civile dans certains secteurs urbains ou ruraux.

Philippines

L'armée affirme avoir découvert de nouveaux charniers communistes

Les autorités militaires philippines ont annoncé avoir découvert plusieurs charniers « communistes » au sud de Manille. Selon un communiqué de l'état-major, une fosse commune a été mise au jour dans une forêt de la province de Laguna et deux autres dans la province voisine de Quezon. L'existence de ces fosses, où seraient enterrés une centaine de cadavres, aurait été révélée par un chef local de la Nouvelle Armée du peuple (NPA) insurgée qui a fait défection: « Ka [camarade] Benjie ». Selon lui, les troupes auraient eu lieu au cours d'une « opération chasseur-marcheur » en 1988 lorsque la direction régionale de la NPA soupçonnait bon nombre de ses

cadres d'être, en réalité, des « agents ennemis infiltrés ».

En 1988, les militaires avaient trouvé, grâce aux témoignages d'anciens guérilleros ralliés, une série de charniers disséminés à travers l'île de Mindanao. A l'époque, on avait dénombré près de trois cents cadavres. Peu de temps après, la direction communiste avait reconnu les exhumations en les attribuant à des éléments irresponsables.

La dernière « découverte macabre » de l'armée est pour le moment à prendre avec des réserves: aucune vérification indépendante n'a encore eu lieu. Cependant, des informations font état de relâchements sérieux dans la « chaîne de commandement » insurgée. La direction nationale de la NPA perdrait prise sur certaines forces régionales.

Tchécoslovaquie

Hospitalisation du dissident Stanislav Devaty

L'opposant tchécoslovaque Stanislav Devaty, qui observe depuis le début du mois, en prison, une nouvelle grève de la faim, a été transféré, vendredi 12 mai, dans une unité de soins intensifs d'un hôpital de Prague, a annoncé la Charte 77. Ancien porte-parole de ce mouvement tchécoslovaque pour la défense des droits de l'homme, Stanislav Devaty avait été arrêté lors d'une manifestation d'opposants en marge du défilé officiel du 1^{er} mai à Prague. — (AFP.)

GRÈCE

La Cour de cassation favorable à l'extradition de Mohamed Rachid

ATHÈNES
de notre correspondant

La Cour de cassation grecque s'est prononcée vendredi 12 mai en faveur de l'extradition vers les États-Unis du militant palestinien Mohamed Rachid, soupçonné par la justice américaine d'actes de terrorisme. En 1982, il aurait notamment posé une bombe dans un avion de la PanAm, dont l'explosion a tué deux personnes et fait un mort et quinze blessés.

Il appartenait maintenant au ministre grec de la justice, qui a les moyens légaux de ne pas suivre les recommandations de la Cour de cassation, de prendre la décision finale d'extradition. M. Yannis Skoularikis (socialiste), peut retarder sa décision jusqu'aux élections législatives du 18 juin et léguer le dossier à son successeur. De toute façon, le Palestinien ne pourra être extradé avant d'avoir purgé la peine de huit mois d'emprisonnement à laquelle il avait été condamné en mars dernier pour tentative d'évasion. Une lime et un couteau avaient été trouvés dans sa cellule.

Une affaire de faux passeport

Il avait été arrêté en Grèce en mai de l'année dernière et condamné une première fois à sept mois d'emprisonnement pour une affaire de faux passeport. Mohamed Rachid continue à nier toute implication dans l'attentat contre l'appareil de la PanAm. Il affirme toujours s'appeler Mohamed Hamdan et être officier de l'Organisation de libération de la Palestine.

T. Ma.

EN BREF

● **AFGHANISTAN**: violents affrontements près de Jalalabad. — Les moudjahidines ont fait état de violents combats, vendredi 12 mai, près de la ville assiégée de Jalalabad et ont affirmé avoir pris huit postes gouvernementaux en vingt-quatre heures. Selon des sources proches de la résistance au Pakistan, les forces gouvernementales afghanes ont tiré plus d'une vingtaine de missiles SCUD depuis jeudi matin. — (Reuters.)

● **RFA**: arrêt de la grève de la faim des détenus de la Fraction armée rouge. — Les trente-neuf membres ou sympathisants emprisonnés du groupe terroriste ouest-allemand Fraction armée rouge (RAF) ont cessé vendredi 12 mai la grève de la faim que certains poursuivaient depuis soixante-trois jours sans avoir obtenu satisfaction sur leurs revendications.

Selon un des avocats des détenus de la RAF, M^{re} Johannes Pausch, à Düsseldorf, l'arrêt du mouvement est dû au refus de tout compromis manifesté par les Länder. — (AFP.)

● **VIETNAM**: deuxième groupe de rapatriés. — Soixante-huit « boat people » vietnamiens réfugiés à Hongkong ont été rapatriés par avion, vendredi 12 mai, sous les auspices du Haut Commissariat pour les réfugiés des Nations unies (HCR).

LIBAN

Le cessez-le-feu est généralement respecté

Tandis que les émissaires de la Ligue arabe poursuivent leur médiation entre les deux parties de Beyrouth, le cessez-le-feu, le cinquième proposé en deux mois de combats, était généralement respecté samedi 13 mai. Cependant, les ports de Jbail et de Jounieh où, selon les alliés de Damas, l'armée du général Aoun et la milice des Forces libanaises reçoivent des armes irakiennes, avaient été atteints vendredi par plusieurs salves d'obus.

Entre-temps, un aéroglisseur norvégien, le *Santa Maria*, a réussi à percer le blocus dans la nuit de jeudi à vendredi, débarquant dans le port de Jounieh des voyageurs en provenance de Larnaca.

L'aéroglisseur qui « rompt le blocus »

BEYROUTH
de notre envoyé spécial

1 h 30 du matin dans le port de Jounieh. Une centaine de personnes prévenues discrètement de bouche à oreille, en majorité des hommes — les femmes et les enfants sont déjà partis — attendent anxieusement.

Pour la première fois depuis le 16 avril, un bateau est en effet attendu à quel, et pas n'importe lequel, puisqu'il s'agit aujourd'hui d'un aéroglisseur qui ne met que trois heures environ pour relier Chypre à Jounieh, au cœur du pays chrétien. Baptisé *Santa Maria*, celui-ci s'approche sous deux feux éteints. A son bord se trouvent des officiers norvégiens et des marins libanais.

Construit en août 1988, cet aéroglisseur est, au dire de son capitaine, un Norvégien d'une cinquantaine d'années, qui préfère garder l'anonymat, « très bien équipé ». Ses deux radars tournent au ralenti et, sur le pont, les employés s'activent pour décharger les bagages de la dizaine de passagers qui l'ont emprunté dans le sens Chypre-Liban et charger ceux des heureux qui fuient.

Ce bateau, qui peut emmener jusqu'à trois cent trente personnes au prix de 140 dollars la traversée, appartiendrait à une compagnie nor-

végienne, mais a été affrété par un ancien responsable des Forces libanaises.

Des officiers de la milice chrétienne, très nerveux, contrôlent d'ailleurs la manœuvre tandis qu'un passager est allé chercher une bouteille de champagne pour fêter l'événement.

Eviter le pénible transbordement

Avec une vitesse de 46 nœuds et sa petite taille — une cinquantaine de mètres, — ce nouveau bateau est selon son capitaine, difficilement détectable par les radars syriens installés en bord de mer à Beyrouth-Ouest.

Cette nouvelle liaison, sur laquelle les responsables restent jusqu'à maintenant discrets, devrait permettre aux Libanais du pays chrétien d'éviter le très pénible transbordement par chaloupes sur les ferries qui stationnaient à près de 30 kilomètres des côtes.

En tout cas, comme le disait non sans fierté un responsable du port alors que le *Santa Maria* s'en retournait à pleine vitesse et tous feux éteints: « Nous avons rompu le blocus. »

FRANÇOISE CHIPAUX.

Faute de président de la République

Le nouvel ambassadeur de France ne pourra pas présenter ses lettres de créance

La nomination du nouvel ambassadeur de France au Liban, M. René Ala, annoncée vendredi 12 mai au *Journal officiel*, est intervenue en dépit du fait que M. Ala sera pour l'instant dans l'impossibilité de présenter ses lettres de créance, faute de président de la République, a indiqué le porte-parole du Quai d'Orsay.

La procédure s'est faite « en accord avec nos interlocuteurs libanais », a-t-il ajouté, sans préciser de quels interlocuteurs il s'agissait. Le Liban a deux chefs de gouvernement, l'un chrétien, le général Aoun, l'autre musulman, M. Selim Hos. La France est en contact avec les deux.

Les lettres de créance proprement dites, a rappelé le porte-parole, sont remises au chef de l'Etat. « Cette cérémonie aura effectivement lieu dès qu'un président du Liban aura

été élu », a-t-il dit. « En attendant, a-t-il ajouté, l'essentiel est que le nouvel ambassadeur puisse avoir avec les autorités et l'ensemble des parties et des personnalités libanaises les mêmes contacts utiles que ses prédécesseurs. »

● **Trois Palestiniens tués dans les territoires occupés.** — Un Palestinien a été tué, vendredi 12 mai, et quinze autres blessés lors de heurts avec les forces de l'ordre dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. L'affrontement le plus violent a eu lieu dans les faubourgs de la ville de Gaza, malgré un couvre-feu qui oblige depuis cinq jours les sept cent mille habitants à rester chez eux. Jeudi, deux Palestiniens avaient été tués et dix-neuf blessés lors d'accrochages avec les soldats israéliens, toujours à Gaza. — (AP, AFP.)

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

MAI 1989

SPECIAL REVISION DU BAC LE DERNIER ETAT DU MONDE

- L'économie mondiale et les échanges internationaux
- Les puissances au programme: ETATS-UNIS, URSS, CHINE, JAPON
- Avec les chiffres les plus récents pour actualiser vos connaissances

10 ANS DE THATCHERISME

- Méthodes et principes d'une ultra-libérale
- Les forces et faiblesses du système
- Les changements culturels et sociaux

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Répondant à M. Genscher

M. Baker continue de refuser une négociation sur les armes tactiques

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Venu rendre compte de ses entretiens de Moscou aux ministres des affaires étrangères des pays de l'alliance atlantique (ou à leurs représentants), M. Baker leur a fait partager son point de vue sur la décision soviétique de retirer cinq cents ogives nucléaires de son arsenal européen : le pas est modeste, mais positif. M. Hans Dietrich Genscher a toutefois estimé que l'initiative de M. Gorbatchev confortait sa thèse sur la nécessité de négocier la réduction des missiles nucléaires à courte portée. « Elle montre que les Soviétiques se rapprochent de nos idées et elle confirme par ailleurs qu'il est nécessaire de négocier si l'on veut rendre la réduction du stock de missiles irréversible », a commenté le ministre allemand des affaires étrangères. Une interprétation qui n'a pas fait fléchir les Américains : M. Baker est resté tout à fait ferme sur son refus de négocier sur les armes tactiques. « Il reste des divergences que nous essaierons d'aplanir avec M. Genscher, ainsi qu'avec d'autres membres du cabinet allemand. C'est là un point fondamental, et nous espérons le régler d'ici le sommet », a constaté le secrétaire d'Etat américain. A un journaliste qui lui demandait s'il ne serait pas dramatique que ce sommet des 29 et 30 mai, où l'on s'est supposé fêter les quarante ans de l'Alliance, son succès et sa cohésion, fasse crûment ressortir un désaccord aussi important entre les Etats-Unis et la RFA, M. Baker a répondu : « Ce

A l'issue d'une réunion tenue en présence de M. Baker, secrétaire d'Etat américain, vendredi 12 mai, à Bruxelles, le conseil de l'Atlantique nord a commenté dans un communiqué les initiatives de M. Gorbatchev, affirmant notamment : « Etant donné l'importance de l'arsenal nucléaire tactique soviétique, nous pouvons considérer une réduction de cinq cents têtes comme une mesure positive, bienvenue, mais plutôt modeste, vu ce que l'OTAN a déjà fait unilatéralement ». De même à Londres, le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, a bien accueilli, mais avec beaucoup de réserves, les propositions de M. Gorbatchev. « C'est, a-t-il dit, un pas dans la bonne direction », mais un « très petit retrait unilatéral d'une petite partie de l'importation d'armement soviétique, qui compte 10 000 têtes nucléaires ». En revanche, toujours selon lui, l'acceptation par les Soviétiques des propositions de l'OTAN de réduction du nombre des chars à 20 000 dans chaque camp est « un pas en avant important ».

serait un désastre bien pire de laisser la politique l'emporter et compromettre la sécurité de l'alliance ».

A deux semaines du sommet, un entente n'est toujours pas évidente : « Les uns et les autres ont pris des positions assez tranchées et assez fermement exprimées », notait un diplomate français. Les efforts récents des Néerlandais ou des Italiens pour imaginer une solution acceptable par tous n'ont, jusqu'à présent, rien donné. Les Américains se sont certes à peu près résignés à ce que les décisions opérationnelles concernant la modernisation des armes nucléaires à courte portée soient remises à 1991 ou 1992. En revanche, ils refusent la formule qui consisterait à souscrire maintenant au principe d'une négociation sur les armes nucléaires tactiques, mais à renvoyer l'ouverture de celle-ci à une date lointaine.

Les Français, pour leur part, se contentent de réaffirmer que leurs armes ne seraient nullement en cause dans une éventuelle négociation. Compréhensifs à l'égard de la thèse de Bonn sur la non-urgence de la modernisation, ils paraissent, à ce stade, plutôt pencher pour le point de vue américain quant au caractère peu opportun d'engager bientôt des pourparlers sur les missiles à courte portée. Au-delà des considérations sur l'équilibre des forces, l'attitude des pays de l'alliance dépend aussi de

leur opinion sur l'évolution des événements en URSS. « Nous ne devons pas nous laisser entraîner par des propositions sur le contrôle des armements présentées par un pays qui se débat dans une crise de plus en plus profonde », a noté un diplomate britannique.

Tout en se félicitant de la décision prise à Moscou de retirer 500 charges nucléaires, M. Baker s'est employé à en minimiser l'importance, à constater que c'était un effort bien inférieur à celui consenti par l'Ouest. « Depuis dix ans, l'OTAN a réduit de façon unilaté-

rale de 2400 charges son stock d'armes nucléaires à courte portée, et ces charges nous les avons détruites, a-t-il dit. L'URSS est en train de suivre la voie tracée par l'alliance, mais 500 ogives, c'est très peu, compte tenu du nombre de missiles en place et du déséquilibre entre l'Ouest et l'Est. Les retraites, de surcroît, ne portent que partiellement sur des missiles basés à terre. Pour le reste, il s'agit de bombes portées par avion ou d'obus utilisés par l'artillerie atomique ».

Cependant, M. Baker a estimé qu'au total ses conversations moscovites avaient été « constructives ». Il s'est félicité notamment de voir les Soviétiques prêts à discuter de façon approfondie des conflits régionaux. « J'ai trouvé très intéressant ce qu'ils ont dit sur la manière dont on pourrait régler conjointement de tels conflits par une approche qui ne serait plus antagoniste, mais fondée au contraire sur la coopération ».

M. Baker a confirmé que Russes et Américains avaient fixé au 26 juin la date de reprise des négociations sur les armements stratégiques (START).

PHILIPPE LEMAITRE.

Bonn : « Tout cela montre bien que nous ne sommes pas dans l'erreur » déclare M. Kohl

BONN
de notre correspondant

Ce n'est certainement pas un hasard si M. Gorbatchev a annoncé une réduction unilatérale de cinq cents charges nucléaires stationnées en Europe à la veille du voyage à Bonn de M. Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères. D'évidence, les dirigeants soviétiques veulent apporter leur soutien au gouvernement de Bonn dans la querelle qui les oppose aux Améri-

cains et aux Britanniques sur la question de la modernisation des armes nucléaires à courte portée.

Le chancelier Kohl a d'ailleurs immédiatement saisi la perche : à l'issue d'une heure d'entretien avec M. Chevardnadze, vendredi 12 mai en fin d'après-midi, il déclarait que les dernières propositions soviétiques constituaient « un pas dans la bonne direction ». L'intention des alliés de l'OTAN, il ajoutait : « Dans de nombreux domaines, les choses se sont mises en mouvement. Tout cela montre bien que nous ne sommes pas dans l'erreur ».

Le chancelier Kohl a établi un lien entre le déroulement des négociations de Vienne sur le désarmement conventionnel et les discussions qu'il souhaite sur la réduction des armes nucléaires à courte portée : « Plus rapidement sera abolie la supériorité des forces du pacte de Varsovie, a-t-il dit, meilleures seront les perspectives d'un accord sur les systèmes nucléaires à courte portée. » Il s'est néanmoins prononcé contre l'élimination totale des missiles nucléaires du territoire européen et a ajouté que son attitude à l'égard des propositions soviétiques était déterminée « par des actes et non par des paroles ou des promesses ».

En recentrant la discussion sur la réduction des armements conventionnels, le chancelier Kohl veut calmer la controverse sur la modernisation des armes nucléaires à courte portée, qui fait rage à l'intérieur comme à l'extérieur. Les éléments les plus conservateurs de la coalition au pouvoir, comme la CSU bavaroise, reprochent au chancelier et à M. Genscher de rester ambigus sur une éventuelle dénucléarisation de l'Europe souhaitée par les Soviétiques et l'opposition social-démocrate.

L'ancien secrétaire d'Etat à la défense, M. Lothar Rühl, exprime lui aussi sa méfiance dans un éditorial publié samedi 13 mai par le quotidien conservateur Die Welt où il affirme que « la dernière offre de M. Gorbatchev vise à intervenir dans la politique ouest-allemande. Elle veut soutenir les forces qui souhaitent écarter les armes nucléaires d'Europe. C'est l'annonce d'une troisième option zéro ». Un autre quotidien conservateur, le Frankfurter Allgemeine Zeitung, ne voit pas les choses de la même façon et constate que « Gorbatchev reste incontestablement l'acteur principal sur la scène du désarmement : pendant que l'Occident est paralysé par une querelle inutile sur les fusées à courte portée, Gorbatchev a pris l'initiative avec ses nouvelles propositions ».

Mais le voyage à Bonn de M. Chevardnadze, prévu de longue date, visait essentiellement à préparer la visite en République fédérale de M. Gorbatchev, qui doit se dérouler du 12 au 15 juin prochain. Il s'agit de mettre au point la déclaration finale qui fera le bilan des relations entre les deux pays après le voyage de M. Kohl à Moscou au mois de novembre dernier et celle du secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique à Bonn. La discussion porte essentiellement sur l'inclusion de Berlin-Ouest dans les traités bilatéraux de coopération qui vont être signés : il en va pour Moscou de l'abandon de la théorie des trois Etats allemands, à laquelle l'URSS s'accroche depuis maintenant quarante ans.

LUC ROSENZWEIG.

« Déchirez le rideau de fer »

(Suite de la première page.)

« A mesure que l'Union soviétique progressera vers une plus grande ouverture et une démocratisation, à mesure que les Soviétiques se plieront aux normes d'un comportement international responsable », les Etats-Unis apporteront une réponse appropriée. En un mot, cette nouvelle qualité de relations « doit être méritée », et l'URSS doit montrer que sa politique internationale ne vit plus sur un rythme « saisonnier », le froid succédant au chaud, « le gel au dégel ».

Après tout, rappelle M. Bush, redevenu sceptique et prudent, Moscou a déjà fait des promesses de « coopération » dans le passé, avant d'en revenir au « militarisme ». En tout état de cause, les Etats-Unis « doivent rester forts, non pour éprouver une économie soviétique en état de faiblesse, ni pour chercher une supériorité militaire », mais dans un but de dissuasion.

Les principes posés, M. Bush peut se faire un peu plus précis dans ses demandes.

Il voudrait d'abord que l'URSS réduise le niveau de ses forces — notant au passage que des « petits pas » ont déjà été accomplis. L'expression avait été utilisée à Moscou par le secrétaire d'Etat James Baker pour qualifier l'annonce d'une réduction unilatérale par l'URSS de cinq cents ogives nucléaires en Europe. Mais le président ne mentionne pas cette initiative, ce qui le dispense d'y répondre. Le général Scowcroft, conseiller national de sécurité, avait été plus explicite en déclarant un peu plus tôt à la presse que cette proposition n'était qu'une « manœuvre » destinée à diviser le camp occidental.

Un défi supplémentaire

M. Bush réitère en revanche une demande déjà exprimée par plusieurs membres de son administration : que Moscou « renonce spécifiquement à la doctrine Brejnev », c'est-à-dire au principe que la souveraineté des pays socialistes est subordonnée aux intérêts supérieurs de l'URSS. « Déchirez le rideau de fer », s'écrit M. Bush, comme pour rappeler qu'il est toujours, fondamentalement, en place — même si les Hongrois ont matériellement commencé à en détruire quelques portions.

Autre invite, autre test imposé aux Soviétiques : il leur est demandé d'œuvrer de manière « positive et pratique, et pas seulement rhétorique », à la solution « diplomatique » des conflits régionaux.

L'URSS est aussi priée de mettre en place un « pluralisme politique durable », et de respecter, de manière tout aussi durable, les droits de l'homme. M. Bush salue les progrès réalisés, en matière d'élections, de tolérance, de vérité historique. Mais il ajoute, mêlant d'une même exhortation encouragement et avertissement : « M. Gorbatchev, ne vous arrêtez pas maintenant ».

M. Bush, pourtant, ne se contente pas de réclamer — il

fait miroiter des récompenses, ou plutôt une récompense : la levée de l'amendement Jackson-Vanik au cas où l'URSS mettrait ses lois concernant l'émigration en accord avec les normes internationales. En pratique, il s'agit que Moscou laisse ouvertes les portes à l'émigration des juifs soviétiques (dix-neuf mille ont quitté l'URSS l'an dernier, ce qui a d'ailleurs posé de sérieux problèmes aux services de l'immigration américaine), en échange de quoi M. Bush proposera au Congrès de suspendre cet amendement vieux de quatorze ans qui exclut de la clause de la nation la plus favorisée en matière d'échanges commerciaux les pays qui restreignent la liberté d'émigration.

Là encore, M. Bush, plutôt que de se satisfaire des progrès déjà accomplis, demande un pas de plus, des garanties pour l'avenir.

Le président américain propose enfin un défi supplémentaire aux Soviétiques, en reprenant un projet formulé en 1955 par le général Eisenhower : le « ciel ouvert », c'est-à-dire la possibilité pour les avions d'observation des deux super-puissances (et même, dans la version Bush, des deux alliances) de survoler le territoire des autres. Les experts du Pentagone font valoir que, même à l'heure des satellites, une telle possibilité présente un intérêt non négligeable, les avions étant en particulier beaucoup mieux à même de surveiller les mouvements d'armes mobiles, et de permettre une observation plus souple et plus ciblée.

Mais, dans l'entourage même du président, on ajoute que cette idée a pour une part été retenue pour son caractère symbolique. A l'heure où les Soviétiques se targuent de transparence, leur demander d'ouvrir leur ciel (ce qu'ils avaient bien sûr refusé à l'époque d'Eisenhower et des U2), c'est un peu les prendre au mot, et c'est aussi un moyen de montrer que l'atmosphère des relations Est-Ouest a radicalement changé. L'inconvénient, bien entendu, est que cette unique proposition vraiment concrète est vieille de trente-quatre ans...

M. Bush a en effet été très évasif sur les questions concrètes de désarmement — là où précisément les Soviétiques lui reprochent de traîner les pieds alors que M. Reagan avait une approche beaucoup plus enthousiaste. Il a mentionné les conversations sur la réduction des armements stratégiques (qui doivent reprendre en juin), mais simplement pour dire que leur objectif était de réduire le risque d'une guerre nucléaire. Il a par contre rappelé, à propos des armes spatiales, que les Etats-Unis entendaient se garder la possibilité de « déployer des défenses avancées quand elles seront prêtes ». L'IDS reste donc une option qu'il s'agit de préserver — mais M. Bush évite d'affirmer qu'elle sera à comp sur mise en place. Et, naturellement, M. Bush réaffirme un objectif qui lui tient très à cœur : l'interdiction totale des armes chimiques.

JAN KRAUZE.

Pour atteintes aux droits de l'homme

L'Autriche traduit la Roumanie devant la CSCE

L'Autriche a mis en œuvre contre la Roumanie le nouveau mécanisme de vérification du respect des engagements concernant les droits de l'homme institué par la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) à Vienne. L'ambassadeur d'Autriche à Bucarest, M. Berta Brau, a remis jeudi 11 mai aux autorités roumaines un « aide-mémoire » pour protester contre la destruction de villages dans le cadre du programme de « systématization du territoire » contre la situation des minorités et l'arrestation de plusieurs dissidents signataires de lettres critiquant le chef du PC et de l'Etat roumain Nicolas Ceausescu.

Dans sa réponse, la Roumanie a proposé un échange de vues « bilatéral » hors du cadre de la CSCE, en arguant qu'elle n'avait pas accepté certaines clauses du document de Vienne. L'Autriche a refusé cette procédure.

Le mécanisme adopté en janvier dernier prévoit qu'un Etat puisse porter à l'attention d'autres Etats de la CSCE des situations et des cas « relevant de la dimension humaine ».

Le ministre autrichien des affaires étrangères, M. Alois Mock, évoquera les cas de violation des droits de l'homme devant la première réunion de suivi de la CSCE consacrée à ces questions qui s'ouvrira le 30 mai à Paris. (AFP.)

GRAND CONCOURS

Voyages
en
Littérature

HACHETTE
Classiques

Le Monde

EUROPE

Testez vos connaissances en littérature grâce au grand concours organisé par HACHETTE CLASSIQUES, LE MONDE et EUROPE 1 : « Voyages en littérature ».

Pour participer, achetez LE MONDE du 22 mai au 10 juin 1989.

Pour vous aider, chaque jour durant cette période, des indices sur EUROPE 1.

Grâce à HACHETTE CLASSIQUES, LE MONDE et EUROPE 1, vous pouvez gagner l'un des 1 000 prix offerts dont 3 voyages en Chine pour 2 personnes, 2 voyages à Bali pour 2 personnes, des bibliothèques et des centaines de livres...

du 22 mai au 10 juin dans Le Monde

هَذَا مِنْ أَكْثَرِ

Diplomatie

sur les relations internationales

M. Gorbatchev va sceller à Pékin les retrouvailles sino-soviétiques

(Suite de la première page.)

A cette aune-là, trois ans, c'était finalement peu. Mais ce qui frappe avant tout dans cette réconciliation, c'est qu'elle ne vient en rien reconstruire le bloc communiste, que la brèche avait fracturée. Elle en marque, bien au contraire, l'irréversible disparition, car ce qu'ont aujourd'hui en commun la Chine et l'URSS, ce n'est pas tant leur désir de développer leurs échanges de part et d'autre de leur longue frontière; ou leur besoin de pouvoir alléger le fardeau financier de leur face-à-face militaire; ou encore leur volonté de parvenir à un règlement au Cambodge, dont l'occupation vietnamienne est aussi intolérable pour Pékin que coûteuse pour Moscou.

Tout cela pèse, bien sûr. On en parle beaucoup à Moscou, où l'on évoque également les perspectives que ce pays si peu développé offre à l'industrie soviétique (notamment dans le domaine énergétique) et les possibilités d'appel à la main-d'œuvre chinoise pour le développement des régions orientales et sibériennes. Si l'on ne rêve aucunement de reprendre aux pays occidentaux la place prépondérante qu'ils occupent dans les échanges avec la Chine et l'économie de ses régions côtières, on sait aussi que l'URSS est le seul partenaire offert par la géographie aux régions intérieures et que la normalisation aura donc ses profits.

On pense à tout cela. Mais, vue de Moscou, la Chine populaire est, avant tout, le seul pays d'une taille comparable à l'URSS et qui, comme elle, tente de se sortir avec le moins de dégâts possible de la crise et des paralysies créées par ce que la Pravda appelle le « modèle de commandement administratif ». A Pékin, on a commencé les réformes — et avec une détermination d'acier — par l'économie et l'agriculture. A Moscou, c'est au contraire la vie politique qui a connu jusqu'à présent les plus grands changements, mais de même que les étudiants chinois rêvent de glasnost, les économistes soviétiques rêvent de fermes rentables.

Partis du même monde particulier dès lors que Khrushchev avait voulu dans le même temps déstaliniser et imposer à Mao le maintien d'une telle politique, les deux grands du communisme se retrouvent aujourd'hui au

même point : fascinés par une technologie occidentale qui leur fait défaut et confrontés à la difficulté de rompre avec un passé qui a ses privilèges et ses défenseurs, et tous deux à la recherche en fait de cette inconnue que sera la société post-totalitaire.

« Maintenant que les Soviétiques sont devenus normaux pour nos dirigeants, pourquoi ne pas échanger avec eux nos expériences de réforme politique ? », demandent les étudiants de Pékin, tandis que l'agence Tass, comme pour mieux montrer que M. Gorbatchev n'était pas le seul dirigeant communiste libéral au

monde, vantait ces derniers jours la modération dont faisait preuve le parti chinois devant les manifestations de Pékin. Quant aux quotidiens et aux revues soviétiques, ils n'en finissent plus, eux, de peser le pour et le contre des réformes économiques chinoises : le développement de l'inflation contre la rentabilité agricole, les spectaculaires différenciations sociales et régionales contre la réapparition de l'initiative individuelle.

Ce qu'ont en commun la Chine et l'URSS d'aujourd'hui, c'est une même faillite et une même volonté de s'en sortir, et ni l'une ni l'autre n'ont plus la prétention de

vouloir proposer un modèle ou définir une orthodoxie que Moscou ne cherche même plus à imposer à ses marches européennes. En ce sens, ce n'est pas seulement la mort de l'idée même de bloc communiste qui soulignent ces retrouvailles sino-soviétiques, de ce système politico-économique qu'avait porté à son apogée la perfection de Staline dont le portrait a disparu de la place Tiananmen, le 1^{er} mai dernier — vingt-huit ans après que son corps eut été retiré du mausolée de la place Rouge.

BERNARD GUETTA.

Des manifestations pourraient être autorisées pendant le sommet

PÉKIN (de notre correspondant)

Le jeu du chat et de la souris finissent de se mettre en place, samedi 13 mai, entre autorités et contestataires chinois pour déterminer dans quelles conditions les seconds seraient de facto autorisés à se montrer publiquement au cours de la visite de M. Mikhail Gorbatchev à partir de lundi. Plusieurs dizaines d'étudiants ont annoncé qu'ils entendaient une grève de la faim afin de soutenir l'exigence d'un dialogue avec le pouvoir, une forme de protestation rare en Chine et peu conforme au caractère national. D'autres étudiants avaient l'intention de déposer au cours du week-end des pétitions aux autorités chinoises et à l'ambassade soviétique pour réclamer que le numéro un soviétique puisse les rencontrer.

Le ministère chinois des affaires étrangères a pris la peine de démentir une information de la Voix de l'Amérique, « tête de Turc » habituelle des autorités en période d'agitation universitaire en raison de la popularité de la radio de Washington sur les campus, selon laquelle la Chine avait rejeté une demande de M. Gorbatchev de pouvoir s'adresser aux étudiants. Le dirigeant soviétique doit intervenir en direct à la télévision nationale à l'issue de son séjour à Pékin, et sa seule rencontre prévue avec les « larges masses » chinoises doit se faire sous encadrement ultra-sélectif au Palais du peuple.

Un millier d'étudiants de Tianjin (ancienne Tien-Tsin), troisième agglomération de Chine située à 120 kilomètres de la capitale, ont annoncé leur intention de gagner Pékin à bicyclette durant le week-end. Outre les cortèges d'étudiants, d'autres groupes ont annoncé qu'ils se rendraient à Pékin pour manifester publiquement. M. Hui Qili, membre du bureau politique qui supervise les médias officiels, a eu jeudi une conversation de plusieurs heures avec les employés du Quotidien de la jeunesse, à la pointe du mouvement de grève journalistique.

Des contacts informels

La manière dont s'est déroulée, vendredi, la manifestation de musulmans donne également à penser que des contacts au moins informels existent entre des groupes sociaux décidés à manifester dans la rue pendant le séjour de M. Gorbatchev et les autorités, sur les modalités acceptables de part et d'autre de façon à ce que personne ne perde la face dans l'affaire. Les témoins ont pu constater que la police ne s'opposait pas à la manifestation, mais se comportait comme les forces de l'ordre d'un pays démocratique en pareille circonstance. La manifestation, il est vrai, avait été explicitement autorisée, ainsi que l'ont annoncé les médias après coup. C'est le premier à jamais l'avis de Pékin. Le gouvernement municipal a

interdit la vente dans la capitale du livre *Mœurs sexuelles* contre lequel les manifestants protestaient, le jugeant « rempli de calomnies contre les musulmans ». Mais le cortège, composé de représentants de toutes les minorités musulmanes de Chine, scandait également des slogans plus revendicatifs, comme « Égalité des communautés ethniques et liberté de croyance ». La population leur a fait un triomphe lorsqu'ils ont déposé à l'Association islamique de Chine une pétition — encore une — demandant un châtiment non spécifié contre le « Russe chinois » avant de gagner le Palais du peuple pour se livrer à la même démarche.

Tout donne l'impression qu'on en est presque à se mettre d'accord, entre les autorités et les groupes contestataires, sur les modalités et les horaires des manifestations qui accompagneront les déplacements de M. Gorbatchev, pour qu'au moins la circulation présente un semblant d'ordre dans la capitale. La presse a fourni, samedi, une illustration éloquentes de ces sournoiseries : lorsque les autorités d'un district de la province de Canton ont décidé, le 30 avril, de retirer les tombes paysannes d'un terrain sur lequel elles comptaient ériger des bâtiments, les deux mille membres d'une famille s'y refusant eurent ni plus ni moins recours à l'émeute. Bilan : dix-neuf policiers blessés, huit habitations détruites. Le nombre de leur ancêtres, lettrés de la dynastie Ming, resta pour l'instant inviolé.

FRANÇOIS DERON.

L'URSS a voté contre l'admission de l'OLP à l'Organisation mondiale de la santé

GENÈVE (Nations unies) (de notre correspondant)

« L'Organisation mondiale de la santé est sacrée. L'Afrique n'a pas été sacrifiée. » Telles furent les principales réactions, à Genève, lorsque fut connu le résultat du vote prévoyant l'ajournement d'un an de la décision sur la demande d'adhésion de l'OLP, en qualité de membre de plein droit, à l'OMS (le Monde du 11 mai) : 83 pays se sont prononcés pour, 47 contre et 20 se sont abstenus.

La séance du 12 mai a été la plus confuse et la plus agitée qu'une telle Assemblée générale ait jamais connue. Au surplus, elle fut paralysée par une incroyable bataille de procédure. Des pays du tiers-monde, qui avaient vigoureusement soutenu l'OLP à toutes les réunions et dans toutes les instances consultatives, sont restés, pour la première fois, sur la défensive.

Tous étaient conscients du fait qu'en cas de succès de la candidature palestinienne les États-Unis, qui assurent le quart du budget de l'OMS et le financement des programmes de survie dans les pays pauvres — notamment la lutte contre le sida en Afrique — mettraient fin à leur contribution.

Ajournement d'un an

Le directeur général de l'OMS, M. Hiroshi Nagajima, avait clairement affirmé que, privée des fonds américains, l'Organisation était « menacée de destruction ». Tandis que le malaise grandissait, une nouvelle pour le moins inattendue commençait à circuler. En effet, M. Nabil Ramkawi, chef du bureau de l'OLP observateur auprès des Nations unies, faisait savoir à Radio-France que l'URSS allait se joindre aux

États-Unis et à Israël pour voter contre l'adhésion de la Palestine à l'OMS.

L'ambassade d'URSS à Genève lui avait signifié qu'elle avait reçu pour instruction de voter en faveur du texte préconisé par le docteur Nagajima, prévoyant une année d'étude en profondeur de « la demande de la Palestine », dont les conclusions devraient être examinées lors d'une prochaine assemblée qui se tiendra en mai 1990. M. Ramkawi a tenu à préciser que la prise de position de l'URSS s'expliquait par le souci de Moscou de sauvegarder l'existence de l'OMS, et qu'elle n'avait aucun lien avec la politique soviétique à l'égard de la cause palestinienne.

Le projet d'ajournement avait été déposé le 10 mai par dix « petits » pays, dont la Finlande, l'Irlande et la Suisse. La délégation libyenne, particulièrement virulente, s'opposait à ce texte en affirmant que les pays qui la parrainaient étaient de si piètre importance qu'on « ne saurait en désigner un seul sur la carte ». Elle semblait oublier que Genève se trouve en Suisse.

Pour la première fois, peut-être à cause du scrutin secret — procédure décidée à l'issue d'un vote à main levée — et de l'alliance objective entre l'URSS et les États-Unis, la majorité automatique qui fait force de loi dans toutes les instances consultatives a été brisée.

Malgré tout, la centrale palestinienne conservera au moins pendant une année son statut d'observateur, statut auquel le Tibet, le Sahara occidental, les États baltes, le nord de l'île de Chypre toujours occupé par la Turquie, les quelque 15 millions de Kurdes persécutés et tant d'autres peuples sans voix à l'ONU et sans protecteur puissant, souhaitent vainement accéder.

ISABELLE VICHNIAK.

Europe 1993

La conférence du « groupe de Trevi »

Coopération policière à petits pas

MADRID (de notre correspondant)

L'Europe de la sécurité et des polices s'avance qu'à très petits pas. Telle était l'impression dominante à l'issue de la conférence du « groupe de Trevi », réunissant les ministres de l'Intérieur ou de la justice des Douze, qui s'est tenue les 11 et 12 mai à Madrid. Les efforts de pays tels que « dynamiser » les travaux du groupe se sont en effet heurtés aux réticences de plusieurs pays participants.

Réticences anglaises d'abord, comme on le prévoyait à Madrid, mais aussi — ce qui était moins attendu — réticences françaises. Le contraste était patent à cet égard entre les déclarations du ministre espagnol de l'Intérieur, M. José Luis Cordero, amenant à l'adhésion à Madrid, la plupart d'importance très relative il est vrai, et celles de son collègue français, M. Pierre Joxe s'employant au contraire à en minimiser la portée. Afin de réserver les progrès concrets pour la présidence française qui s'annonce, insistent les mauvaises langues au sein de plusieurs autres délégations.

Le résultat le plus tangible de cette réunion est la création, pour la première fois, d'un organe permanent du « groupe de Trevi ». Il sera composé de cinq personnes, appartenant respectivement aux trois pays de la « troïka » et aux deux États ayant exercé juste avant et après

celle-ci la présidence communautaire. Cette formule, proposée par la France, constitue une modeste solution de compromis entre les pays partisans d'une « structure administrative permanente » plus ambitieuse (véritable embryon d'une police européenne), comme l'Espagne ou l'Italie, et ceux opposés à toute éventuelle « bureaucratie communautaire », comme la Grande-Bretagne.

M. Cordero a reconnu à cet égard que son pays avait dû tempérer ses ambitions. Il a toutefois assuré que « l'important est que l'ensemble des pays soient d'accord pour créer un tel organisme » et que « l'expérience indiquera quelles sont les compétences qui pourront progressivement lui être attribuées ». Cette équipe de fonctionnaires, qui ne disposera pas d'un siège fixe, devrait commencer à travailler dès la présidence française.

Les ministres ont par ailleurs décidé que chaque pays allait mettre sur pied une « cellule d'information » nationale destinée à centraliser toutes les données concernant le trafic international de la drogue.

THIERRY MALINIAK.

Lire aussi

- M. Scrivener propose de modifier le projet de TVA de la commission de Bruxelles p. 15
- La Caisse d'épargne de l'Eureuil passe un accord avec ses homologues italiens p. 15

Afrique

AFRIQUE DU SUD

« La sécurité des Blancs ne pourra jamais être bâtie sur l'injustice », affirme le futur chef de l'Etat

JOHANNESBURG (de notre correspondant)

« Les réalités de l'Afrique du Sud nous montrent que la situation actuelle ne peut durer et que les choses vont devoir changer rapidement et profondément », a déclaré, vendredi 12 mai, M. Frederik De Klerk, ministre de l'Éducation nationale, lors de la discussion de son budget au Parlement. Le futur président de la République a mis l'accent sur le fait « que la sécurité des Blancs ne pourra jamais être bâtie sur l'injustice envers les autres » et que son parti, le Parti national, dont il est le dirigeant, est en faveur « de la justice pour tous ».

« Son objectif, a-t-il ajouté, est un ordre constitutionnel, économique et social juste ». M. De Klerk n'en a pas dit plus. Une fois encore, il s'est abrité derrière les grandes formules sans préciser ses plans pour l'avenir de l'Afrique du Sud. Il a indiqué qu'un congrès fédéral du parti aura lieu à Pretoria, les 28 et 29 juin, afin de rendre un dernier hommage au président sortant, M. Pieter Botha, et lancer la campagne électorale pour les élections législatives du 6 septembre. On en saura peut-être un peu plus à ce moment sur les projets de M. De Klerk pour faire de son pays une terre de justice.

Dans l'immédiat, il a apporté son appui aux thèses avancées par M. Chris Heunis, ministre du développement constitutionnel et du plan (le Monde du 11 avril), soulignant que ce « discours exploratoire » reflétait ce qu'il avait déjà esquissé. Il n'y a donc pas de divergence de vues entre M. Heunis, qui a présenté

soudainement sa démission dans la nuit du jeudi 11 mai au vendredi 12 mai, et lui-même. Cette démission a été annoncée deux jours après celle de M. Stoffel Botha, ministre des Affaires indiennes. Deux ministres qui étaient aussi les leaders du Parti national dans la province du Natal et celle du Cap. Ces deux départs, a précisé M. De Klerk, n'ont rien à voir avec « des raisons négatives envers le parti ou moi-même en tant que leader. Ils sont motivés par des raisons personnelles ».

Hommes nouveaux

Ce qui est exact pour M. Botha l'est peut-être un peu moins pour M. Heunis. Proche de l'actuel président, ce dernier a été le seul ministre à se ranger à ses côtés lors de la crise politique qui a agité le parti en mars. Le président Botha ayant permis la parité en faveur de M. De Klerk, M. Heunis savait son avenir politique compromis. Il a préféré prendre les devants plutôt que d'essuyer un affront en étant rétrogradé dans le prochain cabinet ministériel.

Exit donc pour M. Heunis, le cinquième ministre à donner sa démission en moins de quatre mois. Avec la probable nomination de M. De Klerk à la tête de l'État, dix postes seront à pourvoir après les élections de septembre, soit le tiers du cabinet ministériel. Cette désintégration va permettre un afflux d'hommes nouveaux pour une politique que M. De Klerk veut radicalement nouvelle.

MICHEL BOLE-RICHARD.

La médiation du président de l'OUA

La Mauritanie et le Sénégal prennent des mesures d'apaisement

Le président malien, M. Moussa Traoré, a annoncé, vendredi 12 mai, à Dakar, que des mesures d'apaisement seront prises immédiatement par les autorités sénégalaises et mauritaniennes. Le général Traoré, qui est également président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), a ajouté que les ministres de l'Intérieur mauritanien, sénégalais et malien se réuniront, le mercredi 17 mai, à Bamako. Ces deux réunions concrètes ont été obtenues après un voyage, vendredi, du président malien à Nouakchott et une visite éclair à Dakar.

Le ministre sénégalais des affaires étrangères, M. Ibrahim Fall, a annoncé des mesures d'apaisement : d'une part, les médias des deux pays, qui avaient exacerbé les passions, adopteront un ton plus mesuré; d'autre part, les deux pays reconsidéreront leurs actions auprès des instances internationales, l'ONU et la Croix-Rouge, pour la Mauritanie, et l'OUA pour le Sénégal.

Le général Traoré, soucieux de régler ce conflit dans le « cercle familial » africain, a insisté pour que l'on ne fasse état dans aucune organisation internationale des incidents entre le Sénégal et la Mauritanie.

TUNISIE : la visite de M. Roland Dumas

Le gouvernement souhaite attirer des industriels français

TUNIS (de notre correspondant)

Peu après son arrivée, vendredi 12 mai, à Tunis, M. Roland Dumas, le chef de la diplomatie française, a coprésidé les travaux de la haute commission mixte franco-tunisienne des affaires étrangères, M. Abdelhamid Escheikh. D'entrée de jeu, celui-ci a dit que la Tunisie attendait de la France « une nouvelle forme de coopération fondée sur des relations d'investissement et de partenariat ». La Tunisie souhaite, en effet, que les industriels français tirent profit des avantages qu'elle peut leur offrir : un code des investissements « très incitatif », une proximité géographique, une communauté de langue et de formation et une main-d'œuvre et des cadres de qualité.

Mais la Tunisie attend aussi de M. Dumas une réponse aux problèmes de la réception d'une chaîne de télévision généraliste française pour laquelle tout était pratiquement prêt, mais qui a été remise en question par la décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel en France d'accorder à six chaînes thématiques, dont quatre payantes, les canaux du satellite français TDF 1.

M. Dumas a, d'autre part, été reçu par le premier ministre,

M. Hedi Baccouch, avec lequel il a notamment examiné la collaboration bilatérale et la question palestinienne.

M. Dumas devait rencontrer, samedi 13 mai, M. Cheddi Kibbi, secrétaire général de la Ligue arabe, et échanger avec lui l'affaire libanaise. Cette visite du ministre des affaires étrangères précède celle que M. Mitterrand doit effectuer en Tunisie, en principe les 5 et 6 juin.

(Interim.)

● ZAIRI : le président Mobutu reprend le portefeuille de la défense. — Le chef de l'État zairois, le maréchal Mobutu Sese Seko, a procédé à un remaniement gouvernemental et s'est de nouveau attribué le poste de la défense, a annoncé un communiqué officiel vendredi 12 mai à Rabat, le ministre des affaires étrangères belge, M. Léo Tindemans, a déclaré qu'aucun progrès n'avait été enregistré. Il a ajouté que les représentants des deux délégations « pas arrivés à se mettre d'accord sur l'ordre du jour » de la future conférence ministérielle. — (AFP, Reuters.)

VOUS ÊTES ATTIRÉ PAR CE QUI SORT DE L'ORDINAIRE ? DEVENEZ

Graphologue MSI

Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 200 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites à MSI, LM

Nouvelle-Calédonie

Djibelly Wéa inhumé sans incident à Ouvéa

La dépouille mortelle de Djibelly Wéa, l'assassin présumé de Jean-Marie Tjibaou et Yveline Yelwé, a été inhumée, sans incident, vendredi 12 mai, à Ouvéa. Seuls les habitants du village de Gossanah ont pu assister à la cérémonie.

C'est grâce à un consensus de tous les militants politiques des différents partis représentés sur l'île que le corps de Djibelly Wéa a finalement pu être rendu aux siens après avoir été transporté de Nouméa à bord

d'un avion civil affrété pour la circonstance. Le cercueil a ensuite été pris en charge par une délégation du conseil municipal escortée de véhicules de la gendarmerie.

Au cours de la même journée, le juge d'instruction chargé de l'enquête, M. Fabienne Pous, a procédé, dans la perspective d'une reconstitution, à un examen attentif des lieux où a été commis le double assassinat, à la tribu de Wadrilla, au centre d'Ouvéa.

Par ailleurs, le chef du FULK, M. Yann Orléan Uregat, adversaire de Jean-Marie Tjibaou et des accords de Matignon, qui n'était pas présent en Nouvelle-Calédonie au moment des faits mais dont la formation a été mise en cause par l'Union calédonienne, a affirmé, vendredi 12 mai, à Houma (les Salomon) où il était en visite : « Ni moi ni mon parti n'avons participé à aucun projet visant à assassiner Jean-Marie Tjibaou et Yveline Yelwé ».

A l'Assemblée nationale

L'accueil des personnes âgées et des handicapés adultes par des particuliers sera désormais organisé

Les députés ont adopté en première lecture, vendredi 12 mai, le projet de loi relatif à l'accueil, par des particuliers, à leur domicile, de personnes âgées ou handicapées adultes. Les députés PS, UDF, RPR et UDC ont voté pour ce texte, présenté par M. Théo Brama, ministre délégué chargé des personnes âgées. Seuls les élus communistes ont voté contre.

Débat consensuel et de qualité pour un problème dont tous les députés ont reconnu l'ampleur. Comme l'a précisé le rapporteur de la commission des affaires sociales, M. Jean-Claude Boulard, on dénombre en France, il y a quatre ans, sept cent mille personnes de plus de quatre-vingt-cinq ans. Elles seront plus d'un million à la fin du siècle. Face à cette évolution due à l'allongement de la durée de la vie, « l'écart entre les besoins et les capacités d'accueil est dramatique », a souligné M. Boulard. Le rapporteur a insisté sur la philosophie du projet : « Ce texte organise l'accueil familial, en prévoyant une procédure d'agrément par le président du conseil général ; une limitation à deux accueils par famille, avec dérogation possible à trois ; un suivi sanitaire et social ; un régime fiscal et social des indemnités versées à la famille d'accueil par la personne âgée ; une ouverture de droit à l'allocation logement pour les personnes âgées accueillies ». Ce projet exclut du dispositif d'accueil des personnes appartenant à la famille jusqu'à un sixième degré (cousin éloigné). Les députés, par amendements, ont souhaité que seul l'accueil des parents ou des grands-parents ne puisse en bénéficier.

Le ministre chargé des personnes âgées, M. Brama, a rappelé que son

Le texte tend à mettre en place une formule intermédiaire entre l'hébergement en institution et le maintien à domicile. Le gouvernement souhaite favoriser ainsi un dispositif offrant à l'accueilli un statut fiscal et social satisfaisant, tout en permettant aux personnes âgées et aux handicapés adultes d'être accueillis avec toutes les garanties nécessaires.

mer le président du conseil général. Les députés sont également revenus sur une disposition supprimée par le Sénat : l'agrément sera retiré si l'injonction du représentant de l'Etat dans le département n'a pas été suivie d'effet. Un amendement tend également à éviter la captation d'héritage.

S'agissant des handicapés, les députés ont souhaité préciser un certain nombre de points. Le contrat-type concernant une personne handicapée adulte devra, notamment, préciser les conditions de déplacement des handicapés qui, dans la journée, se rendent dans un établissement de rééducation professionnelle, d'aide par le travail ou de travail protégé. M. Michel Gilbert, secrétaire d'Etat chargé des handicapés, a approuvé cet amendement de la commission des affaires sociales. Un autre, également adopté, précise que « les personnes handicapées, relevant de l'article 46 de la loi de 1975 [handicapés adultes n'ayant pu acquiescer un minimum d'autonomie et dont l'Etat nécessite une surveillance médicale et des soins constants], peuvent faire l'objet d'un placement familial, organisé sous la responsabilité d'un établissement médico-social ».

PIERRE SERVANT.

A Limoges

M. Mitterrand insiste sur le « partage » de la prospérité

M. François Mitterrand s'est rendu vendredi 12 mai à Aubusson (Creuse) et à Limoges (Haute-Vienne). A Aubusson, il a visité le centre culturel et artistique Jean-Lurçat, où sont exposées des tapisseries signées Richard Texier sur le thème des droits de l'homme. A Limoges, où il a été reçu par le maire, M. Louis Longueque, sénateur socialiste, et par le président du conseil régional, M. Robert Savy, député socialiste, le chef de l'Etat a prononcé une allocution au cours de laquelle il a longuement insisté sur le « partage »

de la prospérité du pays. Il a ensuite assisté à la projection d'un film de Michel Folin et Marc Wilmarth Oradour, consacré au massacre (et à ses séquelles), le 10 juin 1944, par un détachement de la division SS Das Reich, de 642 habitants d'Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne), hommes, femmes, enfants, brûlés vifs dans l'église. Ce document, sobre et bouleversant, coproduit par le conseil général de la Haute-Vienne et FR 3, sera diffusé sur cette chaîne au mois de juin.

LIMOGES de notre envoyé spécial

Depuis la réflexion de M. François Mitterrand, le 8 mai 1988, la CGT et le PCF, naguère fort actifs, sur le passage du cortège présidentiel — où a beaucoup crié « Mitterrand trahison ! » de 1983 à 1987 et beaucoup frictonné les côtes des militants socialistes dans les mêmes conditions, — ne s'étaient guère manifestés. Ils sont revenus en force... Quelques centaines de militants à Limoges, vendredi 12 mai, où le chef de l'Etat était en visite. On a crié « Mitterrand, du pognon ! » et réclamé la réintégration des « dix de chez Renault ». Une heure plus tôt, à Aubusson (Creuse) la CGT n'avait rassemblé qu'une douzaine de personnes pour faire connaître, banderoles à l'appel, que « la précarité, la misère, la survie c'est assez ! ».

M. Mitterrand est passé sans s'arrêter, même à Limoges, où il se déplaçait à pied. Il a fait halte, en revanche, toujours à Limoges, pour serrer les mains d'une poignée de militants FO des PTI, servants de l'Etat sociaux de n'être pas privés de leur travail, conviviaux à l'égard des autres, souhaitant établir le contact en criant : « Viens Tonton ! » Les manifestations pour une part hostiles et pour une autre plutôt sympathiques ne sont peut-être pas indifférentes au tour qu'a pris le discours du président de la République au conseil régional du Limousin. Non plus que la visite à grand spectacle qu'il avait faite trois jours plus

« La France est en bonne santé »

« La France gagne du terrain dans la prospérité, elle est plus riche. Peut-on dire que toutes les catégories sociales ressentent également ce bénéfice gagné à la mesure du front de tous les Français ? Non ! » a-t-il ajouté avant de rappeler : « C'est précisément l'un des orientations de ce gouvernement que j'ai toujours placé en exergue depuis huit ans : un partage au plus égal, sans autre personne, plus juste de la prospérité nationale. Si nous parvenons à joindre les deux bouts — travail, productivité et partage, — nous aurons fait avancer la démocratie. Nous aurons fait un travail qui marquera notre génération (...). Je crois aux idéologies. Ce sera la justification du choix qu'ont effectué les Français il y a huit ans, lorsqu'ils ont voulu que notre démocratie politique soit aussi une démocratie économique et sociale ».

Et, pour faire bon poids, M. Mitterrand avait fait remarquer, quelques instants plus tôt : « Souvent,

quand les travailleurs font la grève, on ne peut pas dire qu'il ont tort quand il s'agit de défendre l'instrument de travail ».

L'ensemble de cette réflexion procédait d'une analyse sur les chances de la France dans l'Europe de 1993 et d'une phase préalable selon laquelle « il faut rester fidèle à ce que l'on est, j'espère que nous en apporterons la preuve ». « Il est inutile, selon M. Mitterrand, de se raconter des histoires ou de dorer l'horizon. Il faut savoir dans quelle direction on va, si cette direction est la bonne et constamment la vérifier ».

A son avis, la loi de décentralisation, dite loi Defferre, a été « l'un des actes les plus audacieux de nos structures depuis plusieurs siècles ». Il convient de « parachever l'entreprise ». « Il faudra sans doute réexaminer la relation entre le département et la région » affirme-t-il, en soulignant qu'il est attaché au statut actuel, mais que la multiplicité des niveaux de pouvoir — commune, département, région, Etat — « cela fait beaucoup ».

A son avis, il faut « avoir confiance en soi » pour l'Europe de 1993, car, contrairement à l'idée « qui se répand », selon laquelle « on sera toujours moins bons que les autres, la France est en bonne santé », même si l'analyse économique se heurte toujours à l'impression d'une « fragilité ». « Je ne suis ni optimiste ni pessimiste. Il faut travailler. En France, on travaille bien quand on a un emploi. La crise ne s'achèvera que le jour où nous aurons retrouvé le plein emploi ».

JEAN-YVES LHOMEAU.

Estimant que le secret du vote a été enfreint

Le Conseil d'Etat annule l'élection du président du conseil régional d'Aquitaine

BORDEAUX de notre correspondante

La région d'Aquitaine est sans président. Le Conseil d'Etat a invalidé, vendredi 12 mai, l'élection de M. Jean Tavernier (RPR) à la présidence du conseil régional, ainsi que celles de M. Jacques Colombier (Front national) à l'une des vice-présidences. Il a estimé que la règle du secret du vote avait été enfreinte, et que, compte tenu de la courte majorité obtenue par les deux hommes, cette « absence de secret a pu avoir des conséquences sur le résultat du scrutin ».

Lors de l'élection du successeur de M. Jacques Chaban-Delmas, à la tête de la région Aquitaine, le 11 juillet 1988, le groupe PS-MRG obtint l'installation d'un isolement, mais il fut le seul à l'utiliser. Les communistes avaient déjà préparé leurs bulletins de vote. Hormis M. Tavernier, les trente-huit conseillers du RPR et de l'UDF ainsi que les quatre du Front national, prirent ostensiblement un bulletin au nom de Jean Tavernier et le déposèrent directement dans l'urne. Ce scénario se renouvela pour l'élection des vice-présidents et, en particulier, pour celle de M. Jacques Colombier, le

seul contre qui le PS présentait un candidat.

Avec 43 suffrages exprimés sur 83, M. Jean Tavernier fut élu. M. Gilbert Mitterrand (PS) en obtint 32, et M. Roger Gorse (PC) 8. L'alliance de la droite avec le Front national, jusqu'alors officieuse et toujours niée par M. Chaban-Delmas, se concrétisait par la participation du Front national à l'exécutif régional.

Cette alliance sera-t-elle reconstruite au cours du scrutin imposé par décision du Conseil d'Etat ? « Oui », répond le président invalidé, candidat à sa propre succession. Il n'affiche aucun état d'âme à l'égard du Front national : « On ne peut pas nous reprocher une quelconque dérive politique pendant les dix mois d'exercice du pouvoir ». Propos bien reçus au Front national : « On ne modifie pas une équipe qui travaille et qui gagne », déclare M. Colombier, aux yeux de qui « la droite régionale est devenue intelligente et adulte ». M. Tavernier affirme bénéficier de la « totale confiance » de sa majorité.

Cependant, le CDS girondin, dont deux représentants siègent au conseil régional, mais aussi des centristes actuellement sans parti, ont

fait connaître leurs réticences à l'encontre du FN. Ironie jusqu'à refuser de donner leurs voix à un candidat à la présidence prêt à s'allier avec le Front ? Ou se contenteront-ils de faire obstacle à l'élection d'un vice-président d'extrême-droite ? Il ne se sent pas encore clairement exprimés sur ces points.

Le PS espère un éclatement de la droite car alors la reconstitution d'une « minorité de gouvernement », pourrait permettre aux socialistes de tirer leur épingle du jeu.

La tendance favorable à une ouverture vers le centre est aujourd'hui battue en brèche par les tenants d'une stratégie « d'ancre à gauche ». Le comité interdépartementaire socialiste d'Aquitaine tranchera le 19 mai et désignera son candidat à la présidence. Deux hommes se sont jusqu'alors manifestés : M. Gérard Gouzes, député rocardien du Lot-et-Garonne est partisan de la première stratégie ; le Landais M. Jean-Louis Carrière, proche de M. Henri Emmanuelli, est favorable à une alliance avec les communistes. Ces derniers n'ont, pour l'instant, pas pris position.

GINETTE DE MATHA.

Elue secrétaire générale du Conseil de l'Europe

Qui succédera à M^{me} Lahumière au Palais-Bourbon ?

BORDEAUX de notre correspondante

Le bureau fédéral du PS girondin a décidé, le mardi 9 mai, de lancer la procédure de désignation de son candidat dans la troisième circonscription de la Gironde. M^{me} Catherine Lahumière, élue secrétaire générale du Conseil de l'Europe devrait, en effet, rapidement démissionner de son siège de député. La législature partielle devrait se dérouler le 18 juin en même temps que les européennes (1). Le congrès de circonscription se déroulera le 19 mai à Villeneuve-d'Ornon. M. Claude Barande, maire de cette commune et actuel suppléant de M^{me} Lahumière, a fait acte de candidature au cours de la réunion du bureau fédéral. Cette candidature a été « enregistrée avec satisfaction ».

Le cas de M. Noël Mamère a évidemment été évoqué. Faut-il ou non le compter parmi les alliés du PS ? Pour les socialistes, qui évaluent habituellement leurs forces au sein de la communauté urbaine borde-

laise et qui veulent savoir s'ils peuvent tenter de disputer la présidence de cette assemblée à M. Jacques Chaban-Delmas, la réponse revêt une importance stratégique. M. Michel Sainte-Marie, président des élus communistes socialistes n'a jusqu'alors pas obtenu la renouveau qu'il avait sollicité avec le maire de Bègles, il y a un mois. Il est de ceux qui réclament haut et fort la « clarté ». Or M. Mamère, qui porte l'étiquette « Majorité présidentielle » vient d'annoncer sa candidature dans la troisième circonscription, contre un candidat du PS. Faut-il, dans ces conditions, lui réitérer une demande d'éclaircissement ? Ce point de vue, défendu par les rocardiens, n'a pas été retenu par le bureau fédéral. M. Gilbert Mitterrand, premier secrétaire fédéral, dont M. Mamère est le suppléant dans la dixième circonscription de la Gironde, a estimé qu'insister équivalait à « aller à Canossa ». A ses yeux, M. Mamère, tant qu'il n'a pas fait de déclaration contraire, se range tacitement dans le camp

socialiste. Certains élus du PS cependant soutiennent déjà que, « un candidat se réclamant de la majorité présidentielle se présente contre un candidat du parti qui constitue le noyau même de cette majorité ». Secrètement ces mêmes élus espèrent qu'au niveau national il se trouvera quelqu'un pour le faire remarquer au maire de Bègles.

G. de M.

(1) Les résultats du premier tour des élections législatives le 5 juin 1988 dans la troisième circonscription de la Gironde (Bordeaux VI, Talence) avaient été les suivants : Inscr. 65 916 ; vot. 41 742 ; abst. 24 174 ; suffr. expr. 41 073. M^{me} Catherine Lahumière, PS, 19 566 (47,63 %) ; M^{me} Alain Cazabonne, UDF-CDS, 11 865 (28,88 %) ; Michel Peyret, PC, 6 020 (14,68 %) ; Jacques Colombier, FN, 3 501 (8,52 %) ; André Demarcq, div., 523 (1,27 %). Au second tour, le 12 juin, M^{me} Catherine Lahumière avait réuni avec 25 972 voix (61,72 %) contre 16 102 (38,27 %) à M. Alain Cazabonne sur 65 912 inscrits, 43 321 votants (abst. 22 591) et 42 074 suffrages exprimés.

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

Le roman policier est souvent le moyen, ou — pour employer le vocabulaire du genre — l'alibi d'une autre enquête que celle proposée par l'intrigue : l'investigation parallèle fait pénétrer le lecteur dans un milieu, un groupe, une corporation, dont les rapports avec le crime ne sont pas la caractéristique principale. Ainsi des productions récentes ont-elles permis d'explorer la communauté religieuse des Amish et le territoire culturel des Indiens Navajos.

Une maison d'édition française a lancé une collection policière et documentaire dont l'originalité réside dans le choix des « lieux du crime », avec un penchant pour les sites institutionnels et médiatiques. Dans cette série, le meurtre a déjà fait son entrée à l'Elysée, à TF 1, à Wall Street, dans la pub et la haute couture, aux Jeux olympiques et à l'ENA. Nos institutions les plus fermées sont invitées de la sorte : jusqu'où cela ira-t-il ? Ayant franchi les portes très sélectives de l'Ecole, on ne s'étonnera pas de voir le meurtre fleurir aujourd'hui dans la préfecture et demain — pourquoi pas ? — au Conseil d'Etat ou à l'inspection des finances.

Meurtres à la préfecture est, nous assure l'éditeur, l'œuvre d'un préfet qui se dissimule sous un pseudonyme significatif, surtout pour les renseignements généraux, puisqu'il s'agit de Beauvais, du nom de l'hôtel qui abrite à Paris le ministère de l'intérieur où se font et se défont les carrières préfectorales. Dans le même esprit, les personnages du roman empruntent leur identité à un cursus de sous-préfet : Châteaulin, Jonzac, Langres, Largentière, Montbard, Redon, Le Vigan, qui désignent aussi, tout comme Lanthenay-Romorantin, des chefs-lieux d'arrondissement.

La préfecture sang dessus dessous

factorale, que les éléments relevant de la science politique et de la pratique administrative.

De ce point de vue, Meurtres à la préfecture, malgré ce titre peu convenable, initie plaisamment son lecteur aux règles, rouages, rites et rapports de forces qui font l'ordinaire de la vie départementale, ainsi qu'aux malversations et scandales qui, parfois, la sortent de cet ordinaire. Le fonctionnement du cabinet préfectoral, la symbolique des degrés d'intervention hiérarchique, le circuit des pièces, l'utilisation du réseau Régis, le classement des infractions pour excès de vitesse ; l'art de détourner vers les caisses électorales une part des crédits départementaux (commissions et frais d'études), tout cela est expliqué et mis en scène au fil de l'intrigue.

Si l'auteur conserve un certain recul par rapport aux événe-

ments fictifs qu'il relate, il s'investit davantage dans son véritable sujet. Il montre combien le préfet est le grand chef de son administration, celui de qui tout émane, « il décide d'autoriser une course cycliste dans un village en même temps qu'il appelle un ministre pour lui suggérer de programmer une route nationale ou de sauver une entreprise de mille emplois. La hiérarchie des affaires se confond avec celle du pouvoir, le plan de table du prochain dîner préfectoral prend plus de temps que l'approbation du budget d'un hôpital de mille lits ; et ainsi avance le char de l'Etat... ».

Grand chef, le préfet l'est, mais dans une position provisoire et fragile. La réforme de la décentralisation en 1982 a donné aux élus, le président du conseil général surtout, la responsabilité de l'exécutif. En face, la mobilité accrue des représentants du gouvernement ne leur donne pas le temps de s'adapter à leur territoire et de gérer à terme. « Si la décentralisation a réduit les pouvoirs du corps préfectoral à la portion congrue, écrit l'auteur, le tourbillon des nominations réduit sa crédibilité à zéro... ».

Autre constatation amère : « Il faut d'habitude dix ans pour voir un fonctionnaire, six mois pour muter un directeur. Pour faire sauter un préfet, on peut régler ça en huit jours. » Pour durer, la règle d'or est « de ne pas faire de vagues ». Il faut aussi, si l'on en croit l'auteur, respecter d'autres convenances, notamment celle qui consiste à ne pas avoir d'aventures galantes « dans le ressort ». Le roman nous rappelle, cependant, que si l'on ose se raccourcir hardi, un cœur bat sous la casquette du préfet, mais, c'est juré, on n'en dira pas plus...

Meurtres à la préfecture par Claude Beauvais, Calmann-Lévy, 250 pages, 55 F.

كلنا من الامة

Politique

La préparation des élections européennes

« Nous voulons une Europe qui donne ses chances à chaque région »
affirme M. Laurent Fabius à Quimper

Ceux qui ont vu dans le déjeuner du président de la République à l'hôtel Matignon, mardi 9 mai, l'indice d'un avantage donné à M. Michel Rocard sur M. Laurent Fabius avaient à la fois tort et raison.

Ils avaient tort puisque, vendredi 12 mai, M. François Mitterrand a rendu visite à M. Fabius à l'hôtel de Lassay, résidence du président de l'Assemblée nationale, pour parler avec lui des problèmes européens. Ils avaient raison, cependant, de considérer que le déjeuner de Matignon pouvait être interprété comme un signe en faveur du premier ministre, puisque M. Mitterrand a jugé M. Rocard et Fabius, l'équilibre qu'il avait

première visite en province de M. Fabius en tant que tête de liste européenne du Parti socialiste.

Entouré du maire de Quimper et de MM. Louis Le Pen, ministre des DOM-TOM, Charles Joselin, président du conseil général des Côtes-du-Nord, et du maire de Brest, M. Pierre Maille, M. Fabius a rencontré, au cours d'un déjeuner, une centaine d'élus socialistes bretons, qu'il a invités à se mobiliser pour le scrutin européen. « Nous voulons une Europe qui donne ses chances à chaque région », a déclaré M. Fabius, en opposant cette conception à celle des « conservateurs » qui, laissant opérer les seules lois du marché, aboutiraient à ce que les régions les plus fortes bénéficient exclusivement de la construction européenne.

Le chef de file socialiste estime qu'il faut donner « à la Communauté dans son ensemble et à chaque région un vrai pouvoir politique ».

La CGT s'engage de plus en plus nettement en faveur du PCF

Dans une déclaration, publiée le 11 mai, le bureau confédéral de la CGT appelle ses organisations « à faire connaître aux travailleurs les dangers de l'intégration européenne, les enjeux du 18 juin et les positions de la CGT ». Pour la centrale, « patronat ou pouvoir actuel, tous les promoteurs de l'intégration européenne, qu'ils soient de droite ou d'ailleurs, s'acharnent dans la régression sociale et la remise en cause des droits sociaux au nom de l'Europe ».

Pour la CGT, il faut « se donner des points d'appui résolus et efficaces dans les instances européennes » : « A chacun de juger, à partir des positions et surtout des actes des différents partis en présence, de leur comportement à l'égard des revendications et des lobbies des travailleurs. » Une déclaration qui fait implicitement apparaître des convergences avec le PCF.

PCF, il est de notre responsabilité de syndicalistes de le dire pour dissiper la confusion entretenue régulièrement autour de « la gauche », confusion qui coûte les plus grands dommages aux salariés. Conclusion : « La recomposition du mouvement syndical réformiste qui s'opère pour combattre la CGT et le mouvement de classe va de pair avec le rassemblement des forces de droite diverses dont certaines arborent une étiquette de gauche comme le PS, cela pour ratisser plus large ».

Le 25 avril, alors qu'on parlait déjà de la présence de M. André Sainjon, ancien secrétaire général de la fédération de la métallurgie, sur la liste socialiste, M. Jean-Pierre Page, secrétaire général de l'union départementale CGT du Val-de-Marne, prenait explicitement position pour la liste Herzog : « Nous sommes amenés à observer qu'un seul candidat exprime fortement une convergence de préoccupations, de propositions, de volonté avec les nôtres, singulièrement s'agissant de la place du mouvement syndical en Europe, et ce candidat est celui présenté par le PCF : Philippe Herzog ».

La dernière manifestation publique de ce soutien vient de se dérouler à la mairie de Saint-Etienne-Rouvray, près de Rouen, lors d'un rassemblement avec des chemins évangéliques par l'Humanité du 10 mai. Parmi les personnalités figurant aux côtés de MM. Herzog et Séguy se trouvaient M. Georges Lanoue, qui tint à souligner sa satisfaction d'être présent « en tant que cheministe, membre de la direction du Parti communiste français, mais aussi comme secrétaire général de la fédération CGT des cheministes ». Cette précaution prise, M. Lanoue a pu « constater » : « De toutes les

Dejà, le projet de document d'orientation du 43^e congrès confédéral se réfère explicitement à la rencontre PCF-CGT du 14 septembre 1988 qui n'alignait que des convergences. Mais dans la tribune de discussion pour ce même congrès, M. Jean-Louis Fournier, délégué central syndical CGT Renault, estime, dans le Peuple, qu'il était « dans la nature des choses » que le PCF ait été « en permanence » aux côtés de la CGT pour la réintégration des « dix » : « Le fait, ajoute-t-il, serait gommer ce que notre indépendance nous permet de dire à l'égard de qui ce soit » : CQFD.

Depuis la machine a montré des signes d'emballement. Le 11 avril, le bureau de la fédération textile-habilleuse CGT s'est appuyé sur la signature de l'accord sur l'aménagement du temps de travail par la CFTD et la CGC pour affirmer simplement que « le Parti socialiste n'est pas aujourd'hui une force de gauche, sa politique en témoigne ». Ainsi, « à gauche, il n'y a pas d'autre parti politique que le

Les indépendantistes guadeloupéens en instance de jugement pourraient être amnistiés

Une nouvelle manifestation devait avoir lieu, samedi 13 mai, en Guadeloupe, pour réclamer la remise en liberté de Luc Reineix, chef présumé de l'Alliance révolutionnaire caribéenne, et des autres militants indépendantistes regroupés depuis jeudi à la prison de la Santé et en instance de jugement. Le 22 mai, devant le tribunal correctionnel de Paris pour association de malfaiteurs, destruction de biens par substances explosives, port d'armes, etc., l'Alliance révolutionnaire caribéenne, une entreprise terroriste.

Bien qu'aucune indication n'ait été donnée de source officielle au terme des contacts que les avocats des inculpés ont eus, jeudi 11 et vendredi 12 mai, avec le ministère de la justice et le cabinet du premier ministre, il semble que le gouvernement, sollicité par les élus locaux, soit enclin à des mesures d'apaisement. Les deux députés socialistes de la Guadeloupe ont d'ailleurs tenu, vendredi, des propos confirmant cette impression.

« C'est avec satisfaction que j'ai appris le regroupement des militants guadeloupéens emprisonnés à Paris », a déclaré M. Dominique Larité, député, président du conseil général. Cette première mesure devrait être le prélude à l'amnistie que j'ai réclamée au président de la République dans ma lettre du 22 février 1989. En matière de justice, une valeur est à préserver : l'équité ».

Le second député socialiste du département, M. Frédéric Jallon, maire des Abymes, s'est exprimé dans le même sens en précisant à l'AFP : « Je crois pouvoir affirmer que le gouvernement envisage des mesures de clémence et que les choses risquent d'aller assez vite. Je crois qu'une proposition ou un pro-

jet de loi a toutes les chances d'être adopté par l'Assemblée nationale. » Le premier ministre accepterait ainsi de favoriser l'examen par l'Assemblée nationale d'une proposition de loi d'amnistie qui pourrait être déposée par les parlementaires socialistes et débattue d'urgence, avant le 22 mai, ce qui reviendrait à annuler le procès. Le gouvernement s'en rendrait compte à la volée, unanimement exprimée par les partis politiques de la Guadeloupe, RPR compris, et par la représentation nationale.

Dernière personnalité en date à être intervenue directement auprès de M. François Mitterrand pour plaider l'amnistie, M. Harlen Désir, leader de SOS de même nature, a notamment, écrit le 8 mai au président de la République : « Ces militants ont cru, il y a quelques années, trouver des solutions aux problèmes de la Guadeloupe dans la violence (...). Toutefois, et c'est bien sûr fondamentalement, ils ont renoncé au terrorisme (...). Des actes de même nature que ceux pour lesquels ils ont été condamnés ou seront jugés, et même parfois plus graves, commis en Corse ou en Nouvelle-Calédonie, ont déjà été graciés dans des circonstances comparables... ».

An ministre de la justice comme à l'hôtel Matignon, on craint toutefois que l'annonce de mesures de clémence ne soit politiquement exploitée par l'opposition malgré le consensus qui existe localement en faveur d'un « pardon ».

A Paris

Le préfet de police interdit une manifestation néo-nazie

Le préfet de police de Paris, M. Pierre Verbrugghe a décidé, mercredi 10 mai, d'interdire la manifestation que comptait organiser dans la capitale, dimanche 14 mai, le Parti nationaliste français et européen (PFNE) à l'occasion de la fête de Jeanne d'Arc. Cette décision, précise-t-on de source policière, se fonde sur des « informations précises » parvenues aux renseignements généraux (RG) sur l'organisation et le déroulement de cette manifestation. Depuis plusieurs mois, le développement du PFNE, considéré par les services du ministère de l'Intérieur comme un « parti néo-nazi », inquiète les responsables des RG, qui ont fait part de leur préoccupation au ministre de l'Intérieur.

Les consignes données par les dirigeants du PFNE à leurs militants pour l'organisation de la manifestation du 14 mai prévoyaient notamment un défilé « en uniforme du parti ». Celui-ci est ainsi composé : chemise beige, pantalon noir, rangiers, cravate noire, brassard rouge avec la croix celtique. La participation de militants-chiens avec leurs anneaux était également pré-

vue tandis qu'il était conseillé à des militants chargés de composer un service d'ordre autour de la statue équestre de Jeanne d'Arc, place des Pyramides, de se munir d'armes non prohibées.

L'hymne du PFNE s'intitule « France, réveille-toi ». Un autre mouvement d'extrême-droite, les Faisceaux nationalistes européens (FNE), ex FANE, dissoute en 1987, avait annoncé son intention de se joindre à la manifestation, à la tête de « délégations étrangères » en provenance de Belgique, de République fédérale d'Allemagne, des Pays-Bas et de Grande-Bretagne. Après la manifestation, qui devait partir à 9 heures de la place de la Madeleine pour se rendre place des Pyramides, un banquet était prévu dans une brasserie proche de la place de la République.

Considérant qu'il s'agissait d'une « manifestation à risques », le préfet de police a donc décidé de l'interdire. Mais il n'exclut pas aujourd'hui que les « risques » soient toujours présents, les renseignements généraux annonçant que les organisateurs auraient l'intention de passer outre l'interdiction.

EN BREF

• M. Stirn élu président de la communauté urbaine de Cherbourg. — M. Olivier Stirn, ministre délégué chargé du tourisme, a été élu, jeudi 11 mai, président de la communauté urbaine de Cherbourg. Seul candidat en lice, M. Stirn a obtenu 51 suffrages sur 56 votants.

• Brieuxon : démission de trois conseillers municipaux. — M. Alain Brieuxon (UDF-FR), dont la liste a échoué en mars dernier face au maire socialiste sortant M. Robert de Caumont, a décidé de quitter avec deux autres de ses collègues le conseil municipal de Brieuxon (Hautes-Alpes). L'opposition avait obtenu sept élus, contre vingt-deux à celle d'union de la gauche.

Le Carnet du Monde

Naissances
— M. Charles Boulesteix, son épouse, M^{lle} Lucile Perrot et ses enfants, M. et M^{lle} Pierre Boulesteix et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
M. Charles BOULESTEIX, officier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, ingénieur général de la Ville de Paris (s.r.), survenu à Clamart le 24 avril 1989, dans sa quatre-vingt-cinquième année.
Selon la volonté du défunt, les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière communal de Clamart.
1, place Fernand, 92141 Clamart Cedex.
— Les familles Drouillon, Roy, Bry, Bonné, Romein, Pérot, Goussard et Josselin, vous invitent, par votre présence ou vos prières, au service religieux de
M^{lle} René DROUILLON, née Marie-Louise Gaillet, endormie dans la paix du Seigneur le 12 mai 1989, qui sera célébré le mardi 16 mai à 10 h 30, en l'église Saint-Martin-des-Champs, 36, rue Albert-Thomas, Paris-10^e.
28, rue Yves-Toudic, 75010 Paris.
— Jean-Claude et Simone Rouchy, ses enfants, ses petits-enfants, Et son arrière-petite-fille, ont la douleur de faire part du décès de
M. Eugène MAZAC, survenu le 1^{er} mai 1989.
L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.
65, rue La Boétie, 75008 Paris.

— Lyon, Paris, Rennes.
— M^{lle} Hélène Lebelour, M^{lle} Jean Lebelour, sa mère, Elisabeth, Caroline et Christophe, ses enfants et petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
M. Georges LEBESLOUR, ingénieur mathématicien, inspecteur pédagogique régional de mathématiques, officier des Palmes académiques, survenu le 11 mai 1989.
Le service religieux aura lieu en l'église de la Rédemption à Lyon, le mardi 16 mai, à 10 h 45.
— Marnes, Paris, Menigoute.
M. Louis Sané, M. et M^{lle} Thérèse Sané-Sané, M. et M^{lle} Michel Sané, ses enfants, Sa famille, Et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de
M^{lle} Marie-Thérèse PERRIN, professeur responsable de l'Association pour l'éducation des jeunes mères, survenue le 12 mai 1989, munie des sacrements de l'Eglise.
Les obsèques auront lieu le mardi 16 mai, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame de Marnes.
Ni fleurs ni couronnes.
42, rue du Docteur-Godard, 72600 Marnes.
— M. et M^{lle} Yvon Helft et leurs enfants, ont la douleur d'annoncer le décès de leur oncle,
Jean-Paul SAMUEL, survenu à Buenos-Aires, le 7 mai 1989.

— M^{lle} Pingot et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de
M. Jean PINGOT, directeur honoraire des affaires sociales, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, officier du Mérite social.
Le corps ayant été remis à la science, la cérémonie religieuse a eu lieu dans la plus stricte intimité, le 12 mai 1989.
— M^{lle} Albert Rack, M. et M^{lle} Victor Wolinski, M^{lle} Danielle Rack, M^{lle} Dominique, Gilles et Alexandre, Toutes les familles, Et amis, font part du décès de
M. Albert RACK, leur époux, père, grand-père et parent, survenu le 11 mai 1989.
Les obsèques auront lieu le mardi 16 mai, au cimetière parisien de Bagneux, à 14 heures.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires
— Il y a trente ans, le 15 mai 1959, disparaissait le
docteur Paul CHANDEROT.
Une pensée amicale est demandée à ceux qui l'ont apprécié et aimé.
— Il y a cinq ans
Boris Borvise FRAENKEL nous a quittés.
Hélène, Anne, Jacques Et les amis.
Communications diverses
— M. René Hocherth a été réélu président de l'Association des médaillés militaires, lors du cinquante-quatrième congrès qui s'est tenu à La Baule, en présence de M. André Meric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants, et du général André Biard, grand chancelier de la Légion d'honneur.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 42-47-95-03

Nos abonnés bénéficient d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

هكذا من الأهل

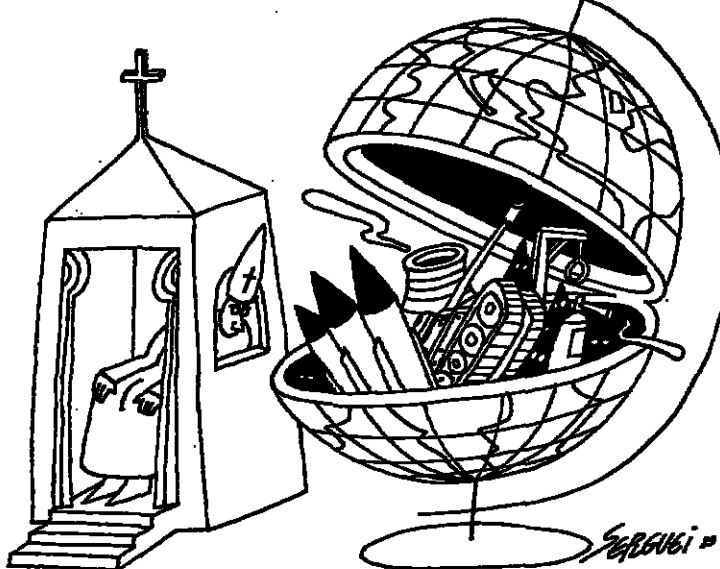
Pour débattre de la paix et de l'environnement

Toutes les Eglises européennes tiennent à Bâle une conférence sans précédent

C'est la première fois depuis... la Réforme du XVI^e siècle : un rassemblement de toutes les Eglises chrétiennes - catholique, réformées, anglicanes, orthodoxes - de l'Europe de l'Est et de

l'Ouest à Bâle (Suisse), à partir du lundi 15 mai et jusqu'au dimanche 21. Sept cents délégués de la Conférence européenne des Eglises chrétiennes (KEK) et du Conseil des conférences épiscopales

européennes (CCEE) vont tenter de définir une attitude commune sur les questions de « Paix, justice et sauvegarde de la Création », thème de ce rassemblement (1).



L'un des plus fameux conciles oecuméniques s'était ouvert à Bâle en 1431. Un siècle plus tard, Erasme, l'écrivain catholique hollandais, était enterré dans la cathédrale de la ville, alors dévouée au culte réformé. C'est à Bâle aussi qu'ont travaillé et que sont morts, à vingt ans de distance, deux théologiens suisses parmi les plus remarquables du vingtième siècle, le protestant Karl Barth et Hans Urs von Balthasar, décédé il y a un an à la veille du concile œcuménique de Vatican II où le pape devait le créer cardinal.

D'autres raisons symboliques, mais plus matérielles, ont intervenues dans le choix de Bâle pour ce « sommet » d'Eglises chrétiennes consacré à la justice économique et à « la sauvegarde de la Création », c'est-à-dire de l'environnement. La Banque des règlements internationaux est installée à Bâle. On se rappelle également la gigantesque pollution du Rhin survenue le 1^{er} novembre 1986 dans la capitale de la chimie helvétique (« Tchernobyl »), à la suite d'un accident chez Sandoz.

Ambitieuse, cette première assemblée interconfessionnelle et intereuropéenne voulait prendre au départ le nom de concile oecuménique de la paix, selon une idée chère au physicien protestant Carl Friedrich von Weizsäcker, frère du président de la République fédérale d'Allemagne. Mais pour ne pas froisser les susceptibilités de l'Eglise catholique, la qualification de concile n'a pas été retenue.

Réputée traîner les pieds en matière oecuménique, la hiérarchie catholique n'a, dans ce rassemblement de Bâle, qu'un engagement limité. L'initiative vient des cent vingt-six Eglises réformées, luthériennes, orthodoxes, anglicanes groupées dans la KEK (Conférence européenne des Eglises) et, conjointement, des vingt-six conférences épiscopales catholiques de l'Europe de l'Est et de l'Ouest, fédérées dans un Conseil actuellement présidé par le cardinal Martini,

archevêque de Milan, qui n'est qu'un organisme de liaison. Le Vatican n'est pas présent en tant que tel.

Un autre rassemblement, mondial cette fois, sur les mêmes thèmes est prévu en mars 1990, à Séoul (Corée du Sud), à la seule initiative du Conseil oecuménique des Eglises de Genève (COE), représentant plus de trois cents Eglises non-catholiques dans le monde.

Impasses théologiques

Quand le COE avait demandé au Vatican de s'associer à la convocation de ce rassemblement, il s'était vu opposer une fin de non-recevoir. Préfet de la liturgie romaine pour la doctrine de la foi, le cardinal Ratzinger avait répondu au pasteur Emilio Castro, secrétaire général du COE, que le Conseil oecuménique des Eglises et l'Eglise catholique ne pouvaient pas être placés sur un pied d'égalité.

Ces subtilités théologiques mises à part, de telles rencontres internationales sont destinées à relancer un mouvement oecuménique qui tend à s'enliser dans le labyrinthe de discussions interminables sur la reconnaissance mutuelle - par les Eglises chrétiennes divisées - des ministères ou des sacrements. Mis en œuvre en 1983 lors de la sixième assemblée générale du Conseil oecuménique des Eglises, à Vancouver (Canada), le processus actuel consiste à sortir des impasses théologiques et à tenter de mobiliser les chrétiens séparés sur quelques grands objectifs communs, comme la justice, le désarmement ou l'environnement.

Ce projet finit par faire son chemin, à un moment favorable : une certaine liberté de parole commence à se manifester dans les Eglises de l'Est, notamment orthodoxes en Union soviétique. A l'Ouest, l'approche de l'échéance européenne du 1^{er} janvier 1993 fait craindre aux Eglises, toutes confessions réunies,

une sorte de « kidnapping » de l'Europe au seul profit des Douze. Les nombreuses réunions préparatoires qui se sont tenues dans toutes les Eglises concernées, aux Pays-Bas comme en Allemagne de l'Est ou en Espagne et, plus modestement, en France, ont mis en relief les grandes questions sur lesquelles les chrétiens européens devraient parler d'une seule voix : l'endettement des pays pauvres, le « viol massif » des droits de l'homme, les limites de la dissuasion nucléaire, l'apartheid en Afrique du Sud, les manipulations génétiques, les catastrophes écologiques, les menaces de destruction de la couche d'ozone, etc. Sur des points comme la dissuasion nucléaire ou l'Afrique du Sud, l'accord n'est pas acquis d'avance.

Traitant des droits de l'homme, de la lutte contre les discriminations et de la liberté religieuse, le document final de la récente conférence internationale de Viennne sur la coopération et la sécurité en Europe servira de base indicative aux délégués chrétiens de Bâle. Du côté catholique, des craintes ont été exprimées quant à une éventuelle « manipulation » de la doctrine par les Eglises de l'Est. « En tant que chrétiens, nous ne pouvons donner notre soutien à aucune idéologie de progrès », dit pourtant le texte préparatoire de la conférence de Bâle, et nous ne pouvons pas partager la confiance aveugle dans les réussites humaines. Mais nous refusons aussi de suivre ceux qui s'abandonnent au sentiment d'impuissance, à la résignation ou au désespoir ».

HENRI TINCO.

(1) Les délégués ont été désignés par les différentes Eglises. La délégation française à Bâle comprend trente-huit catholiques, des experts, des théologiens, des responsables de mouvements, ainsi que douze représentants des Eglises luthériennes et réformées de France et d'Alsace et trois orthodoxes.

Agression raciste devant le foyer Sonacotra de Nice

Un pensionnaire tunisien laissé pour mort par trois jeunes gens

NICE de notre correspondant

Un ouvrier agricole nigéri, Jean-Baptiste Ghigo, dix-huit ans, et deux de ses amis, arrêtés après avoir gravement blessé mercredi 10 mai, à Nice, de plusieurs balles de 22 long rifle, un ressortissant tunisien, Hocène Ben Hadjemor, trente ans, ont été inculpés, vendredi soir 12 mai, de tentative d'homicide volontaire à caractère raciste, et de complicité. M. Ghigo a été écroué.

Mercredi dernier, vers 6 h 30, le jeune ouvrier agricole, se trouvant avec ses deux complices, Jean-François Lesbros, vingt et un ans, et Carmelo Monteleone, dix-neuf ans, à bord d'une 4 L Renault, avait tiré avec une carabine sur Hocène Ben Hadjemor, qui sortait du foyer Sonacotra de Nice. Puis Jean-Baptiste Ghigo était descendu de la voiture, s'était dirigé vers

sa victime et lui avait tiré, à bout portant, deux balles de 22 long rifle en pleine tête. Après quoi les trois hommes prenaient la fuite tandis que l'ouvrier tunisien, transporté peu après à l'hôpital Saint-Roch, y était admis dans un état critique, considéré par les médecins comme cliniquement mort.

L'enquête, qui dans un premier temps avait privilégié la thèse d'un règlement de comptes entre petits dealers, devait le soir même aboutir à l'interpellation de Jean-Baptiste Ghigo domicilié à proximité du foyer Sonacotra et de ses deux complices.

Lors de son audition par les enquêteurs, le jeune ouvrier agricole a reconnu les faits et expliqué en substance aux policiers qu'il était excédé par la présence des immigrés trop envahissants et tenus pour responsables de différents petits vols dont il avait été victime.

MICHEL VIVÉS.

JUSTICE

Après la fermeture de l'établissement

Détournement de fonds au casino de Bagnol : sept personnes inculpées et écrouées

M. Jean Tomi, maire de Tasso (Corse-du-Sud) et principal actionnaire du casino de Bagnol (Var), son épouse, Simone Tomi et leur fils Jean-Yves, ainsi que quatre responsables de cet établissement de jeux MM. Jean-François Scarnachi, chef caissier, Pierre Lanfranchi, ancien PDG du casino et maire de Guttera-Bains (Corse-du-Sud), Jacques Mandoloni, caissier, et Jean-Dominique Mandolini, membre du comité de direction, ont été inculpés, vendredi 12 mai, de détournement de produits de jeux, abus de biens sociaux, recel et écroués.

Ces inculpations font suite à l'enquête ouverte il y a plusieurs mois après que la découverte d'un détournement de près de 15 millions de francs dans la comptabilité de l'établissement. Le dossier confié à M^{me} Rose-Marie Parrau, juge d'instruction à Toulon, avait déjà abouti à l'arrestation et à l'inculpation de cinq croupiers et du comptable du

casino qui avait été fermé au mois de novembre 1988 après que le ministère de l'Intérieur lui ait retiré son agrément.

● Extradition vers la Belgique d'un malfaiteur yougoslave. — Arrêté le 14 février en gare de Metz, Bassi Bajramina, un malfaiteur yougoslave soupçonné par la police belge d'avoir été mêlé à l'enlèvement de l'ancien premier ministre Paul Vanden Boeynants, a été extradé par les autorités françaises vendredi 12 mai vers la Belgique. La justice de ce pays avait sollicité l'extradition de Bassi Bajramina, déjà condamné par défaut à dix ans de prison pour association de malfaiteurs et soupçonné d'avoir participé à l'organisation de l'évasion au mois d'août 1987 de Patrick Heermans, une « figure » du banditisme belge.

DÉFENSE

Les Pays-Bas suspendent leurs commandes d'armes à la France

AMSTERDAM de notre correspondant

Les députés néerlandais ont décidé vendredi 12 mai de geler diverses commandes de matériel militaire prévues par le secrétaire d'Etat à la Défense pour un montant de 4,5 milliards de florins (13,5 milliards de francs). Cette décision s'explique par la démission récente du gouvernement qui est toujours en place mais qui ne peut qu'expédier les affaires courantes jusqu'à la constitution d'un nouveau cabinet à l'automne. Elle signifie la mise entre parenthèses de deux opérations intéressantes au premier chef : le groupe français Thomson-CSF.

Il s'agit tout d'abord de l'achat de quatre systèmes d'armes sol-air Crotale destinés à la protection des bases aériennes néerlandaises. Cette commande qui portait sur environ

850 millions de francs avait été soumise à l'approbation de la chambre le 10 avril dernier (le Monde du 12 avril). C'est au nouveau Parlement, élu le 6 septembre prochain, qu'il reviendra de se prononcer.

La future assemblée devra également dire ce qu'elle pense de la candidature de Thomson à la fourniture à l'armée de terre des Pays-Bas d'une version « sur mesure » de l'Atilla II, un système de tir d'artillerie assisté par ordinateur (le Monde du 15 février). Ce marché d'une valeur globale de 520 millions de francs devait être attribué par transaction à la fin de l'année. Mais le vainqueur de l'appel d'offres lancé par les autorités de La Haye ne pourra être désigné que par la nouvelle équipe gouvernementale qui ne sera pas installée avant le mois d'octobre au plus tôt.

C. C.

PDG du groupe SNECMA

Le général Capillon se prononce pour le maintien du projet de missile mobile

La commission de la Défense de l'Assemblée nationale, le général Bernard Capillon, président-directeur général du groupe aéronautique SNECMA, a fait part de ses inquiétudes devant le projet, prêt au gouvernement, de retarder le lancement du programme de missile mobile S-4 destiné à remplacer les missiles fixes entrés en phase d'Albion. Suspendu l'an dernier par le ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement, pour des raisons stratégico-financières, le programme S-4 concerne la mise au point, pour 1996, d'un missile déplaçable. Monté sur un semi-remorque et doté d'une plate-forme de tir, le missile S-4 serait normalement stocké et siloé dans des bases militaires pour le rendre moins vulnérable, avant, si les circonstances devaient l'exiger, d'être mis en mouvement pour gagner des sites tenus secrets de lancement éventuel.

Le groupe SNECMA est associé à ce programme de l'armée de l'air,

dont le général Capillon fut précédemment chef d'état-major, par l'intermédiaire de l'une de ses filiales, la Société européenne de propulsion (SEP), qui s'occupe de concevoir des propulseurs spatiaux civils et militaires.

Selon le général Capillon, le report du programme S-4 aurait pour conséquence de disperser les équipes de recherche et de faire perdre son savoir-faire à la SEP si, de surcroît, le gouvernement choisissait de retarder également, au-delà de l'an 2005, le lancement du programme de missile M-5 destiné à équiper les sous-marins stratégiques de nouvelle génération du type le Triomphant.

Plus généralement encore, le PDG de la SNECMA a estimé que le missile S-4 présentait un intérêt potentiel majeur, celui d'être un système d'arme nucléaire au service d'une défense européenne qui s'appuierait sur l'existence de la dissuasion française.

ENVIRONNEMENT

Après la découverte d'un trafic de déchets toxiques

Le Canada contrôle le carburant en provenance des Etats-Unis

MONTREAL de notre correspondante

Le gouvernement canadien a décidé, vendredi 12 mai, de fermer les deux tiers de ses postes-frontières à l'importation de carburant en provenance des Etats-Unis pour empêcher un réseau clandestin d'écouler des produits toxiques subrepticement mélangés à de l'essence ou du fuel.

Le quotidien torontois The Globe and Mail avait révélé en début de semaine (le Monde du 10 mai) que des individus peu scrupuleux, nachebant des produits de la famille du pyralène - les polychlorobiphényles, qui dégagent en brûlant des substances cancérigènes, - des solvants et des huiles usées à des entreprises qui se débarrassaient ainsi, à bon compte, de ces produits toxiques. Ces derniers étaient versés dans des conteneurs qui allaient ensuite faire le plein de carburant aux raffineries canadiennes ou américaines. Puis le mélange contaminé était cédé à bas prix à des usines et à des stations-service de l'Ontario, du Québec et du nord des Etats-Unis.

Une enquête est en cours dans l'Etat de New York. Un porte-parole du FBI a indiqué que ce trafic avait depuis plus de deux ans. Accusé par l'opposition de laisser le Canada devenir un « dépôt de produits toxiques », le ministre canadien de l'environnement,

Abeilles en folie

Sortie de leurs huit ruches pour une raison inconnue, quatre cent mille abeilles appartenant à un apiculteur de Moissac (Tarn-et-Garonne) ont semé la terreur dans un hameau, vendredi 12 mai. Les insectes ont pris en chasse tout ce qui bougeait. Un chien et une chapeau d'automne de basse-cour ont succombé aux piqûres tandis que les habitants se cloquaient chez eux. L'apiculteur a finalement calmé ses abeilles en les arrosant d'eau et leur a fait regagner les ruches qui ont été déplacées dans un bois voisin.

SPORTS

JUDO : championnats d'Europe

Dix Français sur seize qualifiés à Helsinki

HELSINKI de notre correspondant

Dix combattants français sur les seize engagés ont passé avec succès le cap des tours éliminatoires des championnats d'Europe de judo, disputés du jeudi 11 mai au dimanche 14, à Helsinki (Finlande). Ces dix combattants se sont qualifiés pour les demi-finales dans leurs catégories respectives : il s'agit de cinq garçons (Philippe Pradayrol, Bruno Carabetan, Marc Alexandre, champion olympique l'an dernier, Fabien Canu et Roger Vachon) et de cinq filles (Cécile Nowak, Dominique Brun, Cathy Arnaud, Catherine Fleury et Aline Batailler).

Depuis deux ans, les championnats d'Europe sont disputés sur quatre journées, les deux premières étant réservées aux tours préliminaires et les deux dernières aux phases finales, pour des raisons de retransmissions télévisées. Les judokas qualifiés pour les phases finales doivent donc patiner deux jours entre leurs premiers combats et les matchs décisifs, ce qui ne va pas sans poser de nombreux problèmes. Les compétitions de judo se déroulent, en effet, traditionnellement en une journée, seuls les championnats d'Europe faisant jusqu'ici exception.

« Cela modifie totalement l'approche psychologique de la compétition », estime Serge Feist,

entraîneur de l'équipe de France masculine. Mais cette interruption peut servir à ceux qui ont besoin de récupérer entre leurs combats, comme Roger Vachon, qui rencontre ici des adversaires nettement plus lourds que lui. L'entraîneur de l'équipe de France féminine, Christian Dyot, partage ce point de vue, il ajoute : « Les combattants sont obligés de descendre à deux reprises au poids de leur catégorie et de passer deux nuits de « gamberge » au lieu d'une. Une compétition de judo doit se dérouler sur une journée ».

G. V. K.

● FOOTBALL : championnat de France. — En match avancé de la trente-sixième journée du championnat de France, l'équipe du Paris-Saint-Germain a battu, vendredi 12 mai au Parc des Princes, l'équipe de Laval par 3 à 0. Grâce à cette victoire, le club parisien a repris la tête du championnat avec un point d'avance sur l'Olympique de Marseille.

● TENNIS : Internationaux d'Italie. — La Française Nathalie Tauziat, trentième joueuse mondiale, s'est qualifiée vendredi 12 mai pour les demi-finales des Internationaux d'Italie, comptant pour le circuit féminin, en battant en quart de finale l'Autrichienne Judith Wiesner 1-6, 6-2, 6-2.

« Une vision démente »

Le SNUDI, qui défend une conception conservatrice de l'école, lieu de transmission des connaissances qui doit être préservé des influences extérieures notamment de celle des parents d'élèves et des entreprises, au nom d'une stricte laïcité, accuse ses minoritaires de professer une « vision démente » de l'enseignement, notamment lorsqu'ils accusent le projet de loi de M. Jospin de vouloir « détruire l'enseignement public ». Après une spéculation perçue en 1984, au moment de l'offensive de FO dans l'éducation nationale, ses syndicats d'enseignants ont connu un très net tassement aux dernières élections professionnelles de 1987, avec 7,4 % des voix chez les instituteurs (contre 11,4 % trois ans plus tôt) et 8,2 % dans le second degré (contre 14,8 %).

Chronologie

ETRANGER

1^{er}. - **NAMIBIE** : Le jour où devait débuter le processus d'indépendance, des maquisards du Mouvement de libération de la SWAPO s'infiltrent à partir de l'Angola en violation des accords de New-York du 22 décembre 1988. Les combats, qui font près de trois cents morts, cessent le 9 après un accord tripartite prévoyant le retrait des maquisards. Ce retrait n'est cependant pas achevé à la fin du mois (du 1^{er} au 17, 21, 23-24, 26 et du 28/IV au 2/V).

2. - **FINANCES MONDIALES** : La volonté exprimée par les membres du groupe des Sept, réunis à Washington, de s'opposer à la hausse du dollar provoque, le 3, un repli de la monnaie américaine qui avait atteint 1,89 DM, 132 yens et 6,39 F le 31 mars à Paris. D'autre part, les ministres des finances des sept pays les plus industrialisés apportent leur soutien à une initiative en faveur de l'allègement de la dette des pays en voie de développement. Les 3 et 4, ces nouvelles stratégies sont aussi approuvées par les instances du FMI (du 2 au 6 et 9/10).

2. - **TUNISIE** : Le président Ben Ali obtient 99,27 % des suffrages à l'élection présidentielle, tandis qu'aux législatives, le Rassemblement constitutionnel démocratique, remporte les cent quarante et un sièges de députés, en dépit d'une nette poussée des islamistes (du 1^{er} au 6, 11, 13 et 16/17).

2-4. - **CUBA-URSS** : M. Mikhail Gorbachev, en visite officielle à Cuba, redéfinit la politique soviétique à l'égard de l'Amérique centrale. Avec M. Fidel Castro, le caractère « fraternel et indissoluble de l'amitié » entre l'URSS et Cuba est réaffirmé, ainsi que le « droit de chaque pays de défendre sa conception du socialisme » (du 1^{er} au 7).

2-4. - **HAÏTI** : Une tentative de coup d'Etat contre le général Prosper Avril échoue après de durs affrontements entre militaires (4, 5, et du 7 au 12).

3-7. - **ONU** : Le comité de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation) sur la sécurité alimentaire mondiale, réuni à Rome, s'inquiète du recul de l'aide alimentaire et des stocks céréalières (4 et 11).

4. - **ESPAGNE** : L'organisation séparatiste basque ETA rompt les conversations engagées à Alger avec le gouvernement espagnol et annonce la fin de la trêve observée depuis le 8 janvier. Tandis que les attentats reprennent, Madrid renforce la coopération antiterroriste avec Paris et Alger (2, 3, 5, 6, 9-10, du 12 au 22, 26, 28 et 29).

5. - **CAMBODGE** : Le Vietnam annonce que toutes ses troupes auront quitté le Cambodge le 30 septembre. Tandis que le prince Sihanouk accepte à nouveau de rencontrer M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, ce dernier fait approuver, les 29 et 30, une révision de la Constitution qui transforme la République populaire du Kampuchéa en un Etat du Cambodge « neutre, pacifique et non aligné » (du 2 au 11, 14, 15, 22, 27, 28 et 29/IV, 3/V).

5. - **LIBAN** : Alors que de très violents duels d'artillerie se poursuivent depuis trois semaines entre les secteurs chrétiens et musulmans de Beyrouth, M. Mitterrand en appelle à « la conscience universelle » et le gouvernement français décide de « proposer aux autorités libanaises une assistance médicale et humanitaire pour les populations victimes des affrontements ». M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, se rend à Beyrouth le 11, mais ce n'est qu'après de difficiles négociations avec les alliés libanais de la Syrie qu'il parvient à faire accepter cette aide « destinée à tous les Libanais ». Douze blessés chrétiens, le 14, soixante-dix-sept blessés musulmans, le 18, sont transportés à bord du navire-hôpital la Rance avant de gagner la France. En dépit de fragiles accalmies, les bombardements continuent tout le mois, faisant près de trois cents morts. Le 28, la Ligue arabe décrète un cessez-le-feu « définitif » qui n'est pas plus respecté que les précédents (à partir du 2).

5. - **POLOGNE** : Les travaux de la table ronde pouvoir-opposition, commencés le 6 février, s'achèvent sur un accord « historique » qui prévoit le rétablissement du pluralisme syndical, une démocratisation des institutions politiques et l'entrée de l'opposition au Parlement, devenu bicaméral. Après la réélection de Solidarité, le 17, le général Jaruzelski et M. Lech Walesa se rencontrent le 18 pour la première fois depuis novembre 1981. Les Occidentaux répondent favorablement aux demandes d'assistance : le 17, le président Bush annonce le plan d'aide américain, d'un montant global de 1 milliard de dollars, tandis que M. Roland Dumas, en visite à Varsovie le 17 et 18, promet le soutien économique de la France (du 5 au 13, 15 et du 18 au 25/IV, 3/V).

6. - **PROCHE-ORIENT** : M. Itzhak Shamir, en visite aux Etats-Unis du 4 au 14, présente au président Bush son projet d'élections en Cisjordanie et à Gaza, qui permettraient de désigner les représentants palestiniens à des négociations portant d'abord sur un régime d'autonomie provisoire puis sur un statut définitif pour les territoires occupés. Ces propositions, jugées « très encourageantes » à Washington, sont rejetées par l'OLP (5, du 7 au 10, du 16 au 21, 26, 28 et 30/IV-2/V).

6-9. - **DJIBOUTI** : Des pluies diluviennes dévastent la capitale et provoquent la mort d'au moins huit personnes (11, 12, 15 et 28).

7. - **AUTRICHE** : Quatre aides soignants de l'hôpital de Lainz, près de Vienne, sont arrêtés. Elles sont soupçonnées d'avoir tué plusieurs dizaines de vieillards (du 9 au 12 et 29).

7. - **COMMERCE INTERNATIONAL** : Les Etats-Unis renouent à tenter d'imposer à la CEE la suppression totale des subventions aux exportations agricoles, lors de la réunion ministérielle du GATT, à Genève, du 5 au 8. Le compromis conclu entre Washington et la CEE permet de relancer les négociations multilatérales de l'Uruguay Round bloquées depuis l'échec de la conférence de Montréal en décembre 1988 (du 8 au 11).

7. - **EST-OUEST** : M. Gorbachev, en visite officielle du 5 au 7 en Grande-Bretagne, met en garde les pays de l'OTAN contre une décision de modernisation des armes nucléaires à courte portée en Europe. Avant le sommet de l'OTAN des 29 et 30 mai, cette question oppose Washington et Londres, partisans de la modernisation, à Bonn, qui demande l'ouverture de négociations avec Moscou en vue de la réduction du nombre de ces armes (du 6 au 10, 13, 14, 16-17, 18 et du 21/IV au 3/V).

7. - **MER DE NORVEGE** : Quarante-deux marins soviétiques meurent dans le naufrage d'un sous-marin nucléaire après un incendie. Bien que toute possibilité de pollution radioactive semble exclue, Moscou annonce son intention de renflouer le bâtiment (du 9 au 13).

9. - **URSS** : A Tbilissi, capitale de la Géorgie, les forces de l'ordre chargent avec violence des manifestants nationalistes, provoquant la mort d'au moins vingt personnes. M. Edouard Chevardnadze, ministre des affaires étrangères, lui-même géorgien et ancien ministre soviétique du parti local, est dépeché sur place : il affirme que le Kremlin n'est en rien impliqué dans la répression et s'engage à ce que « tous les coupables soient sanctionnés » (4, du 9 au 20, 23-24, 26 et 28).

9. - **URSS** : Le deuxième tour des élections législatives en URSS, organisé dans 64 des 750 circonscriptions, alors que dans 199 autres il est fixé au 14 mai, est marqué par de nouvelles victoires des réformateurs (8, 12 et 22).

10. - **ITALIE** : Les élections Mondadori, contrôlées par M. Carlo De Benedetti, acquièrent le groupe Espresso, devenant ainsi le plus important groupe de presse avec le quotidien la Repubblica et les hebdomadaires l'Espresso et Panorama (12 et 13).

12. - **ETATS-UNIS-GRANDE-BRETAGNE** : Les

Avril 1989 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par EDOUARD MASUREL

groupes pharmaceutiques britanniques Beecham et américain Smith-Kline fusionnent pour devenir le numéro deux mondial des fabricants de médicaments (4, 13 et 14).

12. - **ETATS-UNIS** : Mort du célèbre joueur Ray Sugar Robinson, dont la carrière professionnelle dura de 1940 à 1965 (14 et 15).

13. - **FRANCE-RFA** : Franco-Allemand et Siemens signent un accord de coopération pour l'exportation de centrales nucléaires alors que les commandes subissent un fort ralentissement (6, 7, 8 et 14).

13. - **ISRAËL** : La mort de cinq Palestiniens, tués par des gardes-frontières lors d'une « opération de persécution » dans le village de Nahalin en Cisjordanie, relance la violence dans les territoires occupés : en cinq jours, au moins treize Palestiniens sont tués dans des affrontements avec l'armée (4 et du 8 au 29).

14. - **ETATS-UNIS** : La Maison Blanche et le Congrès parviennent à un accord sur le budget 1990. Le déficit, qui a atteint 155,1 milliards de dollars en 1988, devrait être limité à 99,4 milliards sans que les impôts soient augmentés. Le 25, les crédits de la défense sont réduits de près de 10 milliards après un nouveau compromis avec le Congrès sur les missiles stratégiques (16-17, 25, 27 et 29).

15. - **CHINE** : Mort de Hu Yaobang, qui avait été démis en janvier 1989 de ses fonctions de secrétaire général du PC en raison de ses idées trop réformistes. Son décès est suivi à Pékin de nombreuses manifestations d'étudiants en faveur de la libéralisation du régime. Cette agitation, qui bénéficie du soutien de la population mais est violemment critiquée par le pouvoir, entraîne le 27, après l'interdiction de manifester, cinq cent mille jeunes défilent dans le centre de Pékin en scandant des slogans contre la corruption et pour la démocratie. A partir du 29, les autorités acceptent d'engager le dialogue avec les étudiants contestataires (13 et à partir du 16).

15. - **GRANDE-BRETAGNE** : Dans le stade de Sheffield, quatre-vingt-cinq supporters de Liverpool meurent étouffés ou piétinés avant un match de football entre leur équipe et Nottingham-Forest. La police avait laissé entrer des spectateurs sans billets, dans un stade déjà surchargé (du 18 au 22).

16. - **URUGUAY** : 53 % des électeurs approuvent par référendum l'amnistie accordée aux militaires accusés de violations des droits de l'homme pendant la dictature de 1973 à 1985 (15, 18 et 19).

17. - **CEE** : Le rapport du « comité Delors » propose trois étapes pour parvenir à l'union économique et monétaire. Londres refuse d'envisager la rédaction d'un nouveau traité, jugé essentiel par le « comité Delors » afin de permettre les transferts de souveraineté qu'impliquent l'union monétaire et la mise en place d'un système fédéral de banque centrale (15, 18, 19, 20 et du 25 au 28).

18. - **AERONAUTIQUE** : La société irlandaise de location GPA commande 308 avions pour 17 milliards de dollars, tandis que, le 26, United Airlines, une des premières compagnies américaines, annonce l'achat de 310 Boeing pour 15,7 milliards de dollars, confinant ainsi l'essor actuel de l'aviation civile mondiale (14, 20 et 28).

18-21. - **JORDANIE** : Des émeutes contre les hausses de prix et la politique d'austérité font au moins huit morts. Le 27, le roi Hussein

nomme premier ministre le maréchal Zeid Ben Chaker après la démission, le 24, de M. Zeid Rifai (du 20 au 26, 28 et 29).

19. - **ETATS-UNIS** : Une explosion à bord du cuirassé Iowa provoque la mort de quarante-sept marins (21).

19-20. - **FRANCE-RFA** : Lors du cinquante-troisième sommet franco-allemand à Paris, MM. Kohl et Mitterrand président la première réunion du Conseil de défense et de sécurité (6, 20, 21 et 22).

20. - **RFA** : La Bundesbank relève le taux d'escompte allemand de 4 % à 4,5 %. Les partisans de la RFA critiquent cette décision qui donne la priorité à la lutte contre l'inflation aux dépens de la concertation internationale (22 et 23-24).

22-23. - **MAURITANIE-SENEGAL** : Des commerçants venus par des Mauritaniens sont pillés à Dakar. En représailles, au moins deux cents Sénégalais sont massacrés, les 24 et 25, à Nouakchott et Nouadhibou. Les 27 et 28, des dizaines de Mauritaniens sont tués à Dakar. A partir du 29, un pont aérien est mis en place pour rapatrier les crédits de la défense saoudite un différend entre M. Rocard et M. Chevènement (14, 15, 19, 21, 22 et du 25 au 29).

17. - **L'Indice CAC** de la Bourse de Paris s'inscrit à 465, battant son record du 26 mars 1987. A New York, l'indice Dow Jones franchit le 21, la barre des 2 400 points pour la première fois depuis octobre 1987, tandis qu'à Tokyo l'indice Nikkei vole de record en record, atteignant 33 713 le 28, en hausse de 12 % en quatre mois (16-17, 18, 23-24 et 30/IV-2/V).

18. - **L'Etat lance son premier emprunt en ECU**. D'un montant d'environ 7 milliards de francs et d'une durée de 8 ans, il obtient un très bon succès (13, 16-17, 19 et 23-24).

18. - **Le gouvernement suspend** sa position sur l'importation des automobiles japonaises en partie fabriquées en Europe et décide d'accepter les investissements en France des constructeurs japonais (du 19 au 22).

19. - **L'Assemblée nationale** adopte en première lecture le projet de réforme de la COB et des OPA. Un amendement socialiste, accepté par le gouvernement, prévoit un allègement de la fiscalité de l'opération en autorisant les SICAV d'obligations à capitaliser leurs intérêts (6, 13, 20 et 21).

19. - **L'INSEE** annonce un taux de croissance pour 1988 de 3,7 %, le plus élevé depuis 1976 (8 et 20).

20. - **M. Rocard**, invité de l'émission « Questions à domicile » sur TF1, fait le bilan de son action.

20. - **Belgique** : Le tribunal correctionnel de Bruxelles prononce un verdict d'acquittement contre les responsables du drame du Heyzel qui avait fait trente-neuf morts le 29 mai 1985, lors de la finale de la Coupe d'Europe de football. Seize inculpés, dont quatorze supporters britanniques, sont condamnés à des peines assorties de sursis (18, 29 et 30/IV-2/V).

21. - **VATICAN** : Jean-Paul II se rend à Madagascar, puis à la Réunion les 1^{er} et 2 mai, ainsi qu'en Zambie et au Malawi jusqu'au 6 mai (du 29/IV au 8/V).

21. - **Mort de l'acteur Charles Vanel**, qui avait joué dans plus de deux cents films de 1912 à 1987 (16-17).

21. - **Mort de Bernard-Marie Koltès**, auteur dramatique (18 et 19).

18. - **M. François Mitterrand**, inaugurant une exposition sur « Les savants et la Révolution » à la Cité des sciences de La Villette, annonce la prochaine entrée au Panthéon de Condorcet, de l'abbé Grégoire et de Monge (20 et 26).

19. - **Mort de Daphné Du Maurier**, romancière anglaise (21).

20. - **Docteur Faust**, de Ferruccio Busoni, est créé en français à l'Opéra de Paris, avec Jean-Philippe Lafont dans le rôle-titre (13 et 25).

24. - **Mort de Johnny Stark**, champion de plusieurs vedettes de la musique (26).

29. - **Mort de Sergio Leone**, cinéaste italien (3/V).

FRANCE

11. - Alors que la grève des fonctionnaires en Corse entame sa huitième semaine, le gouvernement suspend les négociations et décide l'attribution d'une indemnité compensatoire de transport, dont il fixe unilatéralement le montant. Le 12, tandis que douze mille personnes manifestent à Bastia, M. Rocard déclare à l'Assemblée nationale qu'il souhaite toujours « une issue négociée », mais affirme qu'il faut abandonner « l'idée que, lorsqu'une catégorie sociale descend dans la rue, l'Etat paie ». A partir du 17, le travail reprend très progressivement. Le conflit n'est complètement terminé que le 2 mai, jour de l'installation à Ajaccio des quatre tables rondes destinées à favoriser un « traitement en fond » des problèmes de la Corse (du 2 au 30/IV, 3 et 4/V).

12. - **M. Claude Evin** présente la politique de santé du gouvernement. Les objectifs sont d'intensifier la prévention, de développer les droits des malades, de décongestionner l'hôpital, de mieux contrôler les médicaments et les honoraires des médecins (13).

15. - **M. Michel Rocard** fixe, dans une lettre à ses ministres, les objectifs pour le budget 1990. Il souhaite ramener le déficit budgétaire « autour de 90 milliards de francs » et donne la priorité à l'éducation nationale et à la recherche. Une réduction des effectifs de 1,5 % dans l'administration est prévue pour compenser les créations d'emplois dans l'enseignement et la justice. L'éventualité d'une nette diminution de la consommation des crédits de la défense suscite un différend entre M. Rocard et M. Chevènement (14, 15, 19, 21, 22 et du 25 au 29).

17. - **L'Indice CAC** de la Bourse de Paris s'inscrit à 465, battant son record du 26 mars 1987. A New York, l'indice Dow Jones franchit le 21, la barre des 2 400 points pour la première fois depuis octobre 1987, tandis qu'à Tokyo l'indice Nikkei vole de record en record, atteignant 33 713 le 28, en hausse de 12 % en quatre mois (16-17, 18, 23-24 et 30/IV-2/V).

18. - **L'Etat lance son premier emprunt en ECU**. D'un montant d'environ 7 milliards de francs et d'une durée de 8 ans, il obtient un très bon succès (13, 16-17, 19 et 23-24).

18. - **Le gouvernement suspend** sa position sur l'importation des automobiles japonaises en partie fabriquées en Europe et décide d'accepter les investissements en France des constructeurs japonais (du 19 au 22).

19. - **L'Assemblée nationale** adopte en première lecture le projet de réforme de la COB et des OPA. Un amendement socialiste, accepté par le gouvernement, prévoit un allègement de la fiscalité de l'opération en autorisant les SICAV d'obligations à capitaliser leurs intérêts (6, 13, 20 et 21).

19. - **L'INSEE** annonce un taux de croissance pour 1988 de 3,7 %, le plus élevé depuis 1976 (8 et 20).

20. - **M. Rocard**, invité de l'émission « Questions à domicile » sur TF1, fait le bilan de son action.

20. - **Belgique** : Le tribunal correctionnel de Bruxelles prononce un verdict d'acquittement contre les responsables du drame du Heyzel qui avait fait trente-neuf morts le 29 mai 1985, lors de la finale de la Coupe d'Europe de football. Seize inculpés, dont quatorze supporters britanniques, sont condamnés à des peines assorties de sursis (18, 29 et 30/IV-2/V).

21. - **VATICAN** : Jean-Paul II se rend à Madagascar, puis à la Réunion les 1^{er} et 2 mai, ainsi qu'en Zambie et au Malawi jusqu'au 6 mai (du 29/IV au 8/V).

21. - **Mort de l'acteur Charles Vanel**, qui avait joué dans plus de deux cents films de 1912 à 1987 (16-17).

21. - **Mort de Bernard-Marie Koltès**, auteur dramatique (18 et 19).

18. - **M. François Mitterrand**, inaugurant une exposition sur « Les savants et la Révolution » à la Cité des sciences de La Villette, annonce la prochaine entrée au Panthéon de Condorcet, de l'abbé Grégoire et de Monge (20 et 26).

19. - **Mort de Daphné Du Maurier**, romancière anglaise (21).

20. - **Docteur Faust**, de Ferruccio Busoni, est créé en français à l'Opéra de Paris, avec Jean-Philippe Lafont dans le rôle-titre (13 et 25).

24. - **Mort de Johnny Stark**, champion de plusieurs vedettes de la musique (26).

29. - **Mort de Sergio Leone**, cinéaste italien (3/V).

Face à une économie qu'il estime « convalescente », il souligne que son « obsession » reste la lutte contre le chômage. Dans la perspective du marché unique, il affirme : « La France ne veut pas d'une Europe sans règles du jeu » (du 20 au 24).

20. - **Le CSA attribue** les cinq canaux du satellite TDF1 à six chaînes thématiques : le SEPT, Canal Plus (doublé), Canal Plus Allemagne, Sport 2/3 et Canal enfants liés à Eurocomique. Aucune des cinq propositions de TF1 n'a été retenue, alors que Canal Plus est actionnaire de trois des chaînes choisies et A 2 comme FR 3 de deux (du 5 au 10, 14, 22, 23 et 26).

22-23. - **La convention nationale du PS** approuve la composition de la liste socialiste pour les européennes conduites par M. Laurent Fabius (du 4 au 10, 20, 21, 25, 26 et 29).

25. - **La commission Girardet** sur la sécurité routière remet au gouvernement un Livre blanc qui suggère des mesures radicales pour modifier en profondeur les comportements des automobilistes (20, 26 et 27).

25. - **En mars**, le nombre de chômeurs a diminué de 0,2 %, le déficit du commerce extérieur a été de 263 millions de francs et le prix est augmenté de 0,3 % (15, 27, 29 et 30/IV-2/V).

26. - **Mme Georgina Dufour** est élue présidente de la Croix-Rouge française, alors que le déficit d'exploitation de l'association s'est élevé à 28 millions de francs en 1988 (27, 28 et 29/IV, 4/V).

26-27. - **Le comité central du PCF** ratifie la liste communiste pour les européennes menée par M. Philippe Hézard (5-9, 10, 11, 18 et du 22/IV au 2/V).

27. - **Le Club Méditerranée** et Nouvelles Frontières, les deux premiers voyageurs français, annoncent leur alliance qui les placera au quatrième rang mondial (29).

28. - **Le gouvernement engage** sa responsabilité sur le projet de loi approuvant le X^e Plan (1989-1992), examiné les 25 et 26 par les députés. L'opposition ne déposant pas de motion de censure, le projet est considéré comme adopté en première lecture (13, 21 et du 26/IV au 2/V).

28. - **Le rapport de la commission du Sénat**, créée en décembre 1988 après le raid manqué sur la Société générale, dénonce des « pressions » du pouvoir et le rôle joué par la Calme des décrets (29 et 30/IV-2/V).

28. - **Le tribunal de grande instance de Nanterre** relâche le commissaire Yves Jobic qui avait comparu, du 2 au 21 mars, pour proxénétisme aggravé et corruption passive de fonctionnaire (29 et 30/IV-2/V).

29. - **M. Rocard**, après une visite au Kenya les 27 et 28, se rend à la Réunion où il séjourne jusqu'au 2 mai. Le 1^{er} et 2 mai, il accueille le pape Jean-Paul II (7, 27 et 29/IV, 3 et 4/V).

La « rénovation » de l'opposition

Le 1^{er}, devant les parlementaires du RPR réunis à Nice, M. Chirac en appelle à « l'esprit de rassemblement du gaullisme » face aux critiques divergentes de M. Pasqua, qui affirme le 31 mars, que « l'union n'est pas le mariage » et de M. Noir, qui se déclare partisan d'un renouvellement des idées et des hommes dans l'opposition.

Le 6, douze jeunes « rénovateurs », six RPR dont MM. Séguin, Noir et Carignon, trois PR dont MM. Milon et d'Aubert, et trois UDC dont MM. Besson et Baudis, annoncent qu'ils préparent une liste pour les élections européennes du 18 juin. Ils reprennent le soutien de M^{me} Veil alors que M. Léotard s'était rallié, le 5, au projet de liste d'union RPR-UDF conduite par M. Giscard d'Estaing.

Le 9, le conseil national du RPR, convoqué d'urgence, se prononce pour la liste d'union RPR-UDF, avec M. Juppé en numéro deux. La motion des « rénovateurs » ne recueille que 12,66 % de suffrages contre 87,34 % à celle présentée par la direction du mouvement.

Le 9, trente-deux parlementaires « rénovateurs » affirment dans un communiqué : « Nous restons déterminés ». Plusieurs d'entre eux, membres de l'UDF, dont M. Baudis, le 9, sur TF 1,

adjurent M. Giscard d'Estaing de passer « le flambeau à cette équipe nouvelle ».

Le 13, les « rénovateurs » renouent à constituer leur liste et déclarent que, si l'opposition se présente divisée, ils ne seront candidats sur aucune liste. Alors que le conseil national de l'UDF vote en faveur de la liste RPR-UDF menée par M. Giscard d'Estaing, les centristes annoncent leur intention de présenter une liste très ouverte (...) pour sauvegarder les chances du renouveau.

Le 22 et 23, le septième congrès du CDS réunit à sa présidence M. Ménéghier et approuve la constitution d'une « liste du centre » conduite par M^{me} Veil. M. Léotard estime, le 23, devant le conseil national du PR, que cette liste constitue une « rupture du contrat UDF » et manifeste son désir de rapprochement avec le RPR.

Le 26, les « rénovateurs » créent une association ainsi qu'un intergroupe à l'Assemblée nationale et au Sénat. Ils confirment leur projet de déposer une motion de censure contre la politique européenne du gouvernement. Les journaux, les dirigeants du RPR, de l'UDF et de l'UDC acceptent de se rallier à cette initiative qu'ils avaient d'abord critiquée (du 1^{er}/IV au 4/V).

Un choix d'enquêtes et de reportages

- **AFFAIRES** : Les musées ouvrent boutique (1^{er}).
- **SÉRIE SPÉCIALE** : L'islam en fibres (du 4 au 14).
- **BRESIL** : La crépuscule de l'église populaire (6).
- **DANSE** : Les soucis des jeunes compagnies (7).
- **AFFAIRES** : Ces lobbies qui font l'Europe (8).
- **FRANCE** : La fausse conversion de l'Alsace au socialisme (12).
- **SCIENCES** : L'océan trop abondant... dans la troposphère (12).
- **YUGOSLAVIE** : L'impossible dialogue entre Serbes et Slovènes (12).
- **HONGKONG** : Les dernières années de la colonie britannique (13).
- **FOOTBALL** : La saison des transferts (15).
- **LUXEMBOURG** : Le cent cinquantième anniversaire du grand-duché (19).
- **MÉDECINE** : La grosse déprime des CHU (19).
- **CAMPUS** : Le financement des universités (25).
- **CHINE** : Les effets pervers des réformes (du 26 au 27).
- **ÉCONOMIE** : Le déclin démographique en Europe (25).
- **MÉDECINE** : Le scandale des hépatites contaminées par le sida (26).
- **PANAMA** : Trafics en tout genre (27).
- **PRESSE** : La revanche de l'écrit et la nouvelle imprimerie du Monde (28).
- **AFFAIRES** : Le PMU sur l'obstacle (29).

CULTURE

- 4. - Publication du premier tome des œuvres complètes de Julien Gracq dans « la Pléiade » (5, 7, 12 et 19).
- 10. - **Mort d'André Reybaz**, acteur et metteur en scène de théâtre (13).
- 12. - **Le site d'implantation** de la future Bibliothèque de France est officiellement fixé dans le treizième arrondissement de Paris, près du pont de Tolbiac (13 et 21).
- 12. - **Mort de Georges Sébastien**, chef d'orchestre français d'origine hongroise (14 et 15).
- 13. - **Les ministres de la CEE** adoptent la directive sur la « télévision sans frontières », qui invite les chaînes à réserver aux « œuvres européennes une proportion majoritaire de leur temps de diffusion ». De nombreux artistes et créateurs protestent contre l'abandon du quota prévu de 60 %, jugé « incompatible à l'esprit culturel de l'Europe » (14, 4, 5, 6, 8, 11, 14, 15, 18 et 26).

- 15. - **Mort de l'acteur Charles Vanel**, qui avait joué dans plus de deux cents films de 1912 à 1987 (16-17).
- 15. - **Mort de Bernard-Marie Koltès**, auteur dramatique (18 et 19).
- 18. - **M. François Mitterrand**, inaugurant une exposition sur « Les savants et la Révolution » à la Cité des sciences de La Villette, annonce la prochaine entrée au Panthéon de Condorcet, de l'abbé Grégoire et de Monge (20 et 26).
- 19. - **Mort de Daphné Du Maurier**, romancière anglaise (21).
- 20. - **Docteur Faust**, de Ferruccio Busoni, est créé en français à l'Opéra de Paris, avec Jean-Philippe Lafont dans le rôle-titre (13 et 25).
- 24. - **Mort de Johnny Stark**, champion de plusieurs vedettes de la musique (26).
- 29. - **Mort de Sergio Leone**, cinéaste italien (3

Culture

CANNES

Le Monde • Dimanche 14-Lundi 15 mai 1989 11

SELECTION OFFICIELLE « Trop belle pour toi », de Bertrand Blier



Belles

Josiane Balasko marche la première, sans problème, ses lunettes sur le nez. Carole Bouquet la suit. Depuis que Bertrand Blier lui a demandé de couper ses cheveux, elle a vraiment l'air d'une jeune fille. Les deux rivales de *Trop belle pour toi* ont fait le bonheur des photographes, sur la Croisette.

Elles sont passées, en souriant, devant les grands panneaux publicitaires qui annoncent des films qu'on ne verra peut-être jamais, *Les Abysses* ou bien *It's hard to be a god* (C'est dur d'être un dieu). Un homme-sandwich arpent le front de mer, une casquette de coureur cycliste sur la tête, et fait de la pub pour Christ Ressuscité : « Jésus pardonne », dit son panneau portatif.

Le soir, tout le temps, il y a des fêtes. Vendredi, Air France invitait, au Carlton, Bernard Attali, son PDG, assis aux côtés de Danielle Mitterrand, remarqua que les avions et le cinéma ont la même mission, qui est de rapprocher les hommes.

Tous les réalisateurs qui participent à la Journée des libertés, samedi, sont là. De B comme Bertolucci à W comme Wenders, le président du jury, attentif et austère comme un clerc.

Sur la plage du Majestic, à minuit, l'équipe de *Trop belle pour toi* reçoit aussi. Depardieu, à l'étroit dans son smoking d'aujourd'hui, est repart dans sa tête et dans son corps pour de nouvelles aventures. La moustache en croc sous le pic, sous le roc d'un nez naturellement bien planté, il est déjà Cyrano.

DANIELE HEYMANN.

« L'Enfant de la Lune » d'Agustín Villaronga

Deux mères pour une seconde naissance

Un film étrange, mêlant la glace et le feu, et où passe le souffle du surnaturel

On nous laissait espérer, venant d'Espagne, une surprise. C'en est une bonne. Un scénario, d'une grande richesse, où se rencontrent la science-fiction, l'ésotérisme, les sorcelleries de l'enfance, une atmosphère constamment irrationnelle, des décors étonnants : voilà un spectacle qui nous entraîne dans ce que nous trouvons trop rarement au cinéma, le rêve, la magie.

Quelque part en Europe, à une époque imprécise mais d'où émane une certaine idée des années 30, un enfant d'une dizaine d'années, David, a vu dans ses songes qu'il était « le fils de la Lune », jeune dieu blanc attendu par une tribu noire d'Afrique. De fait, David manifeste des facultés extrasens-

uelles, et c'est pourquoi il est adopté par Victoria, une jeune femme, comme déshumanisée appartenant à une organisation scientifique. Le Centre. Cette secte est dirigée par une sorte de divinité sans âge (en laquelle on reconnaît la déesse fascinante des premiers films d'Antonio et du cinéma espagnol, Lucia Bosc). Le Centre, qui rassemble, par ses expériences, des êtres bizarres, veut canaliser l'énergie lumineuse sur un couple afin de créer un enfant qui posséderait les plus grands pouvoirs. L'expérience a bien lieu, entre deux cobayes, Georgina et Edgar. Mais David pense que la femme enceinte de l'être futur va le mettre, lui, le fils de la Lune, à nouveau au monde.

Cette première partie, traitée en couleurs froides, métalliques, est une sorte de cauchemar climatique, dans des architectures rappelant celles du nazisme. Dans ce monde

protégé par des tuteurs, le désir de maternité se glisse, insidieusement, comme un ferment de désordre. Face à Enrique Saldaña, enfant dont la beauté et le regard sont ceux d'un extraterrestre, et que la caméra caresse littéralement, une étonnante actrice, Maribel Martín, incarne les bouleversements du sentiment luttant contre l'obéissance aveugle.

Dans la deuxième partie, coran lyrique d'une Afrique aux couleurs chaudes de désert, de rochers, de souvenirs coloniaux, la Lune se substitue au Soleil au cours d'aventures haletantes où passe le souffle du surnaturel. La blonde et passive mère porteuse (Lisa Gerrard) et la mère adoptive réalisent un double sacrifice pour que s'accomplisse le désir fou de David. On n'a pas trop envie de s'interroger sur la signification de tout cela. Il suffit qu'on se passionne pour le film.

JACQUES SICLER.

QUINZAINE DES REALISATEURS

« Yaaba », d'Idrissa Ouedraogo

La vie hors de portée

Pour son ouverture, la Quinzaine des réalisateurs a choisi un film insolite, une comédie tendre qui vient du Burkina-Faso.

Yaaba, c'est-à-dire grand-mère, une vieille dame décharnée que son crime rasé fait ressembler à une pensionnaire d'hôpital pauvre, mais dont le sourire merveilleusement chaleureux évoque les bonnes fées de nos contes. L'histoire se passe dans un village, quelques maisons isolées dans un paysage de brousse. On a l'impression que la vie, s'il en existe une, est hors de portée. L'histoire, c'est beaucoup dire. Elle n'est pas basée sur une intrigue, mais sur une succession de petits faits quotidiens. Idrissa Ouedraogo procède à la manière d'un conteur chuchotant une chronique de ses souvenirs. L'ambiguïté est certaine. Elle occupe une large part dans les aven-

tures de ce gamin malin, berasteur, flâneur, qui ne peut pas s'empêcher de parler. Il entraîne une copine de son âge dans ses jeux et entretient un grand amour filial, fasciné et pudique avec la vieille dame qu'il appelle Yaaba.

Yaaba est la plus pauvre d'entre les pauvres la plus isolée d'entre les isolés. Elle vit à l'écart du village, car, venant d'ailleurs, elle est classée sorcière une fois pour toutes, comme cet homme mal marié qui a son étiquette d'ivrogne collée pour l'éternité, quoi qu'il fasse. On distribue les rôles sans pouvoir de changement, mais naturellement, sans haine et sans méchanceté. Par simple paresse, on refuse l'autre.

Cette paresse, cette nonchalance d'esprit, manquant d'avoir des conséquences dramatiques : mais tout finit bien, même pour une femme infidèle, même pour Yaaba, qui meurt assise contre le mur de sa

maison, enroulée dans sa couverture bleue. Ce n'est pas la vie qui est partie de la vieille dame, c'est la vieille dame qui a abandonné cette terre, où elle n'a plus rien à apporter à personne, car le gamin est en voie de devenir un adulte conscient.

Par moments, on se croirait en pleine France profonde : le dur travail en prise directe sur la nature, sans aide ni intermédiaire, suscite sous l'impulsion quel climat les mêmes comportements. A d'autres moments, on est projeté dans un autre temps, dans un tout autre monde, surtout quand est montrée la façon de vivre sans intimité, perpétuellement sous les regards et les commentaires de la communauté.

Idrissa Ouedraogo n'insiste pas sur le pittoresque de l'exotisme ni sur le côté sociologique. Il donne l'émotion d'une comédie sensible qui se passe là-bas.

COLETTE GODARD.

Un amour aveugle

Comment tombe-t-on amoureux ?

A cette question mystérieuse, Bertrand Blier répond avec *Trop belle pour toi* ! un film maîtrisé et inspiré.

C'est un film où pleurent les femmes. Les hommes pas tellement, ils ont plutôt tendance à ricaner, ou à sourire finement. Mais les femmes, elles, pleurent presque toutes, à tous les âges. Ça les touche, on ne sait par quel bout, de façon intime. Quand on leur demande pourquoi, elles répondent : « Tu comprends c'est tellement... je veux dire... c'est si... Comment tu peux poser cette question ? » Sans que l'on sache si elles s'identifient à Josiane Balasko, à Carole Bouquet. Ou même à Gérard Depardieu.

L'histoire, si l'on peut dire, on le sait, tient en trois phrases. Bernard (Gérard Depardieu), concessionnaire de BMW dans le Midi, est marié à la belle Florence (Carole Bouquet). Colette (Josiane Balasko) est une secrétaire intermédiaire nettement moins belle. Bernard et Colette tombent amoureux l'un de l'autre au grand désarroi de Florence et chacun des trois finit seul.

C'est apparemment surprenant, parce qu'entre Florence et Colette on peut trouver la balance pour le moins inégale. Mais on sait tous que ce sont des choses qui arrivent, qui nous arrivent un jour ou l'autre, ces portes qui s'ouvrent dans une vie réglée, à l'improviste, sur un

amour, un abîme contre lequel on ne peut rien.

Colette le comprend tout de suite : dès qu'elle voit Bernard, elle sait que cette armoire à glace est son destin, elle ferme les yeux, éblouie, se fait des phrases à la Marguerite Duras. Lui ne saisit pas immédiatement ce qui se passe. Il la trouve sympa. « Belle, c'est peut-être pas le mot, mais sympa. » Quand il rentre dans sa belle maison, avec sa belle épouse, ses beaux enfants, sa belle musique de Schubert, il est déjà allé, piégé. La flèche l'a touché, mais il ne s'en rend pas bien compte parce qu'il est trop gras, trop épais.

Ce qui émeut les femmes

Après, ça le submerge, il en est fou de sa Colette dans l'ombre du motel. Qu'une fille ordinaire ait tant de chance, réussisse à séduire ce grand garagiste, c'est un message d'espoir, c'est ce qui émeut les femmes, croit-on. Pas sûr. Le personnage de Florence est encore plus juste, plus fort, elle qui s'excusait à son mariage d'être un peu trop belle et qui s'inquiète, perd pied, se débat : « Qu'est-ce qu'elle a de plus que moi ? Elle fait des trucs que je ne fais pas ? »

Il n'y a rien à comprendre. Elle pourrait aussi bien être la maîtresse et Colette l'épouse, comme le montre Blier dans une séquence où les rôles sont inversés. Car il ne raconte jamais, il passe d'un plan à l'autre comme par association d'idées, par une démarche proche du rêve, où les

personnages jouent leur rôle, bien sûr, en même temps qu'ils se regardent jouer, s'écoutent parler, y vont même de leur commentaire dans la plus totale liberté.

Un film absolument maîtrisé et très délié, d'une audace et d'une aisance confondantes. Jamais Blier n'a été si inspiré, si juste, si bouleversant pour dire ces choses de tous les jours, comment l'on tombe amoureux, comment « la pudeur recule, trébuche, se reprend », comment un petit groupe d'amis éclate sous l'effet soudain de l'amour, comment les banalités sont touchantes et pourquoi la vie des belles n'est pas si drôle (« Vivre avec une telle merveille ? T'es tout. Plus rien à espérer... »).

On s'attendait à une performance de Balasko et on l'a. La vraie surprise est Carole Bouquet, révoltée, humiliée, malheureuse, formidable comme jamais. Le scénario et les dialogues sont du Blier concentré avec ses perles et ses cailloux, sa misanthropie d'encre et sa tendresse, son culot plein d'angoisse. On s'aime, on se déchire, on se prend, on se déprend, on se demande sans cesse : « Comment est-ce possible ? », et c'est conçu, tramé comme une sonate de ce Schubert dont Bernard déclare sobrement qu'il « fait chier », tout s'éclaire et retombe, chacun dans son désastre. Comme dans *Temps de soirée*, mais dans un contexte beaucoup moins marginal, ce qui ne donne que plus de force à cette sombre merveille. Rendez-vous au palmarès probablement.

MICHEL BRAUDEAU.

CANAL+ DE PRINCE



UN JOUR
MON PRINCE
VIENDRA...

Le lundi 15 mai à 21 h 30,

Prince arrive sur Canal+.

Génie, idole, star, mythe ?

Sa tournée mondiale

"Sign of the Times" a placé

Prince au Panthéon des

très grands. Un moment rare.

Canal+, c'est plus de Prince.

CANAL+

LA TELE PAS COMME LES AUTRES

DANSE

Ouverture de la Biennale du Val-de-Marne

Cré-ANGE, Brumachon et Duboc

Heureux banlieusards ! La Biennale leur offre un panorama de la création contemporaine sans équivalent dans la capitale.

Elle fête son dixième anniversaire (en fait, le cinquantième, puisqu'elle a lieu tous les deux ans), et fait ses comptes avec une légitime fierté : elle a jusqu'ici commandé vingt-cinq créations et donné cent quatre-vingt-cinq représentations, en invitant soixante-seize compagnies. Son budget est passé de 200 000 francs à 7 millions de francs. Elle a fidélisé un public considérable, que l'événement contemporain n'effraie pas.

On l'a bien vu à Créteil, le soir de l'inauguration de cette V^e Biennale, dans une grande salle de la Maison des arts et de la culture pleine à craquer et enthousiaste. Il y aura cette fois sept créations, et dix pièces déjà confirmées seront diffusées dans treize villes du département.

Mieux encore : les moyens offerts aux chorégraphes ont sensiblement augmenté. En leur proposant comme règle du jeu « vingt danseurs, vingt minutes », on leur donnait l'occasion de prouver qu'ils avaient occupé un plateau avec une troupe relativement nombreuse, dont la danse contemporaine n'a pas l'habitude. Paris gagnait.

Bien que Charles Cré-ANGE ait entouré un peu la règle en créant quatorze danseurs et trente minutes, il investit sans peine la scène de Créteil, qui est le contraire d'un mouchoir de poche. Dès sa première

image, très belle : assis sur des chaises ou debout, des gens immobiles sont disposés dans un éclairage lumineux, bicolore, onirique, où les silhouettes se détachent sur un tapis blanc.

Cré-ANGE place cette *Culte de la nymphe* sous le signe de Shakespeare : il s'est inspiré du *Songe d'une nuit d'été*. Très librement, avec un humour léger comme les cheveux d'ange que laissent derrière eux les elfes. Bien que le programme précise la distribution (Hermia, Obéron, Titania, etc.), on s'étonnerait à tenter de reconnaître à la lettre les personnages et les péripéties de la comédie — on n'identifie que Bottom, parce qu'il porte une tête d'âne et qu'on passe un bras obscène entre ses jambes. Cré-ANGE ne garde que l'atmosphère générale, un climat de douce loufoquerie, les jeux du désir et de la répulsion.

Les filles portent des robes à bustier années 50, les hommes des smoking ou des costumes ordinaires (les trois artisans). Ils rient, rient, rient (en anglais). Émergent doucement de l'ombre, sur une estrade au fond, des musiciens jouent le très romantique *Quintet à cordes n° 8* de Chopin. On ne gardera peut-être pas le souvenir d'une riche substance chorégraphique, mais un parfum subtil, envoi-

avec *Folie*, Claude Brumachon donne une œuvre forte, musicale, bien charpentée. « *C'est de travailler sur un thème qui m'a toujours captivé : des femmes en marche, la fleur, la force féminine en mouvement...* » Résolument

tourner vers la lumière qui vient de l'Ouest, ses quinze femmes en chiffons blancs (peu importe qu'on distingue trois garçons parmi elles, c'était sans doute une question de disponibilité) libèrent une énergie enivrante, une sorte de violence violente, aux accents d'une musique implacable de Christophe Ysaak. On devine qu'un propos révolutionnaire sous-tend *Folie* : il refuse toute anecdote et ne s'exprime qu'à travers la chorégraphie, ses danses brèves toujours recommencées, son exaltation indomptable. Une réussite.

Odile Duboc (la seule à jouer scrupuleusement le jeu des vingt danseurs, vingt minutes) nous donne avec *Codécille* ce que nous avons vu de meilleur de sa part jusqu'ici.

Sur l'immense plateau entièrement dénué jusqu'à sa grande muraille de fond, ses radiateurs, ses tuyaux et ses projecteurs, ses danseurs explorent avec malice une dialectique du regard/danser : en formations toujours renouvelées, du solo au groupe compact, les uns se lancent dans des démonstrations exubérantes tandis que les autres, assis en tailleur ou dans les chaises, se penchent pour observer les administratifs ou ironiques. Voilà une œuvre vive, d'une fantaisie et d'une légèreté merveilleuses, où une recherche chorégraphique très posée sait se colorer d'humour et de tendresse.

Prochains rendez-vous avec les créations de Mathilde Monnier, Hervé Robbe et Angéline Preljocaj. On espère rester au niveau de cette première soirée.

SYLVIE DE NUSSAC.

MUSIQUE

Les Semaines musicales d'Evian

Comme la famille Bach

Evian n'oublie pas les grands serveurs de la musique : après un émouvant récital Perlemuter, ce fut la grande fête Tortelier (famille comprise) pour ses soixante-quinze ans.

Cet homme de quatre-vingt-cinq ans bientôt, qui entre d'une démarche un peu raide et penchée, souriant comme un grand-père à cheveux blancs apportant quelque gâterie pour ses petits-enfants, c'est le chef d'orchestre d'une grande tradition : celle du piano français qui, par Cortot et Ravel, remonte directement au romantisme parisien, et à Chopin plutôt qu'à Liszt, les origines polonaises de l'interprète ne faisant que renforcer cette ligne (il est né à Kovno en 1904).

Vlado Perlemuter n'a pourtant trouvé que tardivement une gloire dont il n'avait cure, trop occupé à approfondir la musique et à former des élèves, à transmettre cette tradition. Encore cette renommée reste-t-elle limitée, même si le public lui manifeste son affection chaleureusement alors qu'il est un peu tard. Jeudi soir, à Evian, la *Sonate des adieux* de Beethoven nous amenait cependant à un « retour » bien vibrant, où les vieux doigts frémissaient joyeusement, même s'ils avaient un peu perdu de leur toucher puceux et étonnaient souvent

les notes essentielles en lettres majuscules.

Les *Jeux d'eau* de ce Ravel tant aimé par le pianiste pétillaient d'une certaine raideur de tempo. L'île joyeuse de Debussy s'embroutait parfois sur ses chemins de rêve, mais plus le temps passait, plus la musique retrouvait sa souplesse, son rayonnement, en particulier dans les quatre *Bellèdes* si émouvantes, comme relues par un Chopin sans âge, retrouvant les songes et les émotions de sa jeunesse. Et dans les bis, quelle beauté pour le 7^e Nocturne du même Chopin, comme une fleur cueillie au bord d'un étang : quel bonheur dans ces saints d'adieu d'un artiste combi-

Les cousins d'Amérique

Vendredi soir, en présence de Perlemuter, c'était toute la famille Tortelier, comme une famille Bach moderne, qui était sur la scène pour le soixante-quinzième anniversaire de Paul, avec de nombreux cousins et alliés d'Amérique : les jeunes troupes débordantes de vie du Curtis Institute déchaînées par Rostropovich.

C'est Slava qui donnait le ton, chargeant la barque d'un *Double concerto pour violon et violoncelle*, de Brahms, où le fils, Yan Pascal, et le père rivalisaient de tendre lyrisme, échangeant des clim d'œil de connivence, souriaient d'aise, inlassablement relancés par Slava.

Yan Pascal prenait ensuite la baguette (sa carrière, commencée à Toulouse, va l'amener en août à la tête de l'Orchestre de l'Utah) pour accompagner un Stravinski de jeunesse, encore très « Rakhovskii », à sa suite Pomona. Un peu son qui va comme un gant à cette belle jeune fille et à cette voix au timbre de mezzo rare, chine, finie et spontanée, qui chantait avec un tel jellissement *Expositif la Fosse et la Berceuse* sur un texte de Pouchkine.

Les parents, Paul et Mand, nous ont fait les doigts de la main, jouaient alors le *Concerto pour deux violoncelles*, de notre jeune patriarcat, à cette voix au timbre de mezzo rare, chine, finie et spontanée, qui chantait avec un tel jellissement *Expositif la Fosse et la Berceuse* sur un texte de Pouchkine.

Pour finir, Rostropovich lançait ses troupes à l'assaut du *Triple concerto*, de Beethoven, puisant toutes ses ressources dans la fillette de Casals, Maria de la Pau, donnait le ton avec son piano vigoureux, coloré, ultrasensible, aux deux hommes de la famille qui l'enveloppaient de leurs sonorités plutôt élogieuses, tant le violoncelle semble jaloux du violon et rivalise avec lui dans les mêmes tessitures !

Ces dames ont donc affiché une personnalité qui méritait bien les baises sonores de Rostropovich, tandis que Paul Tortelier, les yeux humides d'émotion, mais remplis d'éclat, recevait un grand diplôme signé par tous les musiciens du Curtis.

JACQUES LONGCHAMPT.

EXPOSITIONS

A Lyon

Marcel Michaud découvreur de talents

Le combat, dans une ville longtemps fermée à l'art contemporain, d'un marchand de tableaux perspicace et audacieux...

L'idée était depuis longtemps dans l'air de rendre hommage à Marcel Michaud (1898-1958), directeur de la galerie Folliore à Lyon et animateur de ce qui fut l'avant-garde dans une cité soumise aux valeurs traditionnelles. Trente ans après sa mort, une exposition est enfin organisée à l'Espace lyonnais d'art contemporain. Les recherches d'un jeune historien d'art, Bernard Gavoty, ont permis ce premier bilan des activités, en province et en des temps peu ouverts, d'une galerie fondée par une personnalité aventureuse qui a marqué une génération d'artistes.

Michaud avait été initié à la révolution surréaliste et sociale par un médecin, le docteur Malespine, fondateur du « surréalisme », et à l'art moderne par l'architecte et peintre Louis Thomas. Il fut, en 1936, un des fondateurs et le porte-parole du groupe « Témoinage » dont les manifestations ont pris valeur historique au-delà de Lyon.

Réunissant peintres, sculpteurs, poètes, musiciens dans une nébuleuse spiritualiste — un mélange d'anarcho-syndicalisme, de revendication prolétarienne, de mysticisme chrétien, d'éclectisme de lecteurs de la Kabbale, — il se formule, néanmoins, assez clairement, dans les arts plastiques, comme un essai de synthèse entre le cubisme et le surréalisme.

Avec autant de variations que d'artistes parmi lesquels les sculpteurs Eugène Martin, auteur d'un masque de Michaud aux allures de gourou, et Stahly, les peintres Jean Le Moal, Jean Bertholle, Idoux, Lenormand, Varbanenco, Zelman, Beyer, ou les Lyonnais Buriel ou Nigret, tous représentés par des œuvres caractéristiques des ambitions communes du groupe et de la diversité de ses membres. Un espace particulier a été réservé à Louis Thomas, qui vient de mourir à quatre-vingt-seize ans, un aquarelliste visionnaire, peintre d'oiseaux angéliques et de cités étiennées.

Après « Témoinage » et après la guerre — pendant laquelle il accueillait avec leurs collections les marchands parisiens réfugiés à Lyon, — Michaud prospecta plus le milieu local avec, pourtant, des accueils de grands compagnons comme Wols, Bryen, Reth et deux maîtres, malheureusement absents de cette collection, Albert Gleizes et Bram Van Velde, dont il fit la première exposition en France.

Si ses choix s'élargissent, son eclectisme s'attache toujours à une certaine expression du mystère. Réalisme silencieux : Pierre Charbonnier, René Chancrin ; écriture magique : Emile Pico, illustrateur de Jean Genet ; innocence du cœur et du métier : Maurice Focault ; abstraction lyrique : Pierre Monthellier ; travail sur la matière dans la figuration ou l'abstraction : Couty, Carloti, Martin, Max Schoendorff...

Comme à Lyon, à cette époque, la vente de tableaux modernes ne pouvait suffire à faire vivre un marchand. Michaud s'était efforcé de diffuser, dans une clientèle éclairée, des meubles de Breuer, d'Aalto, de Le Corbusier et des céramiques anciennes ou de création contemporaine : Anne Dangar, Jouve, Picasso. Exposée sur une estrade et une vitrine, ces choix confirment une direction sans contradiction pour la modernité et pour la tradition.

Mais tant de pièces ne suffisaient pas à évoquer l'atmosphère d'une galerie, qui fut, pour beaucoup de Lyonnais et de Parisiens, un lieu de rencontres, une agora, un espace de discours croisés à propos de pratiques différentes. Des photographies, des documents, des vidéos, des lettres, des revues tentent de restituer le pétilllement intellectuel que faisait régner Michaud. De beaux textes rappellent qu'il fut lui-même un écrivain, un critique, et surtout un poète inspiré (1).

Ce qui explique peut-être le relatif échec commercial de son entreprise, en avance sur l'horizon provincial, et la qualité de cette exposition où les œuvres, de valeur inégale, témoignent pourtant d'un flair singulier et d'une grande intelligence de l'art du temps.

JEAN-JACQUES LERRANT.

* Espace lyonnais d'art contemporain de Ferauche : jusqu'au 4 juin.

(1) *La Gorge des Jours* a été publié aux éditions Confluences de René Tavernier.

Festival des conteurs

Le neuvième Festival des conteurs de Chevilly-Larue, l'un des plus importants rendez-vous de l'art oral en France (poésie, histoire, création) a lieu du 12 au 15 mai. Pendant ces quatre jours, une soixantaine de conteurs amateurs se mêlent à des artistes confirmés comme Henri Gougaud, Ben Zimet, Pierre Jaquet-Elias, Nacer Khemir ou Yannick Jaulin.

* Renseignements : 46-87-92-85.

Les dessins de Michel-Ange au Louvre

L'apothéose des corps



(Suite de la première page.)

Le sens de ses œuvres les plus accomplies comptait-il moins aux yeux de Michel-Ange que le succès de l'effet et le perfectionnement de la manière, de sa manière, transmise à ses contemporains avec une générosité singulière par celui qui ne craignait pas de donner certaines de ses esquisses à d'autres, afin qu'ils en tirent leurs tableaux ?

Michel-Ange, sans doute, n'est pas Pontormo et ne saurait lui être comparé, non plus qu'à Parmesan ni aux étranges Siennois du seizième siècle. Mais il y a du maniérisme en lui, maniérisme que la dureté du marbre et l'émulation de l'antique interdisent au sculpteur du David et du Moïse et dont la monumentalité des murs qu'il doit orner préserve souvent le fresquist. Mais le dessinateur, qui n'affronte ni la résistance d'un matériau rebelle ni l'immensité d'un plafond, l'artiste livré à sa liberté, a d'étranges afféteries et des grâces suspectes.

Du sublime au grotesque...

Il caresse le papier, il frotte la poudre de pierre sur sa feuille, il ombre tendrement les volumes. Il aime tant les corps qu'il en oublie leurs proportions habituelles et s'abandonne aux délices fétichistes de l'hypertrophie. Ingres allongeait les épaules de ses odalisques est moins le disciple de Raphaël que l'héritier de Michel-Ange, qui force membres et bustes à obéir à son désir. Il les chérît si fortement qu'il les

déforme et les grossit. Il rêve de flancs bosselés de reliefs et de creux où l'ombre s'établit et de dos bombés et étirés. La hachure et l'estompe sont pour lui les moyens d'un fantasme du charnel et de l'organique — un organisme à peine sexué cependant. Ses anatomies sont fausses et invraisemblables, pneumatiques à l'excès, absurdelement développées, moins mobiles qu'immobilisées dans la lévitation ou le plongeon. Mais il lui faut ces licences, qui renchérisent sur l'antique, pour que l'exaltation soit à son paroxysme.

Ce lyrisme a souvent d'admirables effets. S'il émeut rarement, il impressionne presque à tout le coup. Il rend acceptables des poses et des mines qui seraient ridicules, moins puissamment orchestrées. Du sublime au grotesque, comme l'on sait, la distance est très faible, et Michel-Ange parvient cependant à ne tomber presque jamais du côté où sa folie du corps l'attire. Mais ses dessins sont muets sans doute, d'un mutisme hautain et supérieur. Mais silencieux, comme s'il n'y avait rien à dire des martyrs et des drames qu'il choisit pour thèmes.

Il se peut que la présentation de l'exposition soit en partie responsable de cette froideur. Tout y est de bon ton, du gris des murs, aux baguettes des cadres. Tout y est comme tenu à distance, les dessins sous verre, Michel-Ange sous la science du catalogue, lequel proscribit avec une fatigante rigueur tout commentaire autre

qu'érudit. Michael Hirst, commissaire de l'exposition et auteur des notices, n'a d'yeux que pour la technique, la date et l'attribution. Toute interprétation lui semble dérisoire et il traite avec une implacable sévérité Bernard Berenson et Charles de Tolnay, qui se sont efforcés de comprendre Michel-Ange et non pas seulement de le mesurer méthodiquement. Un tel parti pris rejait sur les œuvres. Les trahit-il pour autant, ou ne fait-il qu'ajouter une technique à une autre, une analyse sans passion à une tension interne ? Delacroix, dont la connaissance de Michel-Ange était immense, lui avait dédié un article de fanatique admiration en 1830, au plus chaud de son romantisme. Il célébrait alors le « sauvage génie » que les « artistes médiocres (...) ne peuvent s'empêcher de haïr ». En 1854, il écrivait cependant ceci : « (Michel-Ange) n'a peint que des muscles, des poses dans lesquelles la science, contre l'opinion commune, ne domine nullement. Le dernier des antiques est infiniment plus savant que toute l'œuvre de Michel-Ange. Il n'a connu aucun des sentiments, aucune des passions de l'homme. Il semble qu'en faisant un bras et une jambe, il ne pense qu'à ce bras et à cette jambe, pas à la moindre du monde à son rapport, je ne dirai pas seulement avec l'action du tableau, mais avec celle du personnage auquel il fait le membre. »

PHILIPPE DAGEN.

* Musée du Louvre, jusqu'au 31 juillet.

JAZZ

Deux disparitions

Woody Shaw et Max Gordon

Deux personnalités du monde du jazz, le trompettiste Woody Shaw et le fondateur du Village Vanguard, Max Gordon, sont décédés, le mercredi 10 mai et le jeudi 11 mai.

En 1964, Woody Shaw a vingt ans. Il est né le 24 décembre 1944 à Laurinburg, en Caroline du Nord. Il est un trompettiste brillant, prometteur, doué d'une exceptionnelle liberté rythmique. Enfant prodige de Newark (New-Jersey), où son père est chanteur de gospel. Pendant l'été 1964, Eric Dolphy, qui est en Europe avec Mingus, l'invite à le rejoindre. Mais, quand Woody Shaw arrive, c'est pour apprendre la mort de Dolphy. Il reste à Paris quelques mois.

On le voit alors beaucoup dans les clubs, et notamment à New York, où il est en compagnie de Kenny Clarke, Bud Powell ou Johnny Griffin. Sans jamais atteindre la grande notoriété publique, sa carrière est celle d'un musicien complet. Woody Shaw joue avec le catalogue vivant de ses contemporains : Horace Silver, McCoy Tyner, Gil Evans, Art Blakey, Sonny Rollins, Elvin Jones, Herbie Hancock, Dizzy Gillespie... Il a des succès, parfois aussi il doit travailler dans les marais de Broadway. Sa collaboration avec Dexter Gordon, au milieu des années 70, est fructueuse.

Woody Shaw est mort, le mercredi 10 mai, à l'hôpital Bellevue de New York. Les circonstances ne sont pas claires. Récemment, il avait fait une chute dans le métro de Brooklyn. Il y avait perdu un bras et n'était jamais sorti du coma. Ce soir-là, il revenait du Village Vanguard où jouait Max Gordon, son partenaire à la fin des années 60.

Max Gordon, le patron fondateur du Village Vanguard, est mort, lui, le lendemain, à l'âge de quatre-vingt-six ans. La semaine dernière encore, il veillait discrètement sur les destinées de son club (voir le Monde du 10 mai). Sa famille avait débarqué aux Etats-Unis en 1908. Le père a immédiatement voulu être fermier. Max Gordon a alors filé sur New York. Avec 100 dollars d'argent, il a installé l'électricité et les sanitaires d'une cave à l'entrée de Greenwich Village. Escalier à pic, colonnes immenses masquant la moitié de la scène, murs tendus de rouge, formes bisonnées, le Village Vanguard, 178, 7^e Avenue sud, ouvert sept jours par semaine — plutôt sept nuits — a vu défiler tous les musiciens de jazz, sans exception, depuis 1936. On peut le comparer à une grande maison d'édition, et Max Gordon, à un immense directeur littéraire. Discrète, minuscule, aimée, silhouetée fragile et ses éternelles pantoufles aux pieds, que son grand-père avait achetées en Lituanie pratiquement neuves, Max Gordon n'était pas personnellement musicien, mais il a permis à tous les autres de l'être.

FRANCIS MARMANDE.

هكذا من الأمل

Économie

Le Monde • Dimanche 14-Lundi 15 mai 1989 15

La difficile harmonisation de la fiscalité

M^{me} Scrivener propose de modifier le projet de TVA de la Commission de Bruxelles

Constatant que son projet d'harmonisation de la TVA dans la Communauté n'a plus aucune chance d'être accepté tel quel par les Douze, l'écroulé de la CEE s'apprête à reprendre son travail sur des bases modifiées. M^{me} Christine Scrivener, commissaire chargé de la fiscalité, fera, mercredi 17 mai, une communication orale à la Commission sur la base d'un document qui sera transmis au conseil des ministres de la Communauté.

Le marché unique de 1993 implique la suppression de toutes les frontières physiques, techniques, fiscales, qui cloisonnent la Communauté en autant de petits marchés qu'elle compte de pays. Parmi les obstacles à éliminer pour réaliser un grand marché de 320 millions d'habitants figurent, à côté des normes industrielles différentes d'un pays à l'autre ou de la protection sociale accordée par chaque État à ses marchés publics, les taxes de TVA et certains droits indirects sur l'alcool, le tabac et l'essence. Ces impôts sont en effet payés aux frontières : ainsi longtemps que des douaniers ne pourront croire à la réalité de l'Europe.

Il y a deux ans, la Commission avait proposé de bâtir un système de TVA dans lequel les entreprises commerceraient entre elles selon les règles en vigueur à l'intérieur d'un même pays. Une exportation ne serait donc plus traitée comme une vente à l'étranger mais comme une vente locale. La Commission envisageait ainsi de faire payer à la firme acheteuse non plus la TVA de son pays - un passage à la frontière - mais celle du pays de la firme vendeuse au moment de l'achat. Ainsi les frontières fiscales pouvaient être supprimées.

Pour éviter des distorsions de concurrence entre pays à taux de TVA très éloignés, la France et la RFA par exemple, la Commission avait proposé un rapprochement des taux qui, en fonction des produits et des services, seraient regroupés à l'intérieur de deux fourchettes : une pour un taux réduit (de 4 à 9 %) et l'autre pour un taux normal (de 14 à 20 %).

Afin d'éviter que, dans les pays qui importent plus qu'ils n'exportent, l'État ne perde des recettes de TVA, une caisse de compensation avait été imaginée par la Commission pour rembourser le « trop perçu » (1). Cette caisse aurait été alimentée par les versements des pays exportant plus qu'ils n'importent.

Devant un tel blocage, M^{me} Scrivener, chargée à la Commission des problèmes de fiscalité, va proposer certaines modifications dans l'espoir de relancer les discussions. Pour répondre à la critique française d'écart de taux trop importants déséquilibrant la concurrence, la fourchette 14-20 % serait supprimée et remplacée par une fourchette de 15 %. On voit tout de suite qu'à terme la RFA devrait remonter d'un point son taux normal de 14 %.

La France devrait également faire beaucoup plus d'efforts pour abaisser son taux normal, qui est actuellement de 18,6 % sans compter un taux majoré à 28 %. Mais l'intention est claire : faire converger les taux de TVA sur un point unique - ou presque - et le faire selon un calendrier annuel, précis, plus étalé dans le temps qu'il n'était prévu avec la date du 1^{er} janvier 1993, chaque État étant appelé à décrire le parcours de ses efforts annuels de rapprochement.

Pour compenser cette contrainte, la fourchette 4-9 % serait maintenue pour le taux réduit, et surtout pour amadouer la Grande-Bretagne, le taux zéro serait respectivement accepté sous forme de dérogation perpétuelle.

Une autre objection grave avait été soulevée : quel concernait les achats directs par les particuliers, achats risquant fort de se multiplier dans les pays à taux de TVA faible, légalisant les pays à taux de TVA élevés, et cela jusqu'à l'harmonisation totale. Pour les voitures, la Commission envisage de deux systèmes possibles : soit la vente en suspension de taxes - le paiement se faisant dans le pays de l'acheteur, soit le paiement combiné à l'importation, comme aux États-Unis. Dans le cas de vente par correspondance, les taxes de TVA seraient versées à l'exportation (2) grâce à la facturation par l'entreprise vendeuse au taux de TVA en vigueur dans le pays où réside l'acheteur. Enfin, pour des équipements très coûteux, de genre scanners, appareils à résonance magnétique, les taxes seraient versées à l'importation.

En d'autres termes, dans tous les cas où le non-assujettissement à la TVA - ou sa non-déductibilité - déséquilibrerait gravement la concurrence, le principe du paiement de la TVA dans le pays vendeur serait suspendu.

Le maintien du système du taux de TVA payé dans le pays vendeur implique que soit conservé le projet d'une caisse de compensation pour tout le monde. M^{me} Scrivener estime viable le fonctionnement de cette caisse dans la mesure où celui-ci pourrait être très simplifié. Ce sera le cas, pense-t-on à Bruxelles, dès que les taux de TVA se seront beaucoup rapprochés dans la CEE permettant une compensation macro-économique et statistique que très éloignée de la compensation sur facture d'abord envisagée.

Reste maintenant à savoir quelles seront les réactions de la Grande-Bretagne et de la France.

Devant un tel blocage, M^{me} Scrivener, chargée à la Commission des problèmes de fiscalité, va proposer certaines modifications dans l'espoir de relancer les discussions. Pour répondre à la critique française d'écart de taux trop importants déséquilibrant la concurrence, la fourchette 14-20 % serait supprimée et remplacée par une fourchette de 15 %. On voit tout de suite qu'à terme la RFA devrait remonter d'un point son taux normal de 14 %.

La France devrait également faire beaucoup plus d'efforts pour abaisser son taux normal, qui est actuellement de 18,6 % sans compter un taux majoré à 28 %. Mais l'intention est claire : faire converger les taux de TVA sur un point unique - ou presque - et le faire selon un calendrier annuel, précis, plus étalé dans le temps qu'il n'était prévu avec la date du 1^{er} janvier 1993, chaque État étant appelé à décrire le parcours de ses efforts annuels de rapprochement.

Pour compenser cette contrainte, la fourchette 4-9 % serait maintenue pour le taux réduit, et surtout pour amadouer la Grande-Bretagne, le taux zéro serait respectivement accepté sous forme de dérogation perpétuelle.

Une autre objection grave avait été soulevée : quel concernait les achats directs par les particuliers, achats risquant fort de se multiplier dans les pays à taux de TVA faible, légalisant les pays à taux de TVA élevés, et cela jusqu'à l'harmonisation totale. Pour les voitures, la Commission envisage de deux systèmes possibles : soit la vente en suspension de taxes - le paiement se faisant dans le pays de l'acheteur, soit le paiement combiné à l'importation, comme aux États-Unis. Dans le cas de vente par correspondance, les taxes de TVA seraient versées à l'exportation (2) grâce à la facturation par l'entreprise vendeuse au taux de TVA en vigueur dans le pays où réside l'acheteur. Enfin, pour des équipements très coûteux, de genre scanners, appareils à résonance magnétique, les taxes seraient versées à l'importation.

En d'autres termes, dans tous les cas où le non-assujettissement à la TVA - ou sa non-déductibilité - déséquilibrerait gravement la concurrence, le principe du paiement de la TVA dans le pays vendeur serait suspendu.

Le maintien du système du taux de TVA payé dans le pays vendeur implique que soit conservé le projet d'une caisse de compensation pour tout le monde. M^{me} Scrivener estime viable le fonctionnement de cette caisse dans la mesure où celui-ci pourrait être très simplifié. Ce sera le cas, pense-t-on à Bruxelles, dès que les taux de TVA se seront beaucoup rapprochés dans la CEE permettant une compensation macro-économique et statistique que très éloignée de la compensation sur facture d'abord envisagée.

Reste maintenant à savoir quelles seront les réactions de la Grande-Bretagne et de la France.

Devant un tel blocage, M^{me} Scrivener, chargée à la Commission des problèmes de fiscalité, va proposer certaines modifications dans l'espoir de relancer les discussions. Pour répondre à la critique française d'écart de taux trop importants déséquilibrant la concurrence, la fourchette 14-20 % serait supprimée et remplacée par une fourchette de 15 %. On voit tout de suite qu'à terme la RFA devrait remonter d'un point son taux normal de 14 %.

La France devrait également faire beaucoup plus d'efforts pour abaisser son taux normal, qui est actuellement de 18,6 % sans compter un taux majoré à 28 %. Mais l'intention est claire : faire converger les taux de TVA sur un point unique - ou presque - et le faire selon un calendrier annuel, précis, plus étalé dans le temps qu'il n'était prévu avec la date du 1^{er} janvier 1993, chaque État étant appelé à décrire le parcours de ses efforts annuels de rapprochement.

Pour compenser cette contrainte, la fourchette 4-9 % serait maintenue pour le taux réduit, et surtout pour amadouer la Grande-Bretagne, le taux zéro serait respectivement accepté sous forme de dérogation perpétuelle.

SOCIAL

Remettant en cause le fonctionnement du système

L'État ne veut plus financer les retraites complémentaires à soixante ans

La participation de l'État au financement par les régimes complémentaires de l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite semble aujourd'hui très sérieusement remise en cause. Recevant le 12 mai les partenaires sociaux, M. Claude Evin, ministre de la Solidarité, leur a également signifié que l'État ne souhaitait pas recourir à son soutien au système créé pour sept ans, le 1^{er} avril 1983, pour prendre en charge les « garanties de ressources » (pré-retraites après soixante ans).

L'accord d'avril 1983 était un compromis entre l'État, qui souhaitait à la fois mettre fin au système de garanties de ressources et appliquer complètement la retraite à soixante ans, et les partenaires sociaux, dont certains, notamment la CGT et la CFDT, désiraient encore plus la retraite à soixante ans et d'autres (le CNPF, la CGC) refusaient d'un payer le surcoût. Un organisme au nom barbare, l'Association pour la structure financière (ASF) fut créé pour faire le joint, alimenté par le transfert de deux points de cotisation d'assurance-chômage et celui de la subvention de l'État à l'UNEDIC, qui s'élevait à 10 milliards de francs en 1983 et a été réajustée depuis à 13 milliards.

Comment assurer la suite ? Si les charges de garanties de ressources diminuent très rapidement elles vont rester un peu supérieures aux prévisions, en raison notamment des prestations de la solidarité. En revanche, celles des retraites complémentaires de soixante à soixante-cinq ans vont croître vite, passant d'environ 15 milliards de francs en 1989 à 21 milliards en 1993. Les partenaires sociaux se sont donc mis d'accord, en février dernier, pour demander à l'État de proroger l'ASF sur les bases actuelles (le Monde du 14 février).

Intentions divergentes

Un tel accord dissimulait en fait des intentions très divergentes. Les syndicats souhaitent consolider la retraite à soixante ans (même s'ils ne se font pas d'illusions sur le long terme). Mais ils ne l'entendent pas de la même façon : la CFDT juge le système actuel de financement de l'ASF trop avantageux pour les cadres ; pour cette même raison, la CGC refuse de faire payer l'abaissement de l'âge de la retraite par les régimes complémentaires ; quant au CNPF, il profiterait bien de l'occasion pour remettre en cause cet abaissement.

Recevant vendredi les partenaires sociaux, M. Evin s'est montré fort peu réceptif à leur demande et les a renvoyés à leur divergence. Il a joué sur plusieurs registres. Premièrement, a-t-il signifié, l'État ne doit plus rien. Il a tenu ses engagements : les 82 milliards de francs versés sur 1983-1990 couvrent même jusqu'en 1993 les dépenses qu'il s'était engagé à assumer, à savoir le tiers du montant des garanties de ressources et des validations des droits correspondantes.

Deuxièmement, l'ASF peut assurer ses charges sans aide de l'État avec les deux points de cotisation d'assurance-chômage : selon les prévisions faites par l'ASF elle-même.

s'il y a un déficit de 1 milliard de francs en 1990, de 1,8 milliard en 1991, on retrouve, en 1993, un excédent de 4,7 milliards. Bref, si la « structure » se trouve en difficulté, c'est que les partenaires sociaux lui font supporter des charges indues, comme, depuis 1984, les droits acquis pour les périodes de garanties de ressources au-delà du taux minimal obligatoire de cotisation (au bénéfice notamment des cadres), ce qui représente 8 milliards de francs sur la période 1984-1990.

Enfin, a souligné M. Evin, alors que la retraite complémentaire de soixante à soixante-cinq ans va représenter 60 % des dépenses en 1991, 70 % en 1992 et 80 % en 1993, il n'est pas possible de maintenir un système qui profite à certains au détriment d'autres. Ainsi, « au moins trois cent mille personnes » cotisent sans bénéficier de ces retraites (notamment les salariés du régime général de la Sécurité sociale, ceux de la Compagnie des eaux, les marins, les clercs de notaire, etc.). A l'inverse, cent cinquante mille salariés d'autres entreprises en bénéficient sans cotiser. De même, pour financer la retraite complémentaire à soixante ans, les non-cadres devraient verser une cotisation supplémentaire de 0,95 %, les cadres, de 2,75 % : bref, ces derniers paient la réforme « trois fois moins cher ».

Blocage définitif ?

A l'issue de l'entretien, les syndicats ont vivement contesté les arguments du ministre. Pour M. Antoine Faesch (FO), un refus de l'État « mettrait en cause la situation des régimes complémentaires, qu'on ne peut pas gérer de façon irresponsable ». Mais M. Jean-Marie Späth (CFDT) a aussi indiqué qu'il fallait « un financement cohérent avec les prestations ».

Le blocage est-il définitif ? Les partenaires sociaux ont l'intention de répondre par lettre après la rencontre entre les techniciens du ministère, ceux de l'ASF et ceux des régimes complémentaires. M. Evin assouplira peut-être un peu sa position, mais sans doute entend-il d'abord régler le problème de l'âge de la retraite dans l'assurance-vieillesse du régime général. Un point sur lequel les discussions sont loin d'être achevées.

GUÏV. HERZLICH.

● Conventions de conversion : FO signe le protocole. Ayant examiné, lors de la réunion de son bureau confédéral, le 12 mai, le texte amendé des conventions de conversion selon les modalités prévues le 10 mai, FO a décidé de le signer. Le syndicat considère que ce document « comporte des améliorations concrètes en faveur des salariés concernés par une mesure de licenciement économique ». Toutefois, FO estime deux précisions nécessaires. La première sur le non-cumul des financements complémentaires prévus pour les entreprises qui embauchent un salarié en convention de conversion. La seconde sur la possibilité, pour un salarié, d'avoir recours à la commission paritaire de l'ASSEDIC en cas de litige portant sur la prise en charge des coûts de stages de formation ou d'attribution de revenus de substitution.

En passant un accord avec l'Italie

L'Ecureuil poursuit sa politique d'alliances en Europe

L'Ecureuil poursuit son tour d'Europe. Après avoir signé des accords de coopération avec les homologues espagnols, allemands et belges, les caisses d'épargne françaises viennent d'en conclure un avec les caisses d'épargne italiennes. Objectif : se préparer à la concurrence financière qui naîtra du grand marché européen de 1993.

En 1993, chacun, particulier ou entreprise, souhaitera trouver partout en Europe les produits et les services auxquels il est habitué dans son pays. Les caisses d'épargne qui souhaitent être présentes sur ce marché, où elles auront à faire face à la concurrence des banques, ont mis sur une politique d'alliances pour y parvenir. Elles n'ont pas pour l'instant trop mal réussi, puisque, sur les cinq partenaires jugés prioritaires, quatre ont déjà répondu à l'appel : les Espagnols, avec trois des cinq principales caisses (Barcelone, Madrid, Saragose) ; les Allemands, avec les caisses de Rhénanie, les premières d'entre elles, la CGER ; enfin les Italiens, derniers en date, avec l'ACRI (Associazione fra le casse di risparmio italiane). Man-

quent encore les Britanniques, qui ont demandé un délai dans l'attente de la nomination de leur nouveau président, le 1^{er} janvier 1990.

L'accord-cadre conclu avec les Italiens prévoit les mêmes principes de coopération que les précédents : représentation de chaque partenaire dans les différents pays, distribution conjointe de produits et de services financiers, collaboration en matière d'affaires financières (prises de participation...), échange de personnes et de formation.

La seule différence réside dans la nature du signataire transalpin. L'ACRI, organisme représentatif qui chapeaute les soixante-dix-huit caisses d'épargne italiennes et les huit cents de prêts qui relèvent du même statut, ne peut pas imposer ses choix à ses adhérents mais seulement faire des propositions. Les discussions avec les Français ont été menées avec l'appui d'un comité constitué des principales caisses. Les Caisses d'épargne sont des institutions importantes en Italie. Avec 4500 agences et 74000 salariés, elles concentrent 29 % de la collecte et 25 % des crédits. Leur bilan atteignait 300 000 milliards de lires (1380 milliards de francs) à fin 1988 et leurs bénéfices 1400 mil-

liards de lires (6,4 milliards de francs). Certaines d'entre elles sont très puissantes, comme la Cariplo de Lombardie, qui intervient à l'étranger (elle est notamment actionnaire du CCF en France), les caisses de Rome ou de Turin ; d'autres, au contraire, n'interviennent qu'au niveau de la province ou de la région.

Une nouvelle étape

Entrée en mars 1988 avec les caisses d'épargne catalanes, la politique d'alliances de l'Ecureuil commence à porter ses fruits. Pour les particuliers, des facilités de retrait à l'étranger ont été mises en place en Espagne. Les Français pourront également trouver auprès des caisses d'épargne espagnoles un service complet (formalités, évaluation, garantie...) pour leurs acquisitions immobilières. Enfin des SICAV en ECU, communes aux Espagnols, aux Italiens, aux Allemands, aux Belges et aux Britanniques, devraient être lancées en octobre. En direction des entreprises, et notamment des PME, les caisses d'épargne françaises ont développé des échanges d'assistance : les PME

françaises peuvent ainsi trouver un soutien en matière fiscale, juridique, financière (garantie de crédit) auprès des caisses d'épargne allemandes, la réciproque étant vraie pour les entreprises allemandes travaillant en France.

Le Centre national des caisses d'épargne (CENCEP) veut étendre ce système à tous ses autres partenaires, explique M. Maurice Bernisilho, directeur responsable de l'International, en faisant de la Société franco-allemande d'assistance et de conseil (SOFAC), filiale jusqu'à 100 % de la Banque franco-allemande, dans laquelle il vient de prendre 45 %, une société à vocation franco-européenne.

Une nouvelle étape dans la constitution de l'Europe des caisses d'épargne sera franchie dans les prochains jours : deux des partenaires de l'Ecureuil, les Catalans et les Belges, vont signer entre eux le même accord de coopération que celui signé par les Français. A l'échelon européen, une charte générale de coopération devrait être formalisée sous l'impulsion de la Commission 1992 du groupement des caisses d'épargne, commission présidée par M. Jean-Pierre Thiolon, président du CENCEP.

CLAIRE BLANDIN.

La Corse, le Nord-Pas-de-Calais et la Lorraine sont les principaux bénéficiaires des crédits régionaux européens

C'est au total une enveloppe de subventions de quelque 5,5 milliards de francs sur cinq ans, non comprises les régions d'outre-mer, que la France a présentée à la Commission de Bruxelles, au titre du Fonds européen de développement régional (FEDER), dont le règlement a été modifié à la fin de 1988. Il s'agit là, a précisé, le 10 mai, M. Jacques Chérèque, ministre de l'aménagement du territoire et des reconversions, d'un plafond maximum, et les pouvoirs publics ne se font d'ailleurs pas d'illusions.

A la fin de l'année, en effet, lorsque la Commission rendra son verdict, après avoir examiné en détail les plans régionaux et les opérations précises que lui aura présentés la France, le volume total des subventions sur la période 1989-1993 sera sensiblement inférieur.

Deux catégories de régions, dans l'état actuel des dispositions arrêtées par Bruxelles, peuvent être bénéficiaires, pour leur développement

économique futur, des crédits européens du FEDER. D'abord, et pour la plus large part de l'enveloppe française, la Corse, pour laquelle il a été demandé 780 millions de francs en cinq ans, et les régions d'outre-mer pour 2 milliards. L'ensemble de ces régions maritimes et insulaires sont d'ailleurs classées comme en retard de développement par rapport à la moyenne communautaire.

Un autre chapitre du règlement du FEDER permet aussi de réserver des crédits pour les régions qui éprouvent des difficultés de reconversion industrielle dans certains de leurs bassins d'emploi bien localisés. Le gouvernement français, à ce titre, a présenté des plans pour dix-sept régions métropolitaines sur vingt et une, la Corse mise à part, puisqu'elle est déjà servie sur une autre ligne budgétaire. Sont ainsi retenus le Nord-Pas-de-Calais (1,6 milliard de francs demandés), la Lorraine (959 millions), les Pays de la Loire (pour les zones de Cho-

let et de Nantes-Saint-Nazaire) et des bassins industriels tels que Aila, le nord du Cotentin, le département des Côtes-du-Nord, Le Creusot et la zone de Laon, où va bientôt être épuisé le gisement de gaz naturel.

Sont exclues du dispositif les régions d'Ile-de-France, d'Alsace, du Centre et du Limousin. Mais pour le Limousin, M. Mitterrand a visité le 12 mai, qui se classe parmi les régions les plus défavorisées et où la population est en chute. M. Chérèque a précisé que le gouvernement veillerait à ce qu'il soit particulièrement bien servi, lorsque la Commission de Bruxelles arrêtera sa position et ses financements en faveur des zones rurales les plus fragiles, c'est-à-dire à l'automne. Toutefois, l'enveloppe globale, que la France recevra pour toutes ces zones rurales en déclin et en voie de désertification, sera elle-même en forme de peau de chagrin : 200 millions de francs seulement en 1989.

FRANÇOIS GROSGRICHARD.

A compter du 15 mai

Hausse de 1 % des tarifs EDF

Les tarifs de l'électricité vont augmenter lundi 15 mai de 1 % en moyenne dans les secteurs industriel, domestique et tertiaire. Cette hausse, consentie par les pouvoirs publics, est inférieure aux souhaits d'EDF (électricité de France) qui table sur une augmentation de 1,5 % au 1^{er} janvier pour équilibrer ses comptes en 1989, après le déficit de 1,8 milliard de francs enregistré en 1987.

EDF a en outre accusé au premier trimestre 1989 un manque à gagner de 600 millions de francs en raison de la clémence de l'hiver.

Depuis 1984, en francs constants, les tarifs de l'électricité ont selon EDF baissé d'environ 13 %.

Le Monde

MARDI 16 MAI 1989 (NUMÉRO DATÉ DU 17)

SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI

30 pages d'annonces des centaines d'offres d'emploi pour les cadres



ATTENTION : ce numéro gratuit est publié avec le Monde Economie en cahiers séparés. N'oubliez pas de le demander à votre marchand de journaux.

Économie

REPÈRES

Prix
Hausse de 0,4 %
des prix de gros
aux Etats-Unis

La croissance des prix de gros aux Etats-Unis a atteint 0,4 % au mois d'avril, un résultat identique à celui du mois de mars, et en sensible baisse par rapport à janvier et février. Les prix de gros avaient augmenté de 1 % au cours de chacun des deux premiers mois de l'année.

Le bon résultat d'avril a été réalisé en dépit d'un flambée des prix de l'énergie, qui ont progressé de 2,2 %. La baisse des prix de l'alimentation (-0,6 %) a permis à l'indice des prix à la production, hors énergie et alimentation, de s'orienter à la baisse (-0,1 %) pour la première fois depuis octobre 1987.

Paiements courants

Le Portugal
déficiaire en 1988

La balance des transactions courantes du Portugal s'est soldée l'an dernier par un déficit de 654 millions de dollars (4,1 mil-

liards de francs environ) alors que l'année précédente, un excédent de 444 millions de dollars avait été réalisé. Cette dégradation du solde des échanges du Portugal s'explique par une poussée des importations (+ 18,5 % en volume) bien supérieure à celle des exportations (+ 8,3 %) ; le déficit de la balance commerciale a atteint 5,1 milliards de dollars.

Travaux publics

Ralentissement

L'activité observée dans les travaux publics, au cours du premier trimestre 1989, est jugée satisfaisante du fait en particulier de conditions climatiques exceptionnelles « 28 % des chefs d'entreprises ont observé une progression d'activité pour les premiers mois de l'année », indique la Fédération nationale des travaux publics.

En revanche, les commandes reçues au cours de cette période sont en baisse : 9 % seulement des entrepreneurs ont jugé leur volume important, contre 23 %, faible. En conséquence, les carnets de commandes sont peu ou normalement garnis pour neuf chefs d'entreprises sur dix. Pour le deuxième trimestre, l'activité devrait se ralentir légèrement.

ÉTRANGER

La Citibank
saisit des dépôts bancaires équatoriens

La banque américaine Citibank a saisi 80 millions de dollars (500 millions de francs environ) d'avoirs équatoriens déposés sur ses comptes, pour rembourser des arriérés accumulés auprès d'elle par le pays d'Amérique latine. L'annonce de cette décision a provoqué une grande surprise dans les milieux bancaires internationaux, qui ont interprété le geste de Citibank comme l'annonce d'un durcissement de sa position en matière de dette du tiers-monde. Citibank préside actuellement le comité des banques créditrices du Mexique, qui négocie avec les autorités du pays un vaste plan de rééchelonnement et de réduction de la dette mexicaine.

La banque américaine a tenté de minimiser l'importance de son geste, en affirmant que la décision de saisir des avoirs de l'Equateur avait été

prise après plus de deux années pendant lesquelles le pays a accumulé 1 milliard de dollars d'arriérés sur ses 5 milliards de dettes, sans pour autant engager de discussions sérieuses avec ses créanciers. Selon Citibank, ce geste devrait rester isolé, car il porte sur un prêt commercial bilatéral : il ne devrait donc pas inciter les autres banques créditrices à imiter son exemple. Jusqu'à présent, les saisies d'avoirs de pays endettés pour rembourser les banques n'avaient été employées qu'à de rares occasions au début des années 1980, par des banques de taille secondaire.

Au printemps de 1987, Citibank avait donné le coup d'envoi de la constitution de provisions sur les créances auprès des pays du tiers-monde.

LOGEMENT

Les promoteurs-construc-
teurs demandent un chiffrage
des propositions
du rapport Bloch-Lainé

A la suite de la publication, le 12 mai, du rapport de la commission de réflexion présidée par M. Jean-Michel Bloch-Lainé sur les aides publiques au logement (le Monde du 3 mai), la Fédération nationale des promoteurs-construc-
teurs (FNPC), par la voix de son président, M. Michel Pelé, souhaite qu'une commission d'évaluation chiffrage les conséquences de propositions de réformes contenues dans le rapport.

La FNPC regrette que le rapport « ne contienne aucune analyse au devenir de l'accès à la propriété non aidée » ne précise pas les modalités possibles d'une réforme d'ensemble de la fiscalité de l'investissement immobilier, et enfin ne présente pas « d'esquisse chiffrée de l'équilibre des flux réels et financiers du secteur au cours des prochaines années ».

La FNPC souhaite qu'on revalorise le plafond des réductions d'impôts pour l'accès à la propriété en fonction du rythme de majoration des tranches du barème de l'impôt sur le revenu.

● Baisse de l'activité des Houillères de Lorraine. — Les Houillères du bassin de Lorraine (HBL) ont enregistré en 1988 une baisse de leur production qui a atteint 8,959 millions de tonnes, au lieu des 9,435 millions de tonnes prévues, en raison « d'écarts géologiques, de conflits sociaux et d'un environnement commercial difficile », selon les termes de leur président M. Roger Jourdan. Comparée à celle de 1987, la production a diminué de 942 191 tonnes. Quant au chiffre d'affaires, il s'est lui aussi établi en baisse à 4,567 milliards de francs, contre 4,974 milliards de francs en 1987. Depuis 1984, il a baissé de 46 % en francs constants, alors que la production ne diminuait que de 17 %.

PRIVATISATIONS

Le Conseil d'Etat
rejette un recours
de M. Joxe

Le Conseil d'Etat a rejeté, vendredi 12 mai, une requête déposée par M. Pierre Joxe avant la dernière élection présidentielle. M. Joxe avait déposé cette requête en tant que député, et avec l'Association pour la défense du patrimoine public. Il demandait l'annulation des modalités des privatisations de Saint-Gobain et de Paribas. Le Conseil d'Etat a estimé que les arrêtés ministériels qui avaient organisé le transfert au secteur privé des deux sociétés n'étaient pas entachés d'illégalité. La valeur de vente des deux sociétés n'a pas constitué à ses yeux une sous-évaluation importante. Il fallait, selon le Conseil d'Etat, tenir compte de l'« inévitable décade » des titres due à l'introduction massive d'actions sur un marché étroit.

Le Conseil d'Etat a aussi repoussé un autre argument de M. Joxe suivant lequel la Caisse des dépôts avait vendu massivement des certificats d'investissement (actions sans droit de vote) de Saint-Gobain et de Paribas avant la privatisation, afin de faire baisser les prix de vente.

● Ocean Transport (Grande-Bretagne) rachète l'allemand OSA Marine Services (Pruessag). — Le groupe de transport maritime britannique Ocean Transport and Trading (OTT) a annoncé, le 11 mai, qu'il rachète pour 45 millions de dollars OSA Marine Services à VTG, une filiale du groupe ouest-allemand Pruessag. Ocean Transport va également racheter, dans le cadre de cette opération, une cinquantaine de navires d'OSA desservant des installations pétrolières offshore. La flotte d'OSA est utilisée en mer du Nord, en Afrique occidentale, en Amérique du Sud, au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est. — (AFP.)

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 9 au 12 mai

Les démons exorcisés

UN petit vent frais a soufflé, ces derniers jours rue Vivienne, qui, sans crier gare, s'est soudain éteint à la toute dernière minute pour laisser la place à une brève nette plus chaude. Le bilan de la semaine, encore écourtée d'une séance avec le chômage du 8 mai pour commémorer la victoire de 1945, n'en a pas moins été d'exceptionnellement positif (+ 0,10 %).

Ce n'est rien de dire que la température avait fraîchi sous les colonnes. A la réouverture de la Bourse mardi, la baisse atteignait d'entrée de jeu 0,4 % avant de se redresser à 0,12 % en fin d'après-midi. Elle reprenait le lendemain en se redressant à peine (-0,56 %) à la clôture après avoir atteint 0,67 %. Jeudi, le marché perdait encore du terrain (-0,35 %) et vendredi aussi (-0,25 %) après une timide tentative de reprise matinale (+0,18 %). Mais c'était à croire que cette journée allait être marquée par des retournements de tendance. A 14 h 31, du rouge, l'indicateur instantané repassait d'une seule coup au vert, en accélérant même sa progression. A 17 heures, son avance dépassait 0,9 %. Finalement, la semaine s'achève sur une perte relative minime (-0,10 %).

Surprenant ? Les investisseurs n'auraient pas eu tort de se méfier des idées de mai. Mais pour une fois, en vedette américaine, les saluts de glace n'ont pas été bien méchants. Ils avaient, cette année, revêtu les traits grimaçants de ces vieux démons familiers qui hantent périodiquement la place, dont la seule évocation des noms — « inflation » et « argent cher » — fait frémir.

Beaucoup avaient cru pouvoir les voir aux gémonies avec la remontée du chômage aux Etats-Unis, symptôme du ralentissement attendu de l'expansion, donc de l'éloignement du danger de surchauffe.

En fait, les chiffres de l'emploi outre-atlantique se sont révélés temporeux avec l'augmentation sensible du nombre d'heures de travail hebdomadaire, celle également des coûts horaires. Bref, avec, en plus, un dollar dangereusement dopé par les événements de Panama, la menace apparaitait toujours bel et bien là. Mais il était dit aussi que rien n'allait être simple cette semaine. Sans crier gare, l'INSEE est redevenue très optimiste sur la poursuite du redressement français. Comme par magie, l'OCDE lui a immédiatement enrobé le pas pour se lancer dans des pronostics dithyrambiques sur la croissance en Europe et au Japon, réputée devoir être, paraît-il, beaucoup plus forte qu'escomptée.

Ce n'est rien de dire que la confusion atteignait son comble. La véritable question n'était-elle pas, en effet, de savoir si cette nouvelle croissance n'allait pas nourrir cette inflation tant redoutée ? Que dire du cri d'alarme lancé sur son aggravação par la Banque d'Angleterre. Pour compliquer cette situation déjà passablement embrouillée, le Crédit suisse assurait ne pas percevoir de récession en Occident, tandis que M. Boskin, chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, se disait persuadé que la poussée inflationniste était profonde. Enfin, l'on apprenait que les prix de gros allemands avaient flambé en avril (+1,1 %). De quoi perturber les esprits les plus forts. Perdus dans ce maquis d'informations contradictoires, les opérateurs ont, comme d'habitude, procédé, par précaution, aux ajustements d'usage, remettant à

quelques jours toute décision d'achats ou de ventes dans l'espoir d'y voir rapidement un peu plus clair.

Deux nouvelles statistiques étaient en effet attendues cette semaine aux Etats-Unis, les ventes au détail et l'indice des prix de gros pour avril, publiables l'une jeudi, l'autre vendredi et toutes deux donner une image un peu plus nette sur l'état de l'économie américaine, premier élément d'une connaissance conjoncturelle plus étendue.

Singulièrement, Wall Street excepté (et encore), aucune place n'a réagi à l'annonce de l'accroissement plus tranquille (+0,4 %) que prévu (+1,3 %) des ventes au détail de l'autre côté de l'Atlantique. En revanche, la relative sagesse de la hausse des prix de gros (également de +0,4 %) là-bas a paru prometteuse. Les démons exorcisés ? N'excitons rien, mais l'espoir fait vivre. A la veille du troisième long week-end consécutif — la Bourse sera fermée le lundi de Pentecôte — des opérateurs ont jugé bon, pour ne pas être un éternel train de hausse, d'anticiper le mouvement. Paris n'est-elle pas encore la moins chère de toutes les places ? Son état de recouvrement ou DR (PER amélioré en tenant compte de la croissance des bénéfices à venir et de l'évolution des taux d'intérêt) n'était au 28 avril que de 11,1, alors qu'il s'élevait à 11,2 à Madrid, 11,4 à Londres, 11,7 à Zurich, 11,8 à New-York 11,9 à Tokyo et à 12,4 à Düsseldorf.

A partir de ces constatations, vendredi soir certains professionnels s'exclamaient pas la possibilité de voir la Bourse amorcer la descente en phase de sa reprise de printemps. Ce n'était pas Paris général, le « broker » britannique James Capel jugeant, lui, le marché parisien « surchauffé ».

L'événement de la semaine a été sans conteste le démantèlement au premier étage du groupe de cotations à la crie des valeurs étrangères du R.M. Mais la surprise a été causée par le refus des commis attitrés de travailler dans le nouveau local aménagé à leur effet, jugé par eux parfaitement inadéquat. Après deux jours de conversations infructueuses avec les autorités boursières, les spécialistes du groupe s'étaient installés jeudi sur le peron de la Bourse pour y exercer leur activité, rappelant ainsi aux anciens les fameux « piéds humides », qui, un demi-siècle auparavant, désignaient un même endroit, souvent dans les flaque d'eau (d'où leur nom), les valeurs non admises à la cote officielle. Mais la société des Bourses françaises a refusé d'honorer des cotations établies en dehors de l'enceinte du palais.

Alors, vendredi, les commis avaient refusé dans le hall d'entrée. La cotation des valeurs étrangères a pu ainsi reprendre après trois jours d'interruption. Mais, du même coup, la porte principale de la Bourse a été condamnée. Et il était d'autre part impossible de passer de l'aile nord à l'aile sud du palais. « Mais c'est Clochemerle ! », hurla furieux un habitué. « Y a-t-il encore un pilote dans l'aviation ? », lui rétorqua un professionnel. Notons enfin que 5,45 % du capital du RHV ont été ramassés ces derniers jours par la Bankers Trust of Australia. Des esprits soupçonneux croient apercevoir l'ombre de l'investisseur néo-zélandais Ron Brierley. Affaires à suivre.

ANDRÉ DESSOT.

LES PLUS FORTES VARIATIONS
DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
Gal Lafayette	+11,2	Marine World	-5,4
Audi. entrep.	+9	Paris. Rec.	-5,2
Finville	+8,3	Banque (C)	-5
Simo	+8,1	CFAD	-4,8
Géoplatique	+7	Midi. Bank SA	-4,3
Lary-Som	+6,9	Navig. Miro	-3,6
Salomon SA	+6,8	Gaz et Eau	-3,6
Schnee	+6	Labo R. Bellon	-3,4
Ex. H. de V.	+5,8	Comp. Indus	-2,9
Der Reg. S.E.	+5,2	Nord et O.	-2,9
Chab. Méditerran.	+5,2	Occid. (G)	-2,7
Salvage	+4,6	Berger SA	-2,6
Crozet	+4,6	Dreux mar.	-2,6
Lachère SA	+4,5	Pechelonne	-2,6

BONS DU TRÉSOR

Séance du 12-5-89

Emission	Plus haut	Plus bas	Cours moyen	Variation (par/100)
10 ans	—	—	92,07	—

le journal mensuel
de documentation politique
après-demain

Fondé par la Ligue
des droits de l'homme
(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

EUROPE...
LE GRAND MARCHÉ
INTÉRIEUR

Avec notamment
des articles de :
J. DELORS, C. LAUMIERE,
H. NALLET, J. AUROUX,
Ch. GOUX, Ch. SAUTTER

Envoyer 35 F (timbres à 2 F ou chèques)
à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-
Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le
dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement
annuel (60 F d'économie), qui
donne droit à l'envoi gratuit de ce
numéro.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Or fin (100 en barre)	Cours 8-5-89	Cours 12-5-89
Or fin (100 en barre)	78 280	78 880
Or fin (100 en barre)	78 020	78 880
Or fin (100 en barre)	78 020	78 880
Or fin (100 en barre)	78 020	78 880
Or fin (100 en barre)	78 020	78 880
Or fin (100 en barre)	78 020	78 880
Or fin (100 en barre)	78 020	78 880
Or fin (100 en barre)	78 020	78 880
Or fin (100 en barre)	78 020	78 880

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 12 mai 1989

COURS	Sept. 89	Déc. 89
Premier	—	—
+ haut	106,68	106,54
+ bas	106,90	106,82
Dernier	106,60	106,48
Compensation	106,60	106,48

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	8 mai	9 mai	10 mai	11 mai	12 mai
RM	1 288 439	1 371 019	1 727 551	(1)	(1)
Comptant	6 809 807	5 357 205	7 682 047	—	—
R. et obl.	190 135	314 447	226 978	—	—
Actions	8 288 381	7 042 671	9 409 598	—	—

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 30 décembre 1988)

Françaises : 109,7 | 109,1 | 109 | — | —
Étrangères : — | — | — | — | —

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

(base 100, 30 décembre 1988)

Tendance : 109,5 | 108,9 | 108,5 | 109,5

Indice gén. : (base 100, 31 décembre 1988) 464,2 | 463 | 461,4 | 460,9

Indice CAC 40 : (base 1000, 31 décembre 1987) 1 672,61 | 1 660,93 | 1 655,74 | 1 674,27

Indice OMF 50 : (base 100, 31 décembre 1981) 476,86 | 475,11 | 474,12 | 480,13

(1) Chiffres non disponibles.

BOURSES
ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Redressement de dernière minute
Wall Street est-il venu à la baisse ? On a pu le croire cette semaine. Du gémissement en effacement, le marché s'arrêta pas de perdre lentement du terrain. Il en était déjà à sa septième séance consécutive de repli quand soudain, jeudi, une très légère reprise se produisit. Vendredi, la Bourse s'endormit enfin, l'indice Dow Jones regagnant 56,82 points (+2,38 %) d'un coup pour s'établir à 2 439,70 (contre 2 381,96 le 5 mai) son plus haut niveau depuis le crash.

Une double cause avait poussé sur le marché. D'abord celle de l'inflation, que la remontée du chômage n'avait pas effacée avec l'augmentation du nombre d'heures travaillées. La peur, ensuite, de voir les investisseurs japonais border les bons du Trésor. L'appréhension se déversa finalement sans incident et coup sur coup deux statistiques tombèrent, très rassurantes, sur le danger de surchauffe. Le marché ne réagit pas trop à la première (moins en 4000). Mais la seconde (indice des prix de gros) le mit en joie (0,4 % de hausse au lieu de 1,3 % attendu). Les investisseurs institutionnels ont massivement acheté.

	Cours 5 mai	Cours 12 mai
Alcoa	62 7/8	64 1/2
AT&T	34 1/2	34 1/8
Buckley	36 5/8	36 1/2
Chrysler	34 5/8	33 7/8
Du Pont de Nemours	108 1/8	108 3/8
Eastman Kodak	43	42 3/4
Exxon	42 3/8	42 1/8
Ford	46 7/8	47 3/4
General Electric	47 7/8	51
General Motors	39 5/8	39 7/8
Goodyear	39 3/8	39 3/8
IBM	169 1/4	170 3/4
ITT	58	56 7/8
Mobil Oil	58 5/8	49 3/4
Pfizer	62 5/8	64 5/8
Schlumberger	33 3/4	34
Tesoro	33 3/4	34
UAI Corp. (ex-Alcoa)	124 3/4	125 3/4
Union Carbide	38 3/8	39 3/8
USX	32	34
Woolworth	37 1/4	37 7/8
Xerox Corp.	64 7/8	67 1/2

LONDRES

Reprise en fin de semaine
Ronde nerveuse par le cri d'alarme de la Banque d'Angleterre sur le danger inflationniste, ainsi que la hausse du dollar et les interrogations sur l'état de santé réelle de l'économie britannique, le marché a retrouvé sa tranquillité d'esprit en fin de semaine et les chemins de la hausse. Les dernières statistiques économiques américaines ont été jugées rassurantes dans la City.

	Cours 5 mai	Cours 12 mai
Borchem	625	615
Bovender	511	515
BP	284	282
Charter	580	589
Comcast	32	32
De Beers	14 5/8	14 3/8
Free Gold	7 1/16	7 3/8
Glen	13 27/32	13 9/16
GUS	16 5/8	16 3/8
ICI	12 1/2	13 1/16
Rentech	766	762
Shell	396	400 1/2
Unilever	570	559
Vickers	187	192
War Loan	38 15/16	38 11/16

(*) En dollars.

FRANCFORT

Moins 2,3 %
La baisse a fait sa réapparition durant cette courte semaine sur le marché allemand. Elle a surtout résulté du manque d'affaires entraîné par la réticence des investisseurs à s'engager. La crainte d'un retour de l'inflation, ainsi que la hausse des prix de gros pour avril (+1,1 %) et la flambée du dollar, et d'un nouveau relèvement des taux a paralysé l'activité. En moyenne, les cours ont fléchi de 2,3 %.

Indices du 12 mai : DAX : 1 347,84 (contre 1 380,46) ; Commerzbank 1 684,7 (contre 1 722).

	Cours 5 mai	Cours 12 mai
AEG	228,60	215
BASF	385,40	361
Bayer	384,20	359,60
Commerzbank	233	245,20
Deutschebank	527	527,40
Karstadt	304,90	301,30
Konzert	506	495
Mannesmann	536	525,10
Siemens	537,20	518
Volkswagen	343,50	341,50

TOKYO

Baisse
Rendu inquiet par l'appréciation du dollar vis-à-vis du yen et par la perspective d'un relèvement du taux de l'escompte, le marché nippon, après avoir battu un nouveau et bref record d'altitude à 34 135,24, a fait marche arrière. Les réticences des opérateurs à s'engager ont essentiellement responsable de la baisse.

Indices du 12 mai : Nikkei 33 866,33 (contre 33 954,99) ; Toxip, 2 518,64 (contre 2 517,49).

	Cours 2 mai	Cours 12 mai
Aiat	842	785
Bridgestone	1 600	1 590
Citron	1 608	1 648
Fuji Bank	3 380	3 450
Honda Motor	1 600	1 660
Matsushita Electric	2 368	2 400
Mitsubishi Heavy	1 138	1 110
Sony Corp.	6 700	6 980
Toyota Motor	2 600	2 610

Le Japonais vont-ils

Le Japonais vont-ils... (Texte très flou et difficile à lire, semble être une continuation de l'article sur le Japon ou une autre page de la revue des valeurs.)

Crédits, changes, grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Les Japonais vont-ils redécouvrir l'ECU ?

Les investisseurs japonais seraient-ils en train de redécouvrir l'agrement des placements en ECU ? Justifiée par le retour récent de chefs de file japonais à la tête d'entreprises en ECU, la question dépasse largement le cadre de la monnaie européenne. Elle se pose en des termes généraux qui expriment de façon très vive le grand problème actuel du marché international des capitaux : celui des taux de change.

Comme les principales institutions financières du Japon sont les prêteurs les plus importants du monde, il est normal que l'attention se tourne tout particulièrement vers elles. La façon dont elles entendent organiser leurs portefeuilles obligataires est un élément déterminant du marché international des capitaux. Les compagnies d'assurances sont au nombre des investisseurs les plus importants de leur pays ; durant l'exercice 1989, qui à Tokyo a commencé en avril, elles devraient investir en obligations étrangères pour l'équivalent de plus de 15,2 milliards de dollars.

De nombreux spécialistes, et en particulier ceux de l'équipe new-yorkaise du groupe de recherche de la Deutsche bank qui dirige Hung Tran, estiment que ces sociétés vont poursuivre sans discontinuer les efforts de diversification qu'elles ont entrepris depuis quelques années. Elles ont en effet payé très cher d'avoir précédemment trop investi en obligations libellées en dollars. Les pertes subies par les seules compagnies d'assurance-vie sur leurs obligations en monnaies étrangères sont particulièrement lourdes. La figure du yen s'est traduite pour l'exercice 1988 par un déficit de quelque 3,5 milliards de dollars qui fait suite à des résultats négatifs supérieurs à 9 milliards de dollars pour chacune des deux années précédentes.

Analysant la composition des portefeuilles de titres de cinq des principales sociétés d'assurance sur la vie au Japon, les experts de la Deutsche bank font apparaître une tendance d'ensemble cohérente. La part du dollar des Etats-Unis a diminué sensiblement ces dernières années, de même que celle du dollar canadien ; celles de la livre sterling et du dollar suédois se sont accrues, le mark ressortant également comme un des bénéficiaires des remaniements opérés, mais dans une mesure assez faible.

La place faite à l'ECU par ces cinq compagnies d'assurance-vie japonaises est cependant demeurée bien modeste, diminuant même de

septembre 1987 à décembre 1988. A cette date elle s'élevait de 1 % à 8 % au maximum selon les compagnies alors que les dollars américains et canadiens représentaient encore respectivement de 32 % à 52 % et de 11 % à 36 % des portefeuilles obligataires étrangers.

Globalement, les investisseurs japonais se tiennent encore à l'écart de l'unité monétaire européenne mais ils pourraient être encouragés bientôt à revoir leur position à ce sujet. Leur réserve tient à de nombreuses raisons. Parmi les plus graves, figurent les craintes liées à la taille des émissions en ECU, trop souvent trop petites pour satisfaire l'espoir d'une liquidité satisfaisante sur le marché secondaire. En outre, les incertitudes relatives à la révision prévue du panier des monnaies qui entrent dans la composition de l'ECU ne sont guère compatibles avec la prudence des gestionnaires de fonds japonais. Or la situation est en train de s'améliorer nettement.

En ce qui concerne la taille des emprunts, l'exemple donné par le Trésor français et son opération récente de 1 milliard d'ECU est tout à fait significatif de la façon dont les Etats d'Europe comprennent les besoins du marché. L'intention des détenteurs de tout remettre plan de proposer aux souscripteurs des opérations véritablement de grande ampleur se manifeste également par le recours à la technique dite de l'assimilation. Cela permet de greffer de nouvelles tranches sur des sous-jets existants, au fur et à mesure des besoins de l'emprunteur.

Quant à la révision de la composition de l'ECU, et de l'entrée de la livre, l'argument est plus gênant en défaveur de la monnaie

européenne. En effet, les services de recherche des principales banques se sont assidûment penchés sur la question. Leurs conclusions se rejoignent en gros et, pour l'essentiel, le marché lui-même a déjà escompté les changements les plus probables.

Qui plus est, l'incertitude pousse à bien être réticent à ce sujet. Nombreux sont ceux qui attendent que la reconstitution du panier de l'ECU soit décidée avant la réunion de Madrid des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté européenne du début de l'été (mais les changements n'entraineront pas en vigueur avant l'automne).

Deux eurobanques nippones ont dirigé cette semaine des euro-emissions en ECU, Daiwa Europe et IBI international. La première s'est chargée d'un emprunt de 75 millions pour le compte d'un établissement de crédit hypothécaire britannique, Abbey National. D'une durée de trois ans, les obligations émises à 101,375 % du pair sont rémunérées au taux facial de 9 %. Elles sont pour l'essentiel destinées à la clientèle des investisseurs privés d'Europe continentale. Toute différente est l'opération menée par IBI.

Il s'agit d'une transaction de 75 millions pour la Banque européenne d'investissement (BEI) qui viendra à échéance dans dix ans et qui est assimilable à un emprunt précédent lancé en mars dernier. Les obligations sont émises à 103 % du pair. Le tout correspond parfaitement au profil recherché par les Japonais susceptibles de s'intéresser à l'ECU : un montant appréciable (225 millions d'ECU au total) ; un taux de rendement facial élevé ; une dette de qualité irréprochable ; une longue durée.

Extinction du marché suisse

Ces derniers mois, les eurobanques se sont beaucoup soucées d'attirer les portefeuilles suisses lorsqu'elles étaient à la tête d'une émission nouvelle en ECU. La tâche était facile car l'unité monétaire européenne bénéficie en Helvétie d'un pouvoir de séduction qu'on ne lui aurait pas dénié si il y a un an seulement. Cela tient à la quasi-disparition du marché des titres étrangers libellés en francs suisses. Alors que le franc suisse s'affaiblit à mesure que monte le niveau de l'intérêt, les investisseurs locaux se méfient de tout placement en titres à revenu fixe libellés dans leur propre monnaie.

Les emprunteurs pour leur part redoutent une éventuelle réaction du franc qui leur ferait ultérieurement rembourser plus cher les fonds qu'ils devraient lever maintenant. L'ECU apparaît par conséquent comme une solution de rechange tout à fait acceptable. Les emprunteurs qui s'adressent spécifiquement aux investisseurs suisses en profitent pour proposer des conditions très rigoureuses, comme vient de le faire IBM par le truchement de CSFB (125 millions d'ECU d'obligations de trois ans de durée rémunérées à 8,75 % et émises à 101,50 % du pair). L'opération IBM a finalement bénéficié d'un assez bon accueil.

CHRISTOPHE VETTER.

DEVISES ET OR

Les étonnements de M. Poehl

« Il est vraiment remarquable de voir la force du dollar en dépit du fait que les déséquilibres restent très importants », s'est étonné, cette semaine, M. Karl Otto Poehl, président de la Banque fédérale d'Allemagne (Bundesbank), ajoutant : « C'est ce que les marchés décident et nous devons vivre avec ».

Pour l'instant, la Bundesbank vit mal, puisque le dollar, à la veille du week-end, avait allègrement crevé le plafond de 1,90 DM, considéré, à tort ou à raison, comme une limite de fluctuation supérieure fixée officiellement par le groupe des Sept (pays les plus industrialisés du monde). Tout au long de la semaine, les cours du billet vert avaient pour suivi leur ascension, retrouvant et dépassant leur niveau d'août 1988, précédemment 1,90 DM.

Vendredi matin, les cours s'élevaient même à près de 1,92 DM, 136 yens et 6,48 F. La raison était toujours la même : niveau élevé des taux d'intérêt américains par rapport aux taux allemands (3 points d'écart) et japonais (4 points d'écart et même davantage). Lorsque les opérateurs d'un plus d'urgence sur le sort d'une monnaie dans l'immédiat et sont confiants dans sa stabilité, l'attrait d'une forte rémunération devient très puissant, d'où le succès des placements en dollars.

On peut, certes, mettre en avant des motivations politiques : crise de gouvernement au Japon dans l'atmosphère sulfureuse de l'affaire Recruit, net fléchissement du chancelier Kohl, dont les chances paraissent s'amoindrir pour les élections au total ; un taux de rendement fédéral de fin 1990. Mais ce genre d'explications vient toujours en second : aujourd'hui, l'argument massif, c'est le rendement, toujours le rendement !

La démonstration en a été donnée vendredi en début d'après-midi, lors-

que fut annoncée l'augmentation des prix de gros américains : sa relative modicité pesa immédiatement sur le dollar (voir ci-dessus en rubrique *Marché monétaire et obligataire*) qui perdit 2 pfennigs, retombant à 1,8925 DM, 135 yens et 6,43 F. Puis des acheteurs réapparurent à ces niveaux de sorte que, vendredi, en fin d'après-midi, le dollar remontait, à New-York, à ses cours de la matinée, soit 1,92 DM, 6,48 F et près de 136 yens. Un coup pour rien, donc.

Déséquilibres

A Francfort, l'un des membres du conseil de la Bundesbank, M. Leonard Gleske, faisant court mauvais fortune bon cœur, a estimé que le déséquilibre des balances des paiements conduira à un changement des parités monétaires : « On ne peut considérer que la structure actuelle des taux de change va durer ».

Si une forte aggravation des déséquilibres des balances des paiements courants devient perceptible, les marchés se préoccupent à nouveau de ce problème, ce qui les conduira à réviser leurs anticipations de taux de change, avec pour résultat final une modification des parités.

Un fort ralentissement de la croissance dans des pays qui, comme les Etats-Unis ou le Royaume-Uni, ont des taux élevés pourrait aboutir à une correction des parités si ces pays profitaient de ce ralentissement pour baisser leur taux, a-t-il précisé.

M. Gleske, qui est chargé des marchés des changes et des relations internationales au sein du comité de la Bundesbank, a souligné que les parités actuelles étaient paradoxales : « Des devises comme le dollar, la livre et la peseta ont progressé alors que le niveau élevé du déficit courant et de l'inflation dans leur pays d'origine aurait dû faire anticiper le contraire ».

Paradoxal ? Certes. De bons esprits considèrent que le comportement actuel des marchés de changes est « surréaliste ». Mais il l'était tout autant lorsque le dollar montait entre 1983 et 1985, alors que les déséquilibres entre les Etats-Unis et leurs partenaires se creusaient, jusqu'au moment où, en février 1985, puis surtout, à l'automne de cette même année, une renversement se produisit. En outre, le renchérissement du dollar, que certains voient se poursuivre jusqu'à 2 DM et même au-delà (les extrémistes vont jusqu'à 2,20 DM), risque d'aggraver à nouveau les déséquilibres dont parle M. Gleske. La hausse du dollar va favoriser les exportations allemandes et faire la joie des exportateurs japonais qui, après avoir « digéré » la baisse du billet vert pendant des années et amélioré leur productivité d'autant (la fameuse *endaka*) sont maintenant à la fête.

En Europe, le franc français demeure très ferme, bien que le cours du mark soit légèrement remonté à Paris, remontant au-dessus de 3,38 F, en dépit de la faiblesse de la devise allemande.

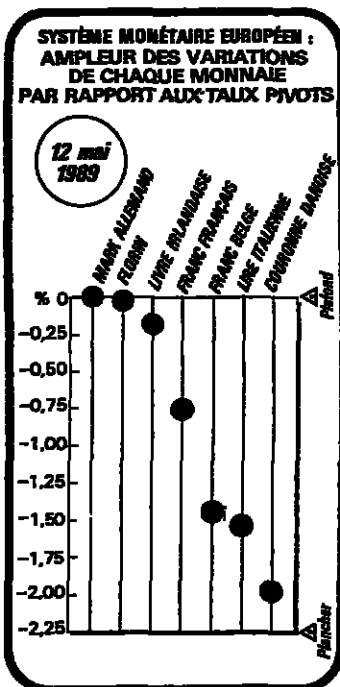
FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 9 AU 12 MAI

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	S.E.R.	Franc suisse	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire
New-York	1,9200	—	136,47	136,47	52,5024	2,5178	44,4418	8,7721
Paris	1,9200	—	136,47	136,47	52,5024	2,5178	44,4418	8,7721
Bruxelles	1,9200	—	136,47	136,47	52,5024	2,5178	44,4418	8,7721
Zurich	1,9200	—	136,47	136,47	52,5024	2,5178	44,4418	8,7721
Frankfurt	1,9200	—	136,47	136,47	52,5024	2,5178	44,4418	8,7721
Amsterdam	1,9200	—	136,47	136,47	52,5024	2,5178	44,4418	8,7721
Milan	1,9200	—	136,47	136,47	52,5024	2,5178	44,4418	8,7721
Tokyo	1,9200	—	136,47	136,47	52,5024	2,5178	44,4418	8,7721

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 12 mai, 4,7574 F contre 4,7647 F le vendredi 5 mai.



MATIÈRES PREMIÈRES

Haro sur le cacao

Jamais, depuis quatorze ans, les cours du cacao n'avaient été aussi bas. Une tonne de fèves s'échangeait en début de semaine à 701 livres, avant de chuter, vendredi 12 mai, à 697 livres. Le marché a, il est vrai, été particulièrement secoué ces jours-ci par un flot de rumeurs bassissimes qui ont provoqué un certain effaroulement. Le bruit courait, en effet, que la Côte-d'Ivoire, premier producteur mondial, s'appretait à vendre à tout va sa nouvelle récolte, qui atteindra quelque 800 000 tonnes. On entendait aussi chez les courtiers que le stock de 200 000 tonnes constitué par le négociant français Sucres et Denrées à la base de marchandises invendues — était sur le point d'être remis en circulation.

Si tel est probable que ces rumeurs ont déjà trouvé preneur, la firme parisienne démentait vendredi avoir liquidé de telles quantités. Le cacao en question, au dire des dirigeants du groupe, est encore bel et bien stocké dans les plates de la région de Côte-d'Ivoire. Elle a porté sur 1,8 million de tonnes de sucre livrées à Moscou en lieu et place du sucre que Cuba n'a pu livrer lui-même dans le cadre de son quota de 4,3 millions de tonnes.

L'affaire ivoirienne reste pourtant au centre des discussions dans le négoce, en raison de son coût immédiat pour la France. Les fameux 400 millions de francs auraient, de bonne source, été versés à la Côte-d'Ivoire puis immédiatement placés sur un compte bancaire dit « trusty » à Londres, ouvert à Sucres et Denrées contre présentation de ses part des justificatifs de stockage en Europe de la marchandise ivoirienne.

Et maintenant ? L'inquiétude porte sur les conséquences à venir du boycott du cacao par les autorités d'Abidjan ont maintenu pendant un an. Les professionnels estiment qu'en deux ans la consommation de cacao de Malaisie est passée de 120 000 à 200 000 tonnes. La société Mars, qui n'achète jamais de cacao malaisien, en a acquis 18 000 tonnes. La firme chocolatière américaine Hershey en a commandé 9 000 tonnes. Cadbury fait courir le bruit que ses laboratoires ont mis au point un procédé qui permettrait de corriger la moins bonne qualité du cacao malaisien. Chez Sucres et Den-

rées, on considère que les choses rentreront dans l'ordre avec le retour de la Côte-d'Ivoire sur le marché. Mais cette assurance n'est pas partagée dans la profession.

Vendredi soir, on apprenait que la Côte-d'Ivoire venait de décider d'écarter sa production par le biais de plusieurs courtiers londoniens, abandonnant sa politique de recours à un seul négociant, en l'occurrence Sucres et Denrées.

Cette annonce a été officiellement faite par M. Konan Bédien, un porte-parole du président ivoirien, M. Félix Houphouët-Boigny, de passage à Paris. Les opérations pourraient désormais être coordonnées par M. Nicolas Montfaucon, dirigeant de la maison britannique de courtage du même nom.

« Notre souci est de faire remonter les cours du cacao afin que nos producteurs puissent recevoir un revenu décent », indique, le 12 mai, M. Bédien. Le négociant Sucres et Denrées faisait cependant savoir qu'il restait dans les meilleurs termes avec la Côte-d'Ivoire et s'étonnait des propos de M. Bédien. Le marché sera cette année, pour la cinquième fois consécutive, avec un excédent de 190 000 tonnes.

Des taux allemands qui montent, des taux américains qui baissent : le tiraillement des vents contraires, le marché de Paris fléchit, se demandant de quel côté la brise va tourner.

An départ, une très mauvaise nouvelle : la hausse des prix de gros en Allemagne a atteint 1,1 %, soit 6,5 % d'une année sur l'autre, le rythme le plus élevé depuis juin 1982 (6,9 %) à l'époque. Les marchés allemands l'ont très mal pris, même si un très fort effet saisonnier est enregistré, tous les ans, au mois d'avril : l'an dernier, les prix de gros avaient augmenté de 0,5 % pendant ce même mois. Cette année, même en gonflant l'effet saisonnier, la hausse résiduelle atteint encore 0,5 %, à 0,6 %, comme le mois précédent. Le principal coupable, c'est le pétrole — naturellement, ce même pétrole qui, en France, fera monter de 0,6 % au même 0,7 % les prix de détail en avril.

En tout cas, les cours des obligations ont fléchi à Francfort, et le rendement des emprunts d'Etat à dix ans est passé de 6,90 % à 7 %, sans beaucoup d'espoir de le voir redescendre. En Suisse, on est persuadé que la Bundesbank relèvera à nouveau ses taux dans les semaines qui viennent, surtout si le dollar continue à monter et le mark à baisser (voir ci-dessus en rubrique *Devises et or*). Il est maintenant acquis que le relèvement des taux directeurs de la Bundesbank, le 21 avril, a fait l'objet d'un très large consensus au sein du Conseil, la durée de la réunion (sept heures) reflétant seulement un désaccord sur le calendrier de l'augmentation. « C'était une mesure préventive », a affirmé M. Helmut Schlesinger, vice-président de la Bundesbank.

Pour l'avenir, il est certain qu'une poursuite de l'affaiblissement du mark contribuera à renchérir les prix des produits importés, donc à nourrir l'inflation.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Vent d'est, vent d'ouest

A la veille du week-end, en revanche, un net soulagement était senti aux Etats-Unis, où la hausse des prix de gros en avril n'a atteint que 0,4 %, au lieu du chiffre de 0,7 % généralement prévu. Immédiatement, les cours des obligations américaines ont bondi et les rendements ont chuté, celui de l'emprunt à trente ans du Trésor retombant de 9,04 % à 8,88 %. Les opérateurs, en effet, ont estimé qu'un ralentissement du rythme de l'inflation permettrait aux autorités monétaires d'assouplir leur politique, avec, pour conséquence, une baisse du taux d'intérêt. Ils ont noté qu'en avril 1989 les prix de gros — hors énergie et alimentation, avaient fléchi de 0,1 %, contre une hausse de 0,4 % en mars.

Hésitations

Le chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, M. Michael Boskin, estime que le regain actuel d'inflation est « passager », dû presque uniquement à l'augmentation du cours du pétrole et à celle des produits agricoles, après la sécheresse de l'été 1988. « Nous comptons sur une stabilisation de l'inflation, puis, en fin d'année ou l'année prochaine, sur un début de recul ».

Pour lui, toutefois, la réduction du déficit commercial des Etats-Unis va se ralentir, l'OCDE estimant, de son côté, que le déficit s'établira à 102 milliards en 1988 et 167 milliards en 1989.

Traillé entre ces deux tendances contradictoires, l'allemand et l'américain, le marché de Paris est resté perplexé. Le cours de l'échéance juin du MATIF a comencé par chuter au-dessous de 106, à 105,85, à l'annonce de la hausse des prix de gros en RFA, par sympathie avec le marché allemand. On ne voit pas comment les taux pouvaient

baisser beaucoup à Paris s'ils se tenaient de l'autre côté du Rhin, constatation qui est faite dans ces colonnes depuis le début de l'année. En janvier, rappelons-le, un enthousiasme extrême se manifestait sur l'espoir d'une baisse générale des taux au second semestre, sous l'influence des Etats-Unis, en voulant ignorer le fait que la Bundesbank allait continuer à « serrer la vis ».

La suite des événements montre que cet espoir était largement prématuré, le cours de l'échéance juin du MATIF retombait de près de 109 à 106. A la veille du week-end, l'effet « prix de gros américains » réchauffa un peu les cours, l'échéance juin remontant à 106,50 environ.

Ces hésitations se sont traduites dans le sort réservé à l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor (OAT). L'Etat a recueilli 9,2 milliards de francs, avec des taux en baisse, 9,14 % contre 9,53 % le 2 mars, à une époque de forte tension, il est vrai, pour la tranche à trente ans, et 8,88 % contre 8,94 % en avril, pour la tranche à dix ans.

L'accueil a été plutôt tiède, la demande finale s'élevait assez faible et le papier était absorbé en grande partie par les spécialistes en valeurs du Trésor et par les courtiers. Les investisseurs institutionnels, en revanche, compagnies d'assurances, caisses de retraite et SICAV, ont carrément bouddé, jugeant les conditions trop « tirées », c'est-à-dire les rendements trop bas. En outre, ils sont désorientés par l'évolution des taux d'intérêt dans le monde (on les comprend) et donc se tiennent sur la réserve.

Signifions, enfin, que la Banque de France a maintenu à 8,25 % son taux d'adjudication cette semaine, le loyer de l'argent au jour le jour restant un peu au-dessus de ce taux.

F. R.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Italie : le PSI en congrès. 4 Les effets de la persécution sur les relations internationales. 5 La visite de M. Roland Dumas en Tunisie. 6 Europe 1993.	6 L'inhumation de Djibouti. 7 Le voyage de M. Mitterrand à Limoges. 8 « Livres politiques », par André Laurens. 7 La préparation des élections européennes.	8 Aggression raciste à Nice. 9 Les Églises européennes réunies à Bâle pour une conférence sans précédent. 10 Contrôle canadien des carburants en provenance des États-Unis. 11 Sports : les championnats d'Europe de judo.	11 Les premiers films en compétition au Festival de Cannes. 12 Le Festival d'Évian. 13 Le Biennale de la danse du Val-de-Marne. 14 COMMUNICATION.	15 M ^{me} Scrivener propose de modifier le projet de TVA de la Commission européenne. 16 L'Etat ne veut plus financer les retraites complémentaires à 60 ans. 17 Crédits, changes, grands marchés.	Abonnements 2 Carnet 7 Journal officiel 14 Météorologie 14 Mots croisés 14 Télévision 14 Spectacles 13	En direct de la Bourse de Paris BOURSE L'après-midi JOUR Tous les jeux du Monde JEUX 3615 tazes LEMONDE Commandez vos livres et disques par minitel LIVRES 3615 tazes LM

PANAMA : arrivée des premiers renforts américains L'Eglise catholique condamne l'annulation du scrutin et propose ses « bons offices »

AN PANAMA, où règne un calme précaire, un premier avion C-141 de l'armée de l'air américaine a déposé, vendredi 12 mai, sur la base de Howard (dans la zone du canal) un contingent de 25 soldats. Dix-sept autres vols étaient prévus dans les prochaines heures pour débarquer le reste des 1 581 militaires envoyés en renfort. Le gouvernement américain, engagé dans une offensive diplomatique contre le général

Noriega, va s'efforcer d'obtenir mercredi prochain, lors de la réunion extraordinaire de l'Organisation des États américains, la condamnation de l'homme fort du Panama. Le chef du Conseil national de sécurité, M. Scowcroft, a laissé entendre que Washington avait repris ses discussions avec des pays tiers pour « trouver une terre d'exil pour M. Noriega » au cas où celui-ci accepterait d'abandonner le pouvoir.

des prêtres étrangers (environ 75 % du clergé), avaient en fait pris partie depuis longtemps en faveur de la « croisade civique » menée contre le général Noriega.

Trouver une solution négociée

L'engagement de l'Eglise contre le régime intervient au moment où certains alliés du général Noriega cherchent à nouer des contacts avec l'opposition pour trouver une solution négociée à la crise. Selon des sources proches du pouvoir, le candidat officiel à la vice-présidence, M. Ramon Siero, qui est aussi le beau-frère du général Noriega, aurait fait connaître à l'opposition son intérêt pour l'ouverture d'un dialogue.

L'attitude conciliante de M. Siero serait due au score désastreux de sa propre formation politique, le Parti travailliste (PALA), membre de la Coalition de libération nationale (COLINA). Le PALA a été laminé par l'affrontement sans merci entre la principale formation officielle, le Parti révolutionnaire démocratique (PRD), membre de l'Internationale socialiste, et l'opposition. La plupart « si ce n'est la totalité » des candidats à des sièges de député ont été battus.

Créé en 1982 par les milieux d'affaires liés au pouvoir, le PALA constituait l'élément modérateur de la coalition officielle, largement dominée par des formations populistes de plus en plus gauchisantes du fait de la menace grandissante des États-Unis.

Quant au PRD, il avait été fondé au début des années 70 par le général Omar Torrijos, qui avait pris le pouvoir en 1968. Ce parti devait devenir la courroie de transmission du régime militaire pour lui donner un contenu politique et une organisation de masse.

Pas de base sociale

Quelques semaines avant le scrutin du 7 mai, les dirigeants du PRD avaient annoncé que leur parti avait environ quatre cent cinquante mille membres et que, par conséquent, « il était impossible de perdre les élections », puisque, avec les sept autres partis de la coalition officielle, leur formation contrôlait plus de 50 % des électeurs inscrits. Le PRD a donc été victime des élections fautes qu'il s'attribuait, convaincu qu'il suffirait d'une fraude portant sur environ 10 % des résultats pour s'assurer la victoire. En obtenant environ 70 % des suffrages, selon les chiffres les plus fiables, l'opposition a cassé ce scénario et provoqué la réaction brutale du pouvoir.

Après le succès de 1968 provoqué par les menaces du gouvernement civil conservateur d'Arnaldo Arias à l'égard de l'armée, dont il voulait réduire le pouvoir, le général Torrijos — qui mourra dans un accident d'avion en 1981 — avait peu à peu

politisé la garde nationale. La réforme agraire lui avait permis de se constituer un capital politique auprès des petits paysans, mais celle-ci ne s'attaqua pas pour autant au grand capital. Elle a même favorisé la formation d'un centre financier international auquel les États-Unis allaient par la suite reprocher de participer au blanchiment de l'argent de la drogue. Le code du travail adopté en 1972 est certes très favorable aux petits salariés, mais il a des conséquences dramatiques pour les petites entreprises, alors qu'une fois de plus les grosses sociétés, davantage en mesure de supporter les nouvelles charges sociales, survivent sans difficulté.

Torrijos avait de véritables préoccupations sociales, ajoute un ancien ministre du général, mais son gouvernement ne s'inscrivait pas au budget. D'où une dégradation constante, aujourd'hui provoquée par la croissance irresponsable de la fonction publique et les projets mal conçus. A la fin de sa vie, Torrijos était frustré par cette série d'échecs.

Ses successeurs n'ont fait qu'aggraver les choses. Plus qu'un général Noriega, l'ancien ministre attribue la responsabilité du désastre aux dirigeants du PRD, plus particulièrement à « l'alle communiste infiltrée au sein du parti et de l'armée, minoritaire certes, mais très influente dans la définition de la lutte contre les États-Unis au cours des dernières mois ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

Une affaire de terrorisme devant les assises de Paris

Du linge sale détonant...

Par certains côtés, le dossier que la cour d'assises de Paris examine depuis le jeudi 11 mai est celui d'une affaire de... linge sale : Hamid Lallaoui se rendait régulièrement chez son ami le docteur Jacques Darmon pour utiliser sa machine à laver et il est donc tout naturel que des policiers aient vu porter des sacs volumineux chez le médecin. Mais derrière cette question domestique de lessive apparaît un important dossier qui a pour origine la tentative de meurtre de M. Guy Brame, vice-président du CNRP, le 15 avril 1986, revendiquée par Action directe.

Aussitôt les enquêteurs procèdent à cinquante-trois interpellations de personnes soupçonnées d'appartenir à la « mouvance » du groupe ou de s'en approcher — même de très loin puisque leurs interventions les conduisent dans plusieurs milieux de l'extrême gauche. C'est dans ces conditions que Hamid Lallaoui, trente ans, fut arrêté le 16 avril 1986, porteur d'un carton renfermant 11 kilos de dynamite et des détonateurs. La police perquisitionne chez lui mais aussi chez le docteur Darmon car les filatures dont les deux hommes faisaient l'objet avaient établi qu'ils se connaissent.

L'aménagement des objets saisis placés sur quatre tables de la cour d'assises est éloquent : dix-sept armes de poing, des fusils, des munitions, des gilets pare-balles, une percutée, une fausse barbe, des lunettes, sont étalés devant les jurés. En outre, les enquêteurs ont découvert chez les deux hommes 1,7 million de francs provenant de l'attaque à main armée commise le 4 mars 1986 à la Banque de France de Niort, où 23 millions de francs avaient été dérobés.

« Je n'ai rien à voir avec Action directe », affirme Lallaoui, et rien dans le dossier ne vient contester cette affirmation. « Tout ça, ajoute-t-il, m'a été remis par un ami. » Il n'en dira pas plus malgré l'insistance du président Maurice Colomb : « Vous ne pouvez pas me dire qui c'est ? »

« Non, c'est impossible, on a partagé tellement de choses ensemble il y a plus de dix ans. C'était un service. On ne pose pas de question. Je devais garder ça entre quinze jours et un mois. J'ai seulement un peu tiqué sur les explosifs. »

Tout ce qui était chez Darmon avait été amené à son insu, sauf le linge sale, ce que le médecin confirme.

« Conversion idéale »

L'instruction n'a pas permis d'en savoir plus. C'est donc pour recueillir des vols qualifiés, association de malfaiteurs et infraction à la législation sur les armes et les munitions que les deux hommes comparaitront devant la cour d'assises. Ils n'ont ni le profil de braqueurs de banque ni le langage confus des terroristes. Fils d'une famille nombreuse de confession musulmane, Lallaoui, détenu depuis 1986, a eu, selon l'expert psychiatrie, « un parcours marginal » si l'on se réfère à celui de ses frères qui sont médecin, avocat, commerçant ou biologiste. Lui n'est que projectionniste de cinéma. Ancien autonome, il a été impliqué en 1982 dans une affaire de vol.

« C'était pour avoir des fonds pour imprimer des affiches et des tracts », dit-il.

« Quand on est jeune, on veut souvent refaire le monde », réplique

que le président Colomb tout en se montrant réservé sur les méthodes.

Avant de se consacrer à la médecine, Jacques Darmon était passé par le maniement pour évaluer ensuite dans le courant autonome. Issu d'une famille modeste, il est devenu un médecin apprécié qui s'est un temps spécialisé en mésothérapie. Libéré après deux ans de détention, il appartient maintenant à une agence de communication médicale.

« Il ignorait que Lallaoui avait déposé ces choses chez lui », insiste son avocat, M^{re} François Stéphanaghi, alors que M^{re} Henri Leclercq, défenseur de Lallaoui, s'efforce de chasser « le spectre du terrorisme » en considérant que l'avocat général Raymond Galibert d'Auzan, cherchant à impressionner le jury lorsqu'il avait notamment déclaré : « La justice a l'impression qu'elle se fait mener en bateau par des gens qui sont des militants mais qui disent être hostiles à la violence. Je me demande si Darmon, homme respectable et généreux, ne serait pas la couverture idéale de groupuscules subversifs dont il était idéologiquement proche et dont il aurait servi la logistique. »

Tout en admettant que les deux accusés lui paraissent surtout « être des stagiaires en encombrement », le magistrat avait demandé une peine de cinq ans de prison pour le docteur Darmon et dix ans de réclusion criminelle pour Lallaoui, tous deux impliqués dans une « sale affaire ».

Après trois heures de délibération, la cour d'assises de Paris a rendu, vendredi 12 mai, un arrêt en tous points conforme aux réquisitions de l'avocat général. MAURICE PEYROT.

Soupçonné de provoquer des hépatites

Un médicament pour personnes âgées est retiré de la vente

L'extifone, un médicament prescrit aux personnes âgées atteintes de troubles de l'attention et de la mémoire, vient d'être retiré de la vente. La décision de suspension, annoncée vendredi 12 mai par le ministère de la santé, intervient après l'apparition de cas d'hépatites chez certaines personnes traitées.

Commercialisé en avril 1988 par les laboratoires français Pharmascience sous le nom d'Adione, l'extifone était proposé comme traitement symptomatique du déficit intellectuel qui accompagne souvent le vieillissement. Une étude conduite entre novembre 1988 et avril 1989 et destinée à évaluer la toxicité du produit avait abouti à la notification de quatre-vingt-deux atteintes hépatiques par destruction cellulaire. Un décès par insuffisance hépatique a été signalé.

Un million deux cent mille boîtes d'extifone ont été vendues jusqu'à présent.

Dans « le Monde de l'éducation » de mai

Collège : on réforme Université : le palmarès des filières AES

« Collège : on rénove ! » Le collège ne peut être considéré seulement comme une préparation au lycée. C'est un niveau d'enseignement particulier, avec sa vocation propre et ses difficultés spécifiques. Au premier rang de celles-ci : l'hétérogénéité des élèves. C'est pour améliorer la prise en charge des élèves qu'a été lancée la politique de rénovation des collèges : comment les collèges ont-ils lutté contre les redoublements, mis au point les cours de soutien personnalisé, créé des cycles de 6-5* en trois ans, contenu des quatrièmes technologiques ? Le Monde de l'éducation de mai fait le point.

Aussi, au sommaire de ce numéro : trois enquêtes. « Université, le deuxième souffle des langues anciennes » : A l'heure où les entreprises recrutent de plus en plus de diplômés, l'enseignement du latin et du grec se renouvelle. A grande vitesse !

« Familles immigrées : un pied dans l'école. » L'école reste le meilleur moyen d'intégration dans la société pour le million d'enfants d'origine étrangère en France. L'école va désormais aussi au-devant de leurs parents. « Les étudiants et la solidarité. » Ils ne sont pas aussi égoïstes qu'on le dit. Nombre d'entre eux sont des militants de la générosité. A relever aussi deux dossiers : « Les atouts des régions : le réveil de la Basse-Normandie » ainsi que, dans la rubrique palmarès des universités : « Où en est la filière administration économique et sociale (AES) ? »

Enfin, au sommaire du Guide du numéro de mai du Monde de l'éducation, « Armée : des débouchés pour les jeunes filles ». L'armée a besoin de femmes, en particulier de scientifiques et de technologues. A noter aussi la présentation détaillée des nouvelles rémunérations des enseignants. »

Le projet de « port romain » à Fréjus Le tribunal administratif de Nice annule la décision d'utilité publique prise par le préfet du Var

Le tribunal administratif de Nice a annulé vendredi 12 mai un arrêté du préfet du Var en date du 4 juillet 1986 déclarant d'utilité publique l'acquisition par la ville de Fréjus d'une zone de 25 hectares en vue de la constitution d'une réserve foncière pour la création d'un « port romain » et la conduite d'une vaste opération immobilière.

Ce projet élaboré par la ville au début des années 80 prévoit de redonner à Fréjus, cité romaine, sa vocation maritime par la construction d'un port de plaisance sur le site du port antique. Autour d'un bassin de 7 hectares dont la première pierre fut posée le 6 février 1988 par M. François Letard, maire UDF.

Découverte dans les Alpes-de-Haute-Provence de l'épave d'un avion disparu

L'épave d'un Cessna qui avait disparu le 17 mars dernier avec ses cinq occupants a été découverte, jeudi soir 11 mai, par un agent de l'Office national des forêts dans un endroit très difficile d'accès sur la face nord de la montagne de Lure, près de Sisteron (Alpes-de-Haute-Provence). L'appareil, qui portait des traces de feu après s'être probablement enflammé lors de l'impact au sol, se trouvait largement camouflé par les arbres, ce qui explique qu'il échappa à la description des recherches entreprises n'ayant pas abouti. Les cadavres des cinq passagers disparus ont été retrouvés soit à proximité des débris de l'appareil, soit à l'intérieur des restes du cockpit et transportés à l'hôpital médico-légal de Marseille afin d'être autopsiés.

L'appareil avait disparu le 17 mars lors d'un vol Fréjus-Colmar, alors qu'il transportait cinq personnes : le pilote Didier Gigon, général en retraite, cinquante-neuf ans, et son épouse Denise, Pierre Acker, quarante-sept ans, chef d'entreprise à Marienthal (Bas-Rhin), Serge Gall, quarante-deux ans, pharmacien à Strasbourg, et Michel Neumann, domicilié à Colmar.

PR de la ville, ce projet comprend notamment la construction de 3 000 logements, de 750 chambres d'hôtel, d'un casino, de 120 commerces et de 4 000 places de parking.

Le jugement du tribunal administratif fait suite à une requête déposée le 4 septembre 1986 par l'Association de défense des quartiers de Fréjus-plage et par quatre des soixante-quatre propriétaires visés par l'expropriation liée à la déclaration d'utilité publique. Dans ses conclusions, le tribunal a principalement retenu comme motif d'annulation « l'insuffisance des conditions d'insertion du projet dans l'environnement », relevant notamment l'absence d'études biologiques systématiques à l'occasion de tout avant-projet du littoral.

Cette annulation de la déclaration d'utilité publique aura pour effet immédiat de rendre caduques les ordonnances d'expropriation déposées actuellement à la Cour de cassation. La vente des terrains concernés acquis par une société d'économie mixte, la SEMAF, contrôlée à hauteur de 60 % par la ville de Fréjus, et revendus à des promoteurs deviendrait de ce fait elle-même caduque.

Le projet de « port romain » de Fréjus, vivement combattu par des défenseurs de l'environnement, pourrait ainsi se retrouver remis en question.

A nos lecteurs

La distribution du Monde a été perturbée le vendredi 12 mai (numéro daté 13 mai), à la suite d'un mouvement de grève parmi les employés et cadres administratifs. Les cours de la Bourse du vendredi 12 mai n'ont pu être publiés pour les mêmes raisons. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser. Les abonnés qui n'auraient pas reçu leur journal, verront leur abonnement prolongé d'autant.

Le numéro de « Monde » daté 13 mai 1989 a été tiré à 332 168 exemplaires

Au pays basque français Les partis nationalistes dénoncent le blocage de leurs revendications culturelles

BAYONNE
de notre correspondant

Selon les nationalistes basques de EMA (proche de Iparretarrak), le blocage du gouvernement face aux revendications culturelles pourrait provoquer un renouveau de la violence au Pays basque. Au cours d'une conférence de presse tenue à Bayonne le jeudi 11 mai, les représentants de la gauche patriotique basque ont dénoncé le retard apporté par les autorités à l'accomplissement des promesses faites cent jours plus tôt à Bayonne par le ministre de l'Intérieur. Le 1^{er} février dernier, M. Pierre Joxe s'était engagé à rencontrer avec une délégation de partis nationalistes basques. Il leur avait annoncé sa prochaine visite en avril et les représentants de ces partis s'attendaient donc à une réponse à leurs revendications, por-

tant essentiellement sur l'aide à l'enseignement de la langue basque. Le doublement de l'audience des nationalistes aux élections municipales, de 4,19 % à 9,26 % des suffrages, concrétisant l'arrêt des attentats qui mit fin à l'amalgame terrorisme - culture basque, avait traduit cette attente.

« Si Paris ne prête pas rapidement l'oreille à ces voix politiques, déclare un des nouveaux élus, la violence n'aura guère de mal à retrouver des adeptes. »

Vendredi 12 mai, une délégation de la Fédération des associations culturelles basques devrait être reçue au ministère de la culture. Quatre jours plus tard, ce sera au tour des responsables des Ikastola (écoles en langue basque) de se rendre au ministère de l'éducation nationale.

Ph. E.

Quatre journaux dont « le Monde » vont créer un supplément culturel européen

A l'occasion du Salon du livre de Turin, le Monde, le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung, la revue italienne Indice et l'hebdomadaire anglais Times Literary Supplement ont annoncé le samedi 13 mai leur intention de publier en commun un supplément culturel européen sous le titre Liber (du mot latin qui signifie à la fois « livre » et « libre »). La décision définitive est encore soumise à l'acceptation de plusieurs points statutaires.

Liber sera édité avec chaque publication dans la langue de chaque pays, mais aura un contenu identique. Il proposera à un lectorat européen des critiques de livres, des articles sur la production et les recherches culturelles et artistiques, et il a l'ambition de devenir un véritable forum européen d'échanges intellectuels.

Enquête sur une collision en mer : la vedette fantôme de Marbella

Les enquêteurs français avaient trouvé des éléments leur permettant d'identifier le pilote et le propriétaire d'une vedette de course, un offshore, qui le 17 août 1988 au large d'Antibes (Alpes-Maritimes) avait heurté un bateau pneumatique, tuant un de ses occupants et blessant grièvement un autre personne avant de prendre la fuite. Le pilote de cette vedette, originaire d'un Etat du Proche-Orient et dont l'identité n'a pas été révélée, se trouverait actuellement en prison en Espagne, à Malaga, détenu dans le cadre d'une autre affaire.

Selon les éléments recueillis par la police française, cet offshore, un bateau blanc aux lignes bleues, appartenait, à l'époque de l'accident, au frère d'un chef d'Etat du Proche-Orient actuellement domicilié à Marbella (Espagne), dont les autorités espagnoles se sont refusées pour l'instant à communiquer l'identité. Il semblerait en outre qu'après la collision l'offshore ait été volontairement détruit afin d'effacer toute trace.

هذا من الاصل